

Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14445 - 6 F

MARDI 9 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LÉSSOURNE

Les Palestiniens désarmés au Liban

UNE nouvelle fois vaincus, les fedayin sont sur le point d'être désarmés dans le sud du Liban. Rares sont les causes palestiniennes qui ont été aussi mauvaises. Pourtant, depuis plus de quarante ans que se pose la question de leurs droits, les Palestiniens ne comptent plus leurs drames et leurs revers.

En 1982, l'invasion israélienne du Liban avait entraîné le départ des combattants palestiniens et, sinon l'éclatement définitif, un affaiblissement considérable de leurs organisations. Les fedayin, sont, depuis, peu à peu revenus au Liban, mais bien moins nombreux qu'euparavent. Ils n'étaient guère plus de 5 000 face aux 10 000 soldats des troupes gouvernementales libanaises, fort de l'appui de la Syrie, exerçant plus que jamais sa tutelle sur le pays du Cédar. En position de faiblesse, les dirigeants palestiniens n'avaient pas d'autre choix que d'accepter le retour de l'autorité libanaise dans la zone du Liban et le démantèlement de leur dernier véritable bastion au Proche-Orient. Reste aux Libanais, dont on peut craindre l'aspiration de revanche, à garantir la sécurité d'environ 350 000 réfugiés palestiniens dans les camps du pays.

Que fera notamment l'armée libanaise si des commandos continuent d'agir contre Israël, déclenchant ainsi de nouvelles réactions militaires de l'Etat hébreu ?

L'OLP est dans une situation extrêmement délicate. En butte à l'hostilité continuée de Damas, M. Yasser Arafat est, de plus, contesté au sein de l'organisation. Déconsidéré aux yeux de la plupart des Occidentaux et privé du soutien financier de la majeure partie des pays arabes, à cause de ses prises de position en faveur de l'Irak durant la crise du Golfe, le chef de l'OLP sait que l'on souhaite sa mise à l'écart.

Des dissensions se font jour parmi les personnalités qui animent le mouvement dans les territoires occupés par Israël, et les groupes islamistes y concourent vivement l'OLP. Tant et si bien que l'infidélité marqua le pas, pour la plus grande satisfaction des Israéliens.

Or Israël se montre plus qu'auparavant intraitable. Au Liban tout d'abord. Les Israéliens viennent de rappeler qu'il n'est pas question de supprimer avant longtemps la zone de sécurité établie - en territoire libanais - le long de la frontière. Pas même la poche de Jazzine, au nord de cette zone, alors qu'on prête aux Américains l'intention de faire pression sur la gouvernance libanaise pour qu'il fasse ce geste, contribution minimale de Jérusalem à la restauration de l'autorité de l'Etat libanais ?

Bien que M. James Baker n'ait guère de chances de faire aboutir une nouvelle offensive de paix, les Américains et le reste de la communauté internationale ne pourront pas ignorer éternellement que les Palestiniens attendent toujours un début d'application des résolutions de l'ONU les concernant, surtout au moment où la colonisation israélienne se poursuit. La France paraît bien décidée à insister de nouveau sur cette nécessité dans les prochains jours.

Lire page 6 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

M0147 - 0709 - 6.00 F



Malgré une nouvelle intervention de la CEE

La tension reste vive entre Serbes et Croates

La « troïka » de la CEE est intervenue une troisième fois - durant la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juillet - dans la crise yougoslave. Elle est parvenue à faire préciser et accepter les accords précédemment conclus, notamment sur le retour de l'armée fédérale dans ses casernes, le contrôle des frontières de la Slovénie et la suspension pour trois mois des indépendances slovène et croate dont le principe même n'est pas « exclu » selon M. Jacques Delors. La tension reste cependant vive, surtout en Croatie.

« Nous voulons des fusils ! »

OSIJEK (Slavonie)

de notre envoyé spécial
« Nous voulons des fusils ! » Nous voulons des fusils !, scandent quelques centaines de jeunes gens, drapeau croate à la main. Du balcon de la mairie, le numéro deux de la ville les félicite : « Nous ne vous en donnerons pas, ce n'est pas le moment, méfions-nous des provocateurs. » Les injures qui s'ensuivent redoublent lorsqu'un avion de l'armée yougoslave passe à proximité à très basse altitude.

Ce dimanche 7 juillet était un dimanche presque ordinaire à Osijek : depuis quelques mois, la capitale de la Slavonie a l'habitude de ces manifestations. Mais, cette fois, la colère est encore montée d'un cran. Car au moins quatre gardiens nationaux croates,

et un soldat de l'armée fédérale sont morts le matin même à Tenja, un village distant de 4 kilomètres, dans des combats contre les « terroristes » serbes. Et, en s'interposant, l'armée yougoslave s'est rangée de leur côté en faisant feu sur les combattants croates. La guerre civile couve en Slavonie. Limbrique de la Voïvodine, province sous le contrôle de la Serbie, la région est peuplée à 40 % de Serbes. A l'époque du communisme, ceux-ci tenaient fermement les commandes. Aujourd'hui, les Croates prennent leur revanche, confortés par l'élection à la présidence de la République du nationaliste Franjo Tudjman, il y a un peu plus d'un an.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 3

Lire aussi

La troisième intervention de la CEE a permis de préciser les accords précédents.

par FLORENCE HARTMANN

■ Face à face à Bérak, en Slavonie

■ A la frontière autrichienne, on attend l'ennemi yougoslave...

par PATRICE CLAUDE

pages 3 et 4

■ Un entretien avec Alain Finkelkraut

par JEAN-MARIE COLOMBANI

et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

page 2

Le retour des bannis du sport

L'Afrique du Sud, exclue depuis 1970, devrait être réintégrée au sein du Comité international olympique, mardi 9 juillet

par Philippe Braussard

Le sport sud-africain s'apprête à disputer le match le plus important de son histoire. Une rencontre hautement symbolique au moment où la ségrégation raciale vit ses dernières heures. Réunie à Lausanne (Suisse), mardi 9 juillet, la commission « apartheid et olympisme » du Comité international olympique (CIO) devrait réintégrer l'Afrique du Sud au sein d'un mouvement olympique dont elle avait été exclue en 1970. Une telle décision est envisageable depuis la

visite dans ce pays, du 23 au 27 mars, d'une délégation emmenée par le Sénégalais Kéba Mbaye, vice-président du CIO. De retour de Johannesburg, où il avait rencontré le président Frederik De Klerk et M. Nelson Mandela, M. Mbaye avait reconnu l'existence d'un « Comité national olympique sud-africain par intérim » regroupant, pour la première fois, les différentes organisations du sport sud-africain. Il avait cependant indiqué que deux conditions devaient être remplies pour lever

l'exclusion et reconnaître un comité définitif : la fin officielle de l'apartheid et l'unification des fédérations (« noires », « blanches », « métisses ») régissant chaque sport.

Le premier obstacle est tombé lundi 17 juin avec l'abolition de la loi sur la « classification » de la population (le Monde du 19 juin). Le second fait l'objet de négociations depuis plusieurs mois.

Lire la suite page 11
ainsi que l'article de FREDERIC FRITSCHER page 5



Lire nos informations ainsi que les articles de PATRICK JARREAU et d'ALAIN ROLLAT page 7

Alliance entre Cap Gemini Sogeti et Daimler-Benz

Le groupe français numéro un européen dans le secteur des services informatiques négocie un accord industriel et financier avec le géant allemand.

page 15

Le scandale de la BCCI

Londres demande à Abou-Dhebi de rembourser les clients de la banque internationale.

page 15

Codifier les ventes d'armes

Une conférence réunie à Paris les cinq principaux fournisseurs du monde.

page 5

CHAMPS ECONOMIQUES

Les Etats-Unis contre les Douze

Avant la sommet des Sept Washington manifeste de plus en plus sa méfiance à l'égard de la construction européenne.

■ L'Allemagne, ou l'intendance suivra. ■ Le Japon, une stratégie de moyens. ■ La chronique de Paul Fabra.

pages 17 à 19

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

Triomphe allemand à Wimbledon

Michael Stich et Steffi Graf, vainqueurs des Internationaux de Grande-Bretagne.

Lire les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Tour de France : LeMond en embuscade

Après trois étapes, le vainqueur du Tour 1990 confirme son ambition.

Lire l'article de SERGE BOLLOCH

Williams-Benault remporte le Grand Prix de France

Le Britannique Nigel Mansell a devancé Alain Prost.

Lire l'article de GÉRARD ALBOUY page 10 et 11

Yémen : une unité fragile...

I. - La fin des illusions

Nous commençons la publication d'une série de deux articles sur le Yémen, qui a célébré en mai le premier anniversaire de la proclamation de l'unité entre les deux anciennes Républiques.

SANAA

de notre envoyé spécial

Malgré les nombreuses lois promulguées - souvent à la hâte - l'unification des structures économiques et sociales des deux Yémens est demeurée incomplète. L'économie a durablement souffert des retombées de la crise du Golfe pendant laquelle le gouvernement de Sanaa a fait preuve d'une grande solidarité avec l'Irak. Le Yémen en fut sévèrement puni par l'Arabie saoudite, qui a non seulement expulsé plus d'un million de travailleurs yéménites, mais aussi mis fin à son aide financière. Pour la première fois, les Yéménites expriment ouvertement leur

mécontentement face à la dégradation constante du niveau de vie (les salaires ont augmenté de 30%, alors que les prix ont plus que doublé). La vague de nationalisme arabe provoquée - probablement à dessein - lors de la crise du Golfe a contribué pendant un certain temps à éclipser ce que l'on appelle ici les « salbiyate » (aspects négatifs) de

l'unité. Mais aujourd'hui, ces derniers apparaissent au grand jour et alimentent toutes les conversations. Le seul sujet que les gens évitent est celui de la défaite irakienne accueillie avec amertume par la population qui estime avoir été bernée dans cette affaire.

JEAN GUEYRAS

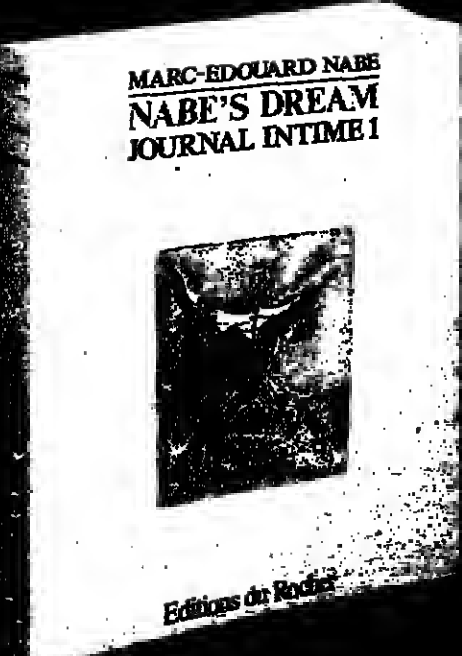
Lire la suite page 6

Jeunesses d'Amérique

Paris-Texas, en passant par les bayous de Louisiane, le Blues de Chicago, les plaines du Middle-West, le charme discret de Philadelphie ou le pavé du Bronx new-yorkais, sur les pas de ces adolescents anonymes qui sont l'Amérique de demain. Deux mois passés là où ils vivent, chez eux, dans leur classe, leurs rêves, au travail, avec leur bande... Danielle Rouard nous présente, pendant trois semaines, quelques portraits de ces jeunes d'une Amérique multiple.

Lire page 9

M.E. Nabe MONSTRUEUX OU GÉNIAL ?



825 pages.

Editions du Rocher

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 98 p.; Irlande, 220 IR; Italie, 1,30 L; Israël, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 18 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Alain Finkelkraut

« On ne peut se servir de la lutte contre l'antisémitisme pour justifier le maintien d'un empire ou une invasion militaire »

« La fin du communisme ne va-t-elle pas entraîner l'Europe dans une formidable régression, non que l'on ait la nostalgie de l'ordre ancien, mais parce que le désordre qui s'installe au nom des nationalités peut générer des catastrophes ? »

S'il y a une régression, c'est la nôtre, celle des Européens de l'Ouest, celle des Français que nous sommes. Voyez la Yougoslavie. Deux nations, la Slovénie et la Croatie, proclament leur indépendance, et affirment du même souffle leur européanité. Que fait la France ? Elle met ces deux nations au ban de l'Europe au nom de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et du maintien à tout prix du statu quo. Cette attitude témoigne d'abord d'une abyssale ignorance. Notre gouvernement, nombre de nos journalistes et la plupart de nos intellectuels ont découvert la Slovénie le 26 juin 1991. Raisonnant par analogie, par approximations et par clichés, ils ont imputé le désordre aux sécessionnistes. La réalité est inverse : ce n'est pas la déclaration d'indépendance des Slovènes et des Croates qui a engendré le chaos, c'est la désintégration finale de la Yougoslavie et la menace de plus en plus précise de son remplacement par une dictature militaire qui a provoqué cette sécession.

En Slovénie, tout avait commencé par une lutte pour le pluralisme et la démocratie dans toute la Yougoslavie. L'armée a répliqué par l'empirisme de trois journalistes et d'un sous-officier slovène. Alors l'idée a germé qu'il n'y avait de salut national et démocratique qu'en dehors de la « fédération ». Lorsque, au mois de décembre, la population a voté à une écrasante majorité pour l'indépendance, le gouvernement démocratiquement élu de cette République a donné un délai de six mois à l'Etat central pour que soit trouvée une solution fédérale à la crise. Pendant cette période, la Serbie a levé le système monétaire de l'Etat et a prêté pour ses besoins la moitié de la monnaie fiduciaire prévue pour l'année 1991. Puis la Serbie a empêché que M. Mezic, un Croate, accède à la présidence de la direction collégiale du pays. Malgré ce comportement, et malgré l'occupation du Kosovo, la pression française s'est exercée exclusivement sur les deux Républiques indépendantes. La seule chance de sauver la Yougoslavie a été ainsi gâchée et les mêmes qui voulaient à tout prix son maintien. Pays baltes, Arménie, Slovénie, Croatie : pour la France, les petites nations sont coupables d'introduire le désordre dans l'Europe libérée. Mais libérée de quoi, si cette Europe n'a pas le droit d'être libre ?

N'êtes-vous pas troublé par le fait que la Slovénie soit malgré tout une création de la Fédération yougoslave ; ou bien que la Croatie voit resurgir aujourd'hui un courant qui était aux commandes dans les années 1941-1944 : cet aspect « revanche » du nationalisme croate vous conduit-il à nuancer votre analyse ?

La Slovénie n'est pas une création de la Fédération yougoslave ! C'est une nation millénaire qui en 1918, après l'effondrement de l'empire austro-hongrois, a tenté l'aventure de ce qui s'est appelé l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes, et qui choisit aujourd'hui d'en sortir parce qu'il ne reste de la Yougoslavie que la double perspective de la dictature politique et de l'effondrement de l'économie. J'entends le mot « nation » au sens non pas ethnique, mais électif que lui a donné Renan : un patrimoine et un projet, riche legs de souvenirs et « le consentement, le désir clair, le remuement exprimé de continuer la vie commune ». Ces deux dimensions se retrouvent en Slovénie et en Croatie. Le noir épisode de l'Etat oustachi créé par Hitler en 1941 ne fait pas de la Croatie une nation. Quant à réduire l'actuel patriotisme croate à une résurgence fasciste, c'est un raisonnement essentialiste qui occulte la résistance croate pendant la guerre et qui aurait dû nous conduire à rayer de la carte l'Allemagne et la Russie. Cela dit, il existe bien une tentation révisionniste en Europe de l'Est.

La faute à l'intelligentsia antitotalitaire

N'est-ce pas cette tendance qui triomphe, au lieu de s'apprêter à triompher ?

Non, mais elle est présente en Roumanie chez les nostalgiques du dictateur Antonescu, en Slovaquie chez les admirateurs de Mr Tiso, et partout où la catastrophe du stalinisme a immédiatement succédé à l'occupation nazie. C'est la tentation de réinterpréter l'histoire à l'arrière-pensée, au moins la collaboration avec les nazis, comme un effort pour vaincre le communisme ou pour échapper à ses prises. Les deux grandes douleurs de l'Europe sont souvent liées l'une à l'autre. Il faut donc se méfier des médietés. Mais ce n'est pas en prenant le chemin que de frapper d'indignité tous les mouvements d'émancipation nationale de l'Europe post-totalitaire. On n'a pas le droit de se servir de la lutte contre l'antisémitisme pour justifier le maintien d'un empire ou une invasion militaire. C'est pourtant l'attitude de toute une intelligentsia antitotalitaire qui, en décidant que le « nationalisme » est le danger des dangers, fait payer aux petites nations européennes les crimes commis par les grands empires continentaux et qui choisit Gorbatchev contre Soljitsyne, alors que le premier, avec toutes ses qualités, emploie la manière forte pour mater les Arméniens et que le second, avec tous ses défauts, plaide pour le démantèlement immédiat de l'empire. Quant à l'intelligentsia dite « progressiste », elle méprise chez tous la volonté d'avoir un Etat et un drapeau, sauf chez les Palestiniens.

N'est-ce pas pour éviter l'armée soviétique que l'on joue le statu quo ?

L'Union soviétique et la Serbie dépendent de l'Occident pour leur survie. Il est donc possible d'amener Gorbatchev à composer

comme il était hier possible de contraindre le gouvernement de Belgrade à accepter la transformation de la Yougoslavie en une confédération d'Etats souverains. Au lieu de cela, notre président a choisi la persécution du colonialisme et de l'injustice. Il pourrait dire comme Metetrich : « Le premier élément moral en moi, c'est l'immobilité ». A cette différence près que Metetrich se voit très bien qu'il combattait les principes libéraux, tandis que notre président s'en proclame le défenseur. Aujourd'hui, le diplomate qui prend partie pour l'écrasement des petites nations au nom de la lutte contre le nationalisme. Incroyable République qui n'a que le mot « différence » à la bouche et qui ne veut voir qu'une tache en Europe, qui honore en son sein la Baltique bip-part et qui ignore avec impudence la culture slave. Vive le rap ! A bas la Slovénie ! Les deux choses vont de pair.

N'est-ce pas, au-delà de la France, l'Europe elle-même, la communauté telle qu'elle est, qui cherche à se préserver d'une situation qui, avant guerre, a conduit à la guerre ?

La guerre, c'est l'immobilité qui y mène.

Et il était tout à fait irréal de voir M. Jacques Foc, ministre de la non-nation luxembourgeoise, exiger des Slovènes, au nom de l'Europe des Douze, qu'ils renoncent à leurs aspirations nationales. Demain, peut-être, le prince Rainier de Monaco demandera aux Bulgares, au nom de la planète Terre d'être minables et d'accepter pour un tout petit siècle encore la reconduction du pacte Staline-Hitler ! En tout cas, dans ce face-à-face entre la triade (sic) européenne et la Slovénie, l'Europe au seul sens de ce mot qui vaille, l'Europe de la démocratie et de la diversité, était du côté des Slovènes. Aujourd'hui, d'ailleurs, l'Europe communautaire ne parle plus d'une seule voix : la France se rampe avec une position conservatrice, au risque de favoriser l'invasion de la Slovénie et de perdre au profit de l'Allemagne tout crédit dans l'Europe post-totalitaire. Par peur, dites-vous, que de nouveaux Balkans ne nous conduisent à la guerre. Mais la Slovénie ne fait pas partie du monde balkanique... Mais la première guerre mondiale est née d'un conflit entre empires... Mais l'archiduc Ferdinand a été assassiné par des extrémistes serbes !

Minorités et nations majoritaires

Il faut tout de même définir, à la fois pour des raisons économiques et pour des raisons culturelles, des modalités d'intégration des minorités. Dans le cas de la Yougoslavie, c'est clair. Mais le problème va se poser ailleurs, pour la Hongrie, par exemple, dont le tiers de la population minoritaire dans les pays voisins.

Ne mélangons pas tout ! La Slovénie ou l'Arménie ne sont pas des minorités, ce sont des nations majoritaires sur leur territoire, et qui aspirent à recouvrir leurs droits. On ne progressera aucune-

ment dans la résolution du problème des minorités en s'asseyant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ne pensez-vous pas qu'on s'engage à ce moment-là dans un travail de dosage assez subtil et impossible à faire, hormis le critère : est légitime toute aspiration dite nationale qui permet de sortir du communisme ? L'aspiration des Slovaques, par exemple, de sortir de la Tchécoslovaquie est-elle encore légitime, alors qu'ils sont sortis du communisme ?

Elle est légitime. Les Slovaques furent indéniablement opprimés. Et à tort, ils ont le droit à l'autodétermination, sauf à dire que ce droit désormais n'a plus cours et que, en passant du communisme à la « maison commune », les peuples ont simplement changé de prison. Il est vrai que l'indépendance effective de la Slovaquie poserait des problèmes techniques insurmontables. Mais, précisément, si l'on veut préserver le lien, il faut reconnaître la légitimité du patriotisme slovaque. C'est au fond si les Tchèques disent aux Slovaques : « Oui, vous formez une nation avec tous les droits éternels », que la Tchécoslovaquie, sous une forme peut-être rénovée, reste viable. Dire, en tout cas, comme nos diplomates : « Vive la fin du communisme et que personne ne bouge ! », ce n'est pas éviter la catastrophe, c'est y conduire.

Votre raisonnement est intéressant. Au fait, êtes-vous ou non favorable à la reconnaissance du peuple corse ?

Non.

Tous les critères que vous venez d'évoquer s'appliquent à la Corse. Or vous dites aux Corsais, au nom d'un jacobinisme que vous venez de dénoncer en Yougoslavie : ne bougez pas !

Je ne suis pas jacobin. Je suis républicain. Et je vois trois différences majeures entre la situation des Corses (ou des Basques) et la situation slovaque. Une différence culturelle : l'identité française existe, et les Corses la partagent ; il n'existe pas d'identité yougoslave. Une différence tout à la fois constitutionnelle et historique : la France est une République une et indivisible (« La République une et indivisible, notre royaume de France », disait profondément Péguy) ; la Yougoslavie est une fédération de Républiques qui ont le droit de faire sécession. Une différence politique enfin : les indépendantistes basques ou corses sont minoritaires et recourent au terrorisme dans leur lutte contre l'Etat démocratique. Les Slovaques sont tous pour l'indépendance de leur pays, et ils combattent au nom de la démocratie et pas des voies démocratiques le terrorisme d'Etat. Juger l'Europe centrale à l'aune du problème corse est la preuve ultime du provincialisme et de l'autocritique française.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Alain Finkelkraut est directeur de la revue Le Messager européen.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La France dans la guerre

Une guerre est toujours une épreuve de vérité pour un régime politique. Celle du Golfe a permis de vérifier l'efficacité des institutions de la V^e République. Elle a, en revanche, laissé des séquelles au sein de la gauche.

La guerre du Golfe a-t-elle modifié la société française ? A voir la rapidité avec laquelle celle-ci a reformé la parenthèse et avec quelle délicatesse le monde politique s'est retrouvé ses querelles feutrées, on pourrait croire que non. Mais au-delà de ces apparences, il est permis de s'interroger sur les traces que cette épreuve a laissées dans le pays. C'est ce que fait, fort pertinemment, la revue *Pouvoirs*, dans un numéro intitulé « La France en guerre ».

S'interrogeant sur le fonctionnement des institutions, elle observe que la République, qui, depuis ses origines, avait eu beaucoup de mal à « gérer » ses guerres, s'est fort bien tirée de celle-ci. Par sa brièveté et sa brutalité, ce conflit a servi d'exercice grandeur nature au pouvoir et a permis de vérifier que celui-ci était capable de contrôler une situation d'exception.

Pour le juriste Raphaël Hadas-Label, les deux grands vainqueurs de l'opération ont été la Constitution et le président de la République. La première a fait la preuve de son efficacité, en permettant au second de garder la maîtrise des événements. Et François Mitterrand sut remarquablement profiter de cette situation, en mêlant adroitement l'art de la décision, celui de la concertation et celui de l'appel à l'opinion (par ses fréquentes interventions télévisées).

Cette concentration du pouvoir à l'Élysée, liée au poids respectif des individualités en présence, a fait apparaître plus nettement qu'on ne trouvait les vrais centres d'influence. Ainsi le rôle personnel important du ministre des affaires étrangères s'est accompagné d'une rapide mise sur le touche du Quai d'Orsay (ce qui, selon Dominique Moisi, ne fait que confirmer une évolution déjà ancienne). En revanche, les états d'âme de Jean-Pierre Chevènement ont rapidement conduit à une neutralisation du ministre de la défense et à une montée en puissance des chefs militaires, en particulier du général Maurice Schmitt et de l'amiral Jacques Lanxade, promu porte-parole officiel de la stratégie présidentielle. Pour Semy Kolbin, ce rapprochement entre le pouvoir et l'institution militaire ne sera pas sans conséquences. « S'agissant d'un président de gauche, tenu longtemps en suspicion par les militaires, le résultat relève de l'exploit », estime-t-il.

Le Parlement remplacé par les médias

Si, du fait des institutions, Mitterrand a été en retrait durant cette période, se contentant de contrôler l'application des décisions et d'assurer l'intendance, la coopération entre la présidence et le gouvernement a bien fonctionné, grâce à l'efficacité de la cellule de crise, animée par le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco. Et sous l'impulsion de deux fidèles du président (Pierre Joxe, puis Philippe Marchand), le ministère de l'Intérieur a su garantir la sécurité intérieure et tester un dispositif de prévention et d'intervention dont l'utilité devrait continuer de se faire sentir « en temps normal ». « Au-delà de l'ordre public, c'est un vrai baromètre de la paix civile qui est mis en place », constate Michel Rouzeau, secrétaire général de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure.

Le bilan est en revanche nettement moins positif sur le rôle du Parlement. Certes la nature du conflit – qui n'était pas une guerre au sens juridique du terme, mais une opération de police internationale menée sous l'égide des Nations unies – n'exigeait pas une autorisation formelle de sa part. Par ailleurs, les responsables des partis politiques ont été tenus régulièrement informés de l'évolution de la situation, bénéficiant souvent d'informa-

tions confidentielles. Mais, observent Olivier Duhamel et Yves Mény, le Parlement français n'a pas été le forum et le lieu de débat que fut, par exemple, le Congrès américain. « On a pu entendre les voix de quelques parlementaires, mais le Parlement a été absent », constate Yves Mény.

Ce vide démocratique a, en fait, été rempli par les médias, dont le rôle dans cette affaire a été considérable. Lorsque l'amiral Lanxade, Pierre Joxe ou Michel Vauzelle s'expriment, quelque chose a dit, ils allaient à « 7 sur 7 » ou chez Patrick Polvre d'Arvor. Cette importance prise par les médias – et en particulier par la télévision – explique qu'ils ont été à la fois les victimes de l'opération, considérés comme détenteurs de la vérité, investis d'une magistrature suprême, ils ont été brutalement mis en question, lorsque les conditions mêmes de production des images et des informations ont été mises en doute sur leur liberté – voire sur leur honnêteté. Accusés d'être manipulés tantôt par les militaires, tantôt par les médias, ils ont été dépassés par un système qui laissait peu de place à la réflexion et à l'indépendance. Mais, surtout, on peut se demander, avec Renaud Faval, si l'importance symbolique qui est accordée à ce quatrième pouvoir n'est pas contradictoire avec la logique libérale qui fait que le travail des journalistes est fortement déterminé par la concurrence effrénée que se livrent les chaînes, obnubilées par le scoop.

Le reniement de la gauche

Si le Parlement a paru un peu engourdi par le consensus de l'union sacrée, c'est, comme le fait remarquer Guy Carassonne, que les principaux courants d'opposition à la guerre n'y étaient que peu – ou pas du tout – représentés : le PC, le Front national, les écologistes et les gauchistes. C'est pourquoi le véritable débat d'opinion s'est tenu hors de l'enceinte du Palais-Bourbon.

Ce débat, on peut en suivre les traces dans une revue comme *Lignes*, qui se demande avec tristesse comment on peut encore être de gauche après ce qui s'est passé. « La guerre du Golfe a opérée une coupure, écrit-elle. Elle est profonde. Sans doute est-elle irréversible. Il n'y a pas de geste, il n'y a pas de mécontentements, il n'y a pas de démissions suscitées par la politique conduite depuis 1981 qui ne paraissent dérisoires aujourd'hui comparés à la rage du ralliement de la France à l'action de guerre américaine au Proche-Orient. On l'aperçoit désormais nettement : ces reniements en chaîne préparent la gauche à cette abdication majeure. »

Ce déclinisme, le gauche française n'est pas la seule à l'éprouver. Dans la revue *Digraphe*, l'écrivain espagnol Juan Goytisolo exprime le même désillusion, en lançant un appel au euraisme. « Une nouvelle gauche héritière de la gauche de Rousseau, Humboldt, Bakounine et Chomsky – et pourquoi pas ? des valeurs spirituelles et de tolérance de Mawana Ibn Arabi – sensible au gaspillage défilant des budgets militaires, au pillage du Sud par le Nord, à la dévastation systématique de notre planète avec ses mers polluées et ses forêts malades, est nécessaire... » Et il ajoute : « Une société sans voir critique cesse d'être une société vivante pour se transformer en une société vide, où le spectacle de la politique ou, mieux encore, la politique en tant que spectacle supplante non seulement la réflexion éthique, mais encore la conscience même de la réalité. »

Des propos qui ont le mérite de nous rappeler qu'une guerre – même victorieuse – est toujours une défaite et que le paix ne peut se satisfaire du silence des opposants ou des vaincus.

► *Pouvoirs*, n° 58, 1991, PUF.
► *Lignes*, n° 14, juin 1991, librairie Séguier, 3, rue Séguier, 75006 Paris, 89 F.
► *Digraphe*, n° 58, juin 1991, Mercure de France, 90 F.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0195-2031
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-65-29-33
Imprimé au « Monde » 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Tél. : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-42-72-72 Tél. : MONDIPUB 634 128 F Tél. : MONDIPUB 634 128 F (1) 46-42-72-72 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse X 1

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 068 F	2 940 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande).
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyer avec l'abonnement d'articles tous les jours, par voie aérienne, en indiquant l'adresse ci-dessus.

PP-Paris RP

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

La crise yougoslave et les initiatives diplomatiques

Estimant que la Yougoslavie est « au bord de la guerre civile », le gouvernement albanais s'est déclaré, dans un communiqué diffusé dimanche 7 juillet, particulièrement concerné par le sort de « de quelques trois millions d'Albanais au Kosovo vivant depuis dix ans sous occupation militaire de la Serbie ». Toute décision sur l'avenir de la Fédération devra tenir compte de « la volonté des Albanais du Kosovo », soulignent les autorités de Tirana, qui dénoncent la « répression serbe ». Le communiqué affirme que des « bandes paramilitaires » serbes se livrent à « des provocations incessantes, cherchant prétexte à une escalade du génocide contre les Albanais ». « Le bain de sang que préparent les forces serbes cheuvines du Kosovo menace gravement la stabilité et la paix dans les Balkans et en Europe », estime également le gouvernement de M. Vitić. Belgrade a par ailleurs élevé, dimanche 7 juillet, une « vigoureuse protestation » auprès de l'Autriche, accusée d'« ingérence grossière » dans les affaires intérieures yougoslaves.

L'ambassadeur d'Autriche dans la capitale yougoslave, M. Walter Ziegler, a été convoqué au ministère des affaires étrangères et s'est vu reprocher l'« encouragement » de son pays des « tendances séparatistes ». Vienne a notamment été accusée de raviver la dangereuse thèse des intérêts nationaux « particuliers » existant entre l'Autriche, la Slovaquie et la Croatie, découlant de « liens historiques ». Une allusion à l'Empire austro-hongrois dont la Slovaquie et la Croatie faisaient partie avant la première guerre mondiale. Le Yougoslavie estime, en outre, que la « mise en état d'alerte » des forces autrichiennes à la frontière a « accru la tension », alors qu'il n'y a aucun indice que les événements en Yougoslavie menacent d'une quelconque manière la sécurité de l'Autriche.

L'Allemagne est également accusée par Belgrade d'avoir « trépidé » dans la dissidence de la Slovaquie. « Ce que certains pays n'ont pas réussi à faire par la guerre, ils le réalisent aujourd'hui

grâce à leurs marionnettes », a déclaré, samedi à la télévision, le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic. Il a estimé que « les forces antityougoslaves n'auraient jamais été aussi audacieuses, ni aussi agressives, sans un puissant soutien de l'étranger ». Le premier ministre, M. Ante Markovic, a affirmé détenir des « indices » de l'ingérence d'une puissance étrangère. Un porte-parole du ministère allemand de la défense a formellement rejeté, dimanche, ces accusations d'ingérence étrangère.

A Ljubljana, le ministre slovène de la défense, M. Janez Jansa, a averti, dimanche soir 7 juillet, que « l'armée yougoslave prépare une attaque massive contre la Slovaquie ». Selon les informations obtenues d'après le ministre « de sources sûres à Belgrade », soixante-dix mille à cent mille hommes se préparent pour cette attaque. L'un des objectifs de l'offensive serait de « tuer le maximum de civils slovènes, y compris les dirigeants » de la petite République alpine. M. Jansa

a déclaré que ce plan d'attaque aurait été présenté, le 4 juillet, au cercle militaire de Belgrade, par le chef d'état-major de l'armée fédérale, le général Blagoje Adzic, devant cent cinquante officiers supérieurs. Le ministre slovène n'a, en revanche, pas cité le discours prononcé deux jours plus tard dans la capitale fédérale par le général Veljko Kadijevic, responsable de la défense yougoslave. Le général, qui fait figure de modéré, avait notamment déclaré que l'armée, si elle l'avait voulu, « n'aurait eu aucune difficulté (...) à mettre la Slovaquie à genoux ». « Mais pourquoi ferions-nous une chose pareille ? », avait-il demandé. « Pourquoi conduire des soldats et des officiers de toutes nationalités à la mort en Slovaquie, alors que les Slovènes les considèrent comme des étrangers, comme des occupants ? Nous ne voulons pas non plus tuer des Slovènes, même s'ils veulent quitter la Yougoslavie (...) La paix et non la guerre est dans l'intérêt de tous », avait conclu le général Kadijevic. - (AFP, Reuter, AP.)

A la frontière autrichienne, en attendant l'ennemi...

MARIBOR (nord-ouest de la Slovaquie)

de notre envoyé spécial

« Ils peuvent revenir, on les attend. » Le torse bombé et bien sanglé dans une tenue camouflée fleurant neuf, le capitaine Branko, numéro deux des forces territoriales slovènes pour le région de Ljutomer, n'est pas particulièrement inquiet. Ses hommes - environ 600, d'après ce qu'on raconte dans le pays - ont montré, fin juin début juillet, qu'ils étaient professionnels, ils faisaient montre d'une détermination bien supérieure à celle de l'armée des conscrits fédéraux.

Où s'est battu ici ; les carcasses d'une dizaine de poids lourds criblés de balles, parfois même troués d'obus, qui jonchent les dernières centaines de mètres avant le poste-frontière de Senj, sont là encore fumantes pour le démontrer. Trois chaudières ont été touchées par des rafales alors qu'ils tentaient de dégager leurs véhicules de la mitraille.

Sur le grand parking aujourd'hui désert, mais d'ordinaire réservé aux touristes et aux camions, les territoriaux slovènes s'entraient au maniement des chars GT-55 abandonnés par les fédéraux. Il y en a huit, dont sept en état de marche. Sur les tourelles, l'emblème yougoslave avec l'étoile rouge communiste a été recouvert d'une couche de peinture et les couleurs slovènes apposées sur les canons. « Ce n'est pas que nous souhaitons à tout prix conserver ces ornements », explique le sergent Anti Vjekoslav, freizeur de son état et présentement canonier de char pour l'armée territoriale. « Simplement, ces tanks nous ont tiré dessus, et tant que la paix n'est pas établie, on les garde. »

L'enlèvement des combats

Moustache blonde, cheveux longs et torse droit, le jeune sergent, trente-quatre ans, s'interrompt. Victoria, sa femme, et ses deux fils en bas âge viennent rendre visite à leur héros de papa. Tous originaires du cru, les gardes territoriaux sont ici chez eux et leur moral est assez haut. Ce week-end, l'officier a autorisé les contacts. Des familles entières, chargées de provisions, s'égaient sur le parking, pique-niquent sur

les pelouses et les enfants grimpent joyeusement sur les chars d'assaut.

Vaincue par sa désorganisation et son absence presque totale de motivation, l'armée fédérale a fui. Le soir, dans les cafés, quand les hommes de Slovaquie se re-croisent leur « guerre » et évoquent leurs centaines de « prisonniers », il y a toujours un rabat-jolie pour rappeler que la plupart des soldats affamés et assoiffés se sont rendus sans combattre. Un exemple dont la presse locale a beaucoup parlé : à quelques kilomètres de Ljutomer, chef-lieu d'un district de campagne avec dix ou onze mille habitants - plus de coquettes résidences secondaires que dans le Limousin - il y a un fier petit village nommé Hrasno-Mota. La rumeur locale en a fait le bant lieu d'une bataille de chars et le sanctuaire quasi historique d'un fabuleux coup de main, qui s'est terminé par la prise d'un gros hélicoptère de transport de troupes.

Fausse démobilité

La presse de Belgrade, elle, a affirmé que les « bandes slovènes » ont abattu l'engin alors qu'il était marqué d'une croix rouge. Nous avons retrouvé l'appareil, un Mi-8 au milieu d'un champ de pommes de terre, impeccable, sauf pour une pale de son rotor qui s'est endommagée en cisailant la cime d'un vieux noyer ; pas de trace d'impact, par la moindre douille de balles alentour. De toute évidence, l'hélicoptère, aujourd'hui frappé de l'emblème slovène, avait atterri là il y a quatre jours pour charger ou décharger une cargaison. Il n'a été victime d'un accident, son équipage a fui ou s'est rendu.

Combien d'incidents de ce genre transformés par la rumeur en équipées héroïques ? Du 27 juin au 7 juillet, selon la Croix-Rouge slovène elle-même, les affrontements dans l'ensemble de la république indépendante ont fait officiellement soixante morts dont quinze civils. Toute perte humaine est éminemment regrettable, mais on est loin du « carnage », voire du génocide dénoncé par certains médias locaux. D'autant que, sur les soixante morts, la Croix-Rouge en a dénombré quarante-neuf non slovènes, dont trente-neuf soldats fédéraux yougoslaves. Propagande et désinformation font toujours rage.

Le président de Slovaquie nous annonce-t-il (le Monde daté 7-8 juillet) que la plupart des barrières routières sont désormais démantelées ? Il nous faudra faire des dizaines de kilomètres pour sortir de la ville de Ljubljana et trouver un passage ouvert co direction du nord. L'autoroute restant fermée. Le ministre de l'Information déclare qu'il que dix mille hommes des forces territoriales ont été démobilisés. Aucun, parmi les dizaines d'officiers et de sous-officiers que nous rencontrons sur les cent trente kilomètres qui séparent la capitale des postes frontières avec l'Autriche, ne nous confirmera cette information. « Ce qui est vrai », explique le capitaine Branko, « c'est que nous avons institué des rotations ; 20 % de mes hommes sont portés se reposer, mais ils ont été remplacés ».

Bien que 2 300 des 2 500 hommes de la caserne fédérale de Maribor, selon les Slovènes, soient

désormais rentrés chez eux, la garde territoriale reste l'arme au pied. « Si l'armée revient en masse pour nous écraser, nous dirons un lieutenant slovène de Ljutomer, nous commencerons à opérer directement en Serbie. Des officiers serbes opposés au régime communiste de Belgrade ont fait défection. Nous pourrions les utiliser en cas de besoin. » Peut-il ajouter foi à toutes ces rumeurs ? « Une chose est sûre, soupire le capitaine Branko : si l'armée revient avec des avions et des missiles, ce sera la fin de la Slovaquie, mais aussi de la Yougoslavie. »

A Ljubljana comme à Ljutomer, Gorjia Radgona, Sentilj ou Maribor, au-delà des péroraisons, chacun espère que la diplomatie européenne parviendra à maintenir cet état de ni guerre ni paix, qui règne aujourd'hui en Slovaquie.

PATRICE CLAUDE

« Nous voulons des fusils ! »

Suite de la première page

Les Croates sont prêts à se battre contre ce qu'ils appellent « l'opération de déstabilisation menée depuis la Serbie ».

Les escarmouches ont commencé en août dernier ; elles opposent, d'un côté, des Serbes, de l'autre, la garde nationale croate, composée pour l'essentiel de civils déterminés à se battre pour « l'indépendance de leur pays ». Le 2 mai, la situation a pris des allures dramatiques. Ce jour-là, à Borovo-Čelo, un village proche de la Serbie, quatorze gardes nationaux ont été tués par des Serbes. Depuis, la guerre est ouverte.

Si Osijek est épargnée, dans les campagnes le vie est paralysé : aucune communication n'est possible entre un village croate et un village serbe. Dans la plaine, les barrières se succèdent. A l'entrée de Bobota, un gros hameau, flotte le drapeau de l'ancienne Serbie. Deux moissonneuses barrent le route et deux colosses, à la tenue aussi neuve que leurs lance-roquettes, sont là pour dissuader quiconque de poursuivre son chemin. A quelques kilomètres, le dispositif est, à peu de chose près, le même, mais les Croates doivent se contenter de fusils ou de kalachnikovs. Dans les villages « mixtes », où aucune des deux parties n'a réussi à prendre le dessus, on ne se parle plus ; les rues sont désertes et les incidents continuent.

Tenja est un village mixte de huit mille habitants, considéré par les Croates comme un des quartiers généraux des « terroristes » serbes, manipulés depuis la République voisine par ceux qui rêvent d'une grande Serbie. Vendredi, la garde nationale croate appelait les familles à le quitter et, samedi, un commandant annonçait son imminente « libération ». « Ce sera fait en cinq minutes », précisait, tout sourire, M. Branimir Glavas. Le lendemain, alors qu'il se dirige vers Tenja, M. Glavas a perdu de son assurance. Des tireurs isolés serbes empêchent toute progression, et l'armée fédérale est intervenue, ses tanks coupant le

village en deux. Pendant des heures, les tirs, parfois entrecoupés d'explosions, sont pratiquement ininterrompus. Les témoignages des photographes étrangers concordent : l'armée yougoslave ne se cantonne pas à un rôle de tampon ; elle fait feu en direction des combattants croates.

Le cessez-le-feu, qui a mis fin aux combats au bout de douze heures, n'est pas le premier à intervenir en Slovaquie, et il ne sera sans doute pas le dernier. Quant au bilan de cette journée - cinq morts, seize blessés, dont deux grièvement côté croate, - il reste en deça de la réalité. Car l'on ne sait pas quelles sont les pertes « en faces », les cadavres étant, selon la garde nationale, « transportés en Serbie ».

La semaine dernière, des chars de l'armée yougoslave sont arrivés en masse de l'autre côté du Danube, qui sépare la Voïvodine de la Croatie. Au nord, à Batina, une vingtaine d'engins ont traversé le pont. Ce renfort n'a fait que conforter les nationalistes croates dans la mission dont ils se sentent investis : protéger la Croatie « indépendante » de « l'expansion serbe », quoi qu'il en coûte.

MARIE-PIERRE SUBTIL

« A cause de tant de choses et ça remonte à tellement longtemps »

BERAK (Slavonie)

de notre envoyé spécial

Quand Jelisana, vingt-cinq ans, quitte son village, ce qui est de plus en plus rare, elle prend la route qui va vers l'est. L'autre n'est pas fréquentable : elle mène à un village serbe.

Quand Jelisana croise un Serbe du village, elle ne lui dit pas bonjour : depuis quelques mois, ça ne se fait plus.

Quand Jelisana entend les premiers tirs de la journée, en fin d'après-midi, elle s'enferme avec ses enfants dans la maison de ses beaux-parents ; il n'y a pas eu encore de morts à Berak, mais elle se demande pourquoi.

La vie s'est arrêtée dans ce village il y a deux mois. Ceux

parus qui se sont installés, ils ont pris les maisons des Allemands. Ils venaient des régions pauvres de Croatie et de Serbie. La Slavonie est riche », disent les Croates de Berak.

L'an dernier, après l'élection du président Tudjman à la tête de la Croatie, le maire - serbe - du village a dû laisser sa place à un Croate du parti au pouvoir, le HDZ (Union démocratique croate). D'ailleurs, l'une des trois maisons dont les façades sont criblées de balles appartient au trésorier du HDZ... Et les armes avec lesquelles les Croates « se protègent » viennent « du HDZ ».

« Oustachis » contre « Tchétchiks »

Côté serbe, ne restent dans le village que les hommes. Les femmes sont parties se réfugier en Serbie avec les enfants. Mais l'une d'elles ne l'a pas pu : parce qu'elle est mariée avec un Croate, elle aurait été très mal accueillie. Née serbe, elle s'est mariée yougoslave et son statut est aujourd'hui celui d'une Croate. « Je n'ai pas de problème avec mon mari, explique-t-elle, mais lui en a avec les autres Serbes qui lui disent qu'il ne veut tuer sa femme et ses enfants parce que ce sont des Oustachis. »

« Oustachis » (Croates) contre « Tchétchiks » (Serbes). De part et d'autre, le vocabulaire est celui de la seconde guerre mondiale. Les atrocités commises à l'époque ne sont pas oubliées. Pendant plus de quarante-cinq ans, on s'est parlé, mais les ressentiments n'ont pas disparu. Avenant même le début des hostilités, Jelisana ne laissait pas sa fille jouer avec les enfants serbes. Elle ne les a « jamais aimés ». Elle ne saurait dire pourquoi... « C'est à cause de tant de choses, et ça remonte à tellement longtemps. »

M.-P. S.



qui travaillent à la ville n'y vont plus. Les paysans se rendent eux-mêmes, mais armés. Les volets sont clos, les rues quasiment désertes... On ne se déplace que si nécessaire.

Les Serbes se sont implantés à Berak (800 cents habitants) après la seconde guerre mondiale. Dans les villages des alentours, certains sont là depuis le dix-neuvième siècle, d'autres depuis la fin de la première guerre. « Ici, ce sont les

ROBERT KANDEL
LE DEVENIR DES CLIMATS

Prix Roberval 90

QUESTIONS DE SCIENCE
Collection dirigée par Dominique Lecourt

HACHETTE

la science et l'industrie

Robert KANDEL
directeur de recherche au CNRS, appartient aux équipes scientifiques de la NASA pour l'observation de la terre.

130 p., 78 F.

Avec la collection « Questions de science », Hachette a choisi la voie royale de la vulgarisation scientifique : faire directement présenter un domaine de la science par un de ses meilleurs spécialistes mondiaux, rendre accessible au plus large public... une synthèse actualisée des connaissances. L'exercice est parfaitement réussi.

Bernard Cassen, *Le Monde Diplomatique*

EUROPE

La crise yougoslave et les initiatives diplomatiques

La troisième intervention de la « troïka » européenne a permis de préciser les accords précédents

BRIONI

de notre envoyée spéciale

Pour la troisième fois, en moins de dix jours, la « troïka » européenne s'est à nouveau rendue en Yougoslavie, dimanche 7 juillet, pour rencontrer les protagonistes de la crise. Cette réunion, qui s'est déroulée dans l'archipel de Brioni, visait à ratifier et à préciser les accords obtenus précédemment par la mission européenne. Cette rencontre avait à son tour des ambitions historiques. A-t-elle cependant relevé ce défi ?

A l'issue de quinze heures de débats mouvementés, la mission européenne repartait avec un document de deux pages, auquel étaient adjointes deux annexes acceptées par les autorités serbes, croates et fédérales. Cette déclaration conjointe ne réitérait pas seulement les accords précédents, elle s'efforçait aussi de régler les problèmes qui étaient restés en suspens après les premières tentatives de médiation européenne.

Les dirigeants serbes, slovénes, croates et fédéraux, s'engageaient donc à nouveau à respecter un cessez-le-feu immédiat, à ramener l'armée fédérale dans les casernes et à accepter le moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie le 25 juin dernier. En outre, MM. Jac-

ques Poos, Hans Van den Broek et Joao de Pinheiro, ministres des affaires étrangères du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal, exigeaient que la présidence exerce son autorité de chef suprême des forces armées et que les négociations entre les Républiques reprennent d'urgence.

La question controversée des frontières de la Slovaquie et de l'Etat fédéral était réglée puisque l'Etat convenu que la police et les douanes slovénes continueraient à contrôler les postes frontalières en accord avec la législation fédérale et que l'armée se chargerait de la sécurité du pays, en contrôlant la « ceinture verte », la bande de cent mètres qui marque les confins de l'Etat yougoslave.

Avant de quitter Brioni, M. Poos a déclaré qu'il s'agissait « d'un accord de la dernière chance. Nous espérons qu'il sera respecté. Mais celui qui le détruit, détruit la Yougoslavie. Et si tout le monde tient ses promesses, la réunion de Brioni pourrait permettre le début d'une nouvelle Yougoslavie », a-t-il ajouté. La mission européenne se voulait cependant optimiste, même si la déclaration n'a pas été signée en bonne et due forme. La « troïka » a néanmoins décidé d'entamer le mécanisme de règlement des conflits mis en place au sein de la CSCE et d'envoyer, dès mardi 9 juillet, une mission d'observateurs

pour superviser l'application de l'accord.

Lors de sa première visite, le 28 juin, la « troïka » avait attaché aux autorités fédérales, à la Slovaquie et à la Croatie, un accord sur le cessez-le-feu, le retour de l'armée fédérale dans les casernes et la suspension pour trois mois de l'application des deux déclarations d'indépendance. Les Républiques s'étaient promises de reprendre le chemin du dialogue et la Serbie acceptait de déboucher la crise présidentielle en contribuant à l'élection du chef de la direction collégiale yougoslave, le Croate Stipe Mesic.

Mais aussitôt la « troïka » parties les divergences d'interprétation réapparaissent. La mission diplomatique européenne repartait alors le chemin de la Yougoslavie pour obtenir un engagement plus ferme de la part des présidents des Républiques « indépendantes ». Lors d'une rencontre séparée, le 30 juin, les responsables serbes et croates réitéraient leurs vagues promesses.

La « troïka » est donc venue une troisième fois pour écarter tout risque de divergence d'interprétation de l'accord. Les débats ont été difficiles car la Slovaquie était déterminée à négocier dans la position d'un Etat indépendant. La délégation de Ljubljana fut convoquée à plusieurs reprises en session séparée pour tenter de trouver un compromis.

La Serbie, pour sa part, qui est-

maît avoir fait une importante concession en élevant, le 28 juin, M. Stipe Mesic, quittait Brioni vers 15 heures et laissait la Croatie et la Slovaquie discuter de l'accord final. La déclaration fut remaniée pendant toute la soirée.

Bien que la « troïka » n'exclue pas l'éventualité de nouvelles interventions, elle estime que sa mission a été un succès. Tout d'abord parce qu'elle considère que la situation en Yougoslavie a changé. Alors qu'a chaque prise de position de l'étranger cette dernière accusait la communauté internationale d'ingérence, désormais elle fait elle-même appel à un médiateur.

D'autre part, chaque fois que la « troïka » s'est rendue en Yougoslavie, les choses se sont calmées, au moins provisoirement. A Brioni, à l'exception de M. Slobodan Milosevic, le président de la Serbie, qui « avait d'autres obligations », tous les protagonistes de la crise yougoslave, armée comprise, ont participé aux négociations. Toutefois la communauté européenne peut difficilement se permettre d'essayer un nouvel échec. M. Van den Broek a déclaré, dimanche soir, avant de quitter Brioni : « Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir », montrant ainsi que les outils de la diplomatie étaient épuisés.

FLORENCE HARTMANN

Selon M. Delors

La CEE n'exclut pas en principe l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors a déclaré, lundi 8 juillet, que la CEE « n'exclut pas la notion d'indépendance pour la Slovaquie et la Croatie », mais souhaite avant tout empêcher l'extension de la violence dans la région.

Interrogé au micro d'Europa 1, M. Delors a assuré que l'acceptation de la trêve en Yougoslavie était « suffisante pour l'instant ». « Notre hantise est d'éviter la guerre civile et ne pas faire en sorte qu'une épidémie de violence se diffuse dans les Balkans et l'Europe de l'Est », a-t-il souligné.

« Il n'est pas question de contester le droit des peuples à s'autodéterminer », a ajouté M. Delors, en précisant que la CEE ne veut pas voir réapparaître « l'anarchie qui a régné longtemps en Europe ». - (AFP)

EN BREF

URSS : Trois morts en Azerbaïdjan - Trois personnes ont été tuées et quatre blessées, samedi 6 juillet en Azerbaïdjan, dans la région du village arménien de Choumian, non loin de la frontière avec l'Arménie, lors d'affrontements entre les habitants et les unités des forces spéciales du ministère de l'intérieur azéri (OMON) procédant à une opération de contrôle d'identité. - (AFP, Reuters)

TURQUIE : sept personnes tuées par des militants du PKK - Sept personnes ont été tuées dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 juillet dans la province de Kahramanmaraş, à 600 kilomètres au sud-est d'Ankara, par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte depuis 1984 contre le pouvoir central. Selon la presse turque, une douzaine de militants du PKK ont incendié puis mitraillé les tentes des dévotiers de bétail aux alentours de la sous-préfecture d'Elbistan, tuant deux personnes, dont une fille de dix ans et demi. Cinq autres personnes ont été tuées dans un hôpital. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : évasion de deux membres présumés de l'IRA - Nessim Quinlivan et Pearce Mc Auley, membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise, arrêtés en novembre dernier, se sont évadés, dimanche 7 juillet, de la prison de haute sécurité de Brixton, dans le sud de Londres. Les deux hommes, qui revenaient, sous escorte, d'un service religieux, ont tiré sur leurs gardiens avec un pistolet dissimulé dans la chaussure de l'un d'entre eux. - (Reuters)

AMÉRIQUES

Pérou : les laissés-pour-compte du Huallaga

Presque oubliée, cette vallée amazonienne survit grâce à la coca. Mais la Mafia et la guérilla fixent les prix

JUANJUI

de notre envoyée spéciale

Situé au cœur de la vallée tropicale du Huallaga, Juanjui, point de rencontre des producteurs et des commerçants de café, de maïs, de tabac et de fruits exotiques, aurait pu être un bourg paisible. « C'est l'enfer, le coupe-gorge », constate Johnny, qui vend - clandestinement - de l'acide sulfurique aux fabricants de pasta, le sulfate de cocaïne. Comme la majorité de la population du département amazonien de San-Martin qui cultive la feuille de coca, il vit indirectement du trafic de la drogue. Employant l'argot du milieu, il explique : « La famille, lo loi, Tonton et Maria, tous sont contre nous ». La « famille », c'est la mafia de la drogue. La « loi », c'est l'armée et la police, censées contrôler cette région placée sous l'état d'urgence depuis trois ans. « Tonton », c'est le parti communiste Sentier Luminieux (maoïste), qui a entrepris la lutte armée il y a onze ans. Enfin « Maria » sous-entend le MRTA, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, qui s'inspire des thèses de Che Guevara et qui a installé dans le département son premier « foyer » de guérilla.

Juanjui est donc soumis aux lois de la jungle. Le pouvoir des trafiquants de drogue est prééminent, bien que limité par celui du Sentier Luminieux qui fixe le prix de vente de la feuille de coca et prélève de lourdes redevances aux intermédiaires du trafic de drogue. Les forces de l'ordre sont bien souvent complices de la mafia, comme le sont aussi une bonne partie des autorités locales.

« Ici, personne n'échappe à la corruption, constate le père Fernán, un curé espagnol installé à Juanjui depuis près de vingt ans. La drogue a tout gâté, et l'argent facile a créé une mentalité fautive. La violence est insupportable. Les mères de famille nous supplient de prier pour leurs morts, mais elles ne savent

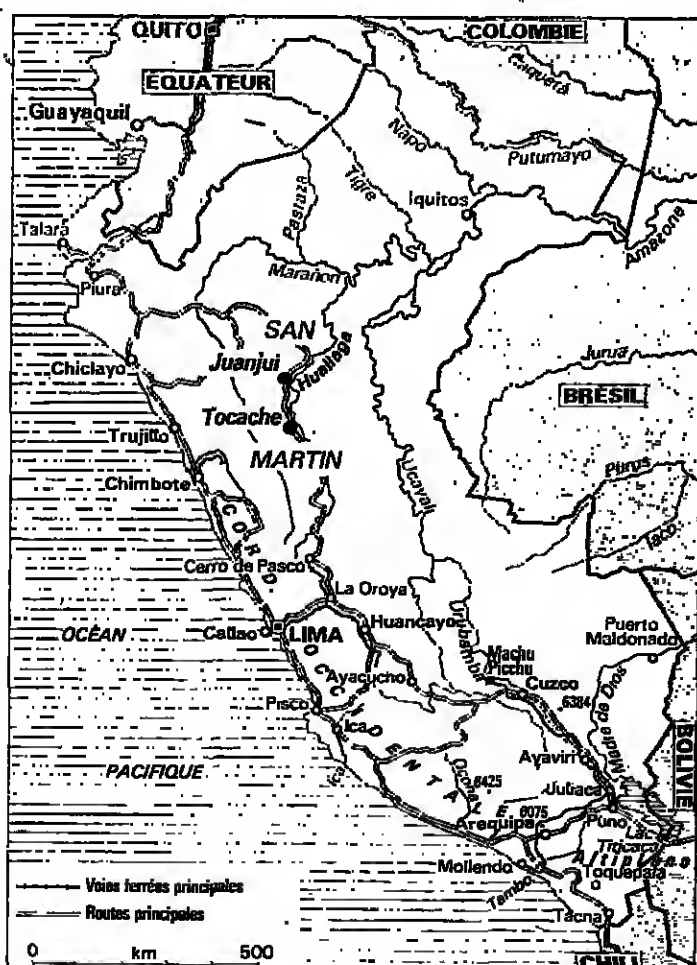
plus pleurer. Une de nos paroissiennes a perdu deux fils : le premier a été brûlé vif à l'acide par les sicaires, le second a eu les yeux arrachés par les subversifs... »

Nostalgique, le père Fernán se souvient de la ville, lorsqu'il n'y avait ni eau ni électricité, mais les champs des alentours étaient alors fleuris. Le pire ennemi était la Huangpa, une guêpe au terrible aiguillon. Aujourd'hui, l'insecte a émigré. Des motos pétaradantes disputent les rues poussiéreuses aux tricyles-taxis. Dans les bistrot, la bière coule à flots. Les bazars regorgent de produits importés. Et au Wall Street local, le quartier des affaires, le « coca-dollar », la monnaie de paiement des trafiquants colombiens est bradé. Il y a même un aéroport, près du collège.

Le jour où les « rouges » donneront l'assaut

A Juanjui, la plupart des gens de passage se réfugient chez Linara. « Le gîte est minuscule, mais c'est sûr qu'au Grand-Hôtel, précise Johnny, car le jour où les « rouges » [les membres du Sentier] prendront d'assaut la ville, il sera en pleine ligne de tir ». En effet, le Grand-Hôtel et l'église encadrent le commissariat, et l'attaque du Sentier Luminieux est, paraît-il, imminente. Les policiers sont une soixantaine. « Les terrucos [terroristes] sont près d'un millier dans les proches alentours, assure le commandant du poste, ils contrôlent déjà toute la région au sud de Juanjui. » Ils ont en effet attaqué Tocache, la ville voisine, au début du mois de mai, et leur progression vers le nord est lente mais méthodique.

Au nord de la ville, c'est le bastion du MRTA. Juanjui était d'ailleurs leur première place forte dans le département. Les guérilleros l'avaient prise d'assaut en novembre



1987. Leur incursion spectaculaire annonçait le début de la lutte armée sur ce front amazonien. Se posant en défenseurs de la population, abandonnée par l'Etat et exploitée par les trafiquants de cocaïne, ils avaient fait facilement des adeptes. Néanmoins, leurs représentants urbains allaient vite faire la preuve

qu'eux aussi n'échappaient pas à la corruption ambiante. « Au départ, ils ont puni et même assassiné les prostituées, les homosexuels, les drogués, les trafiquants. Déjà, la population n'était pas très d'accord, explique Alberto Ruiz, un reporter local. Puis ils ont vécu de l'extorsion de fonds. Comme de vulgaires délinquants.

A l'occasion, l'alliance entre les trafiquants de drogue et la police a d'ailleurs contribué à l'élimination du réseau urbain du MRTA. « El loco » (le fou), un notable présumé trafiquant numéro un de pasta indispensable, n'a plus supporté le chantage permanent dont il était victime. Avec ses hommes de main, et grâce à des appuis dans la police, il a éliminé la plupart des hommes du MRTA.

Une étroite collaboration entre les trafiquants, la police et l'armée existe dans la région. La station locale de radio, Radio-Tropical, dénonce régulièrement les coups de main des « forces de l'ordre ». Le 7 mai, elle annonce que quinze hommes masqués, brandissant un drapeau du Sentier Luminieux, ont dévalisé, sur le Huallaga, à proximité de Juanjui, les passagers de plusieurs bateaux. Les victimes disent avoir reconnu le chef de la bande, il s'agit du capitaine Farfan, de la police de Juanjui. Début janvier, la radio se faisait aussi l'écho d'une grave accusation, touchant cette fois la police antidroge basée dans le fort de Santa Lucia (composé d'agents péruviens et de spécialistes américains de la DEA). Celle-ci aurait embarqué un chargement de pasta à bord d'un avionnette, le 29 décembre au soir, à Tocache.

Mais la mafia et ses complices sont intouchables. « Si l'on parle trop, on se réveille mort », explique un reporter de la radio. Alors, à quoi bon ? Ici, le narco-trafic n'est plus un délit. La police, les autorités, les juges, qui n'est pas venu ?

Que font les partis politiques ? Ils ne sont présents que pendant la campagne électorale. L'Etat ? Il est absent. Depuis des années, le département de San-Martin vit dans le plus complet abandon. Des tonnes de maïs et de riz pourrissent dans les entrepôts parce que les coûts de production et de transport font que les produits importés sont meilleur marché. Les fruits tropicaux pourraient rapporter gros, mais il faut

drat installer des conserveries sur place. L'élevage marchait bien, mais les paysans ont dû brader leurs bêtes pour rembourser leurs dettes.

Les agriculteurs en colère ont constitué un front de défense régional. A plusieurs reprises, ils ont paralysé le département, prenant en otages des fonctionnaires, et bloquant les routes. Après chaque grève, les pourparlers avec le gouvernement aboutissent au renouvellement des promesses non tenues... puis à une nouvelle frustration. C'est pourquoi, insensiblement, San-Martin s'est converti à la coca. « Au prix actuel de la feuille [quatre fois moins qu'il y a deux ans], ça ne rapporte guère, mais on le pousse ou comptant. C'est bien triste à dire, explique Raymi Cussi Ochoa, parce que je suis mère de famille, et que je vois bien que la coca, c'est comme le diable. A cause d'elle, les jeunes ne respectent plus rien, même pas les anciens. Mais c'est encore plus triste de savoir que sans la coca, ce serait la fin. »

Dans une région infestée par les trafiquants de drogue et les insurgés, quel capitaliste oserait investir ? La compagnie pétrolière Mobil Oil a interrompu ses travaux d'exploration l'année dernière après l'attaque lancée par le Sentier contre ses installations. La fabrique d'huile de palme de l'Etat a fermé ses portes, pour la même raison.

C'est dans ce contexte de tensions extrêmes que le Pérou et les Etats-Unis ont souscrit un accord bilatéral pour coordonner la lutte antidroge, plus ou moins bien comprise par la population. « Nous sommes bien décidés à abandonner la culture de la coca, déclare Lucas Caceres, président du Front de défense des intérêts de San-Martin, mais nous ne pouvons le faire sans une aide substantielle pour financer un programme de développement alternatif. Les 60 millions de dollars promis par les Etats-Unis font figure de pourboire... »

NICOLE BONNET

QUI A ÉCRIT ?
"Si j'avais des monacos comme vous..."
Guy de MAFFASSANT
H. HACHETTE

PANAMA : assassinat d'un soldat américain. - Un soldat du contingent américain stationné à Panama a été assassiné, dimanche 7 juillet, par des inconnus dans les environs de la capitale panaméenne. Selon des versions non officielles, M. Spibole, vingt-trois ans, a été tué par quatre individus en volture qui ont tiré plusieurs coups de feu. Les Etats-Unis, qui sont intervenus en 1989 au Panama pour renverser le général Noriega, maintiennent neuf mille hommes dans la région. - (AFP)

LE MONDE diplomatique
JUILLET 1991
LA YOUGOSLAVIE À L'ÉPREUVE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

Assassinat d'un représentant des cultivateurs de coca. - Un représentant des cultivateurs de coca péruviens, Walter Toca, qui soutenait la convention antidroge signée récemment entre le Pérou et les Etats-Unis, a été assassiné samedi 6 juillet, dans la localité de San-José, vraisemblablement par des narcoterroristes. A-t-on appris dimanche de source officielle, M. Toca, dirigeant du Front de défense et d'émancipation de la coca de l'Alto-Huallaga, devait se rendre ce dimanche à Lima avec un document dans lequel certains cultivateurs de coca apportaient leur soutien à la convention. - (AFP)

Jacques Cellard et Alain Rey
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS
NON CONVENTIONNEL
H. HACHETTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la fin de la conférence nationale de l'ANC

M. Nelson Mandela veut redonner confiance aux différentes minorités de son pays

Dix-huit mois après sa sortie de prison, M. Nelson Mandela est devenu président du Congrès national africain (ANC). La quarante-huitième conférence nationale du mouvement nationaliste, qui a clos ses travaux dimanche 7 juillet à Durban, en a décidé ainsi. L'équipe de direction, plus compétente que l'ancienne, a été rejointe par l'arrivée de M. Cyril Ramaphosa (trente-neuf ans) au poste de secrétaire général et de M. Jacob Zuma (quarante-neuf ans) à celui de secrétaire général adjoint.

DURBAN

de notre envoyé spécial

Les deux mille quatre cent cinquante-dix délégués ont aussi élu cinquante des quatre-vingt-dix membres du nouveau Comité national exécutif (NEC). Les autres sont membres de droit. Une salle en délire a acclamé la proclamation des résultats. M. Chris Hani, le chef d'état-major d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, est arrivé en tête devant M. Thabo Mbeki, responsable des affaires étrangères. Agés de quarante-neuf ans, ils sont tous deux considérés comme les candidats potentiels les plus sérieux à la succession de M. Mandela.

Le patron du Parti communiste sud-africain (SACP), M. Joe Slovo, vient en troisième position d'une liste composée, pour près de la moitié, d'élus communistes (environ quatre-vingt pour cent). Le SACP est, plus que jamais, la colonne vertébrale du NEC, la plus haute instance de l'ANC. M. Winnie Mandela, toujours en appel d'une condamnation à six ans de réclusion pour enlèvement de quatre jeunes et complicité de coups et blessures, se retrouve en vingt-sixième position. Son époux faisait une affaire personnelle de son élection. Dans son discours de clôture, M. Mandela s'est montré moins vindicatif à l'égard du gouvernement de Frederik De Klerk qu'il ne l'avait été cinq jours auparavant. La fermeté a fait place à la modération. M. Mandela a même pris soin d'exprimer une condamnation de la violence par le chef de l'Etat diffusée par la télévision. « Nous le critiquons sévèrement quand c'est injustifié. Mais quand il fait quelque chose de louable, il est honnête de le reconnaître », a-t-il dit.

Une vraie légitimité

M. Mandela a annoncé aux anciens membres du NEC qu'il n'avait pas été réélu - et se trouvent ainsi sans mandat pour un jour au lendemain - que l'ANC allait se préoccuper rapidement de leur sort. Mais le nouveau président a surtout voulu regonfler le

moral de ses troupes. « Soyez fiers de votre organisation », leur a-t-il dit. Répondant implicitement à M. De Klerk qui lui avait suggéré de revenir à la table des négociations avec un véritable mandat de sa base, il a répété qu'il avait reçu « un mandat très clair pour négocier ». Incontestablement, M. Mandela sort de cette conférence investi de la vraie légitimité qui lui faisait quelque peu défaut jusqu'à présent. Il aura les coudes franches pour agir. Mais l'ampleur des problèmes à résoudre en son sein même de l'ANC risque de nuire à son autonomie d'action. Les délégués ont fait preuve de la même véhémence qu'en décembre lors de la conférence consultative. Ils ont critiqué la manière dont les négociations sont menées, les conditions dans lesquelles la lutte armée a été suspendue, l'assouplissement de la doctrine sur les sanctions, les « erreurs » commises dans les relations avec les autorités des ban-toustans.

La base reproche à la direction du mouvement de ne jamais prendre son avis et de ne lui rendre aucun compte. Des « critiques sévères », M. Mandela, qui en a reconnu le « bien-fondé », est resté assez fier sur la question des sanctions. Il a simplement plaidé pour leur maintien et la nécessité de faire preuve « de souplesse et d'imagination ». En clair, il a accepté une levée graduelle et circulaire des sanctions, ce que M. Mbeki avait déjà préconisé en

décembre, soulevant alors un beau tollé. Que va devenir la branche armée alors que l'ANC est engagé dans un processus de négociations avec l'ennemi d'hier ? M. Mandela a annoncé son intention d'organiser une conférence consacrée à son avenir. Elle devra bientôt, selon ses responsables, abandonner « la guérilla » et se préparer à participer à « la reconstruction du pays » et à « l'intégration au sein de l'armée régulière sud-africaine ».

M. Mandela, qui considère l'ANC comme « un mouvement de libération et non pas comme un parti politique », a déploré « les craintes » qu'inspire son organisation « aux minorités du pays ». Le président de l'ANC a constaté qu'il s'agit là d'« une sérieuse faiblesse ». La politique de l'ANC est « non raciale », mais « il faut être réaliste », explique-t-il, car il y a « différents groupes ethniques » en Afrique du Sud et « nous devons redoubler d'efforts afin d'avoir la confiance des diverses communautés du pays, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ».

Cette profession de foi n'est pas uniquement destinée à favoriser le recrutement chez les Blancs, les métis et les Indiens. C'est aussi un geste en direction de M. De Klerk, très soucieux de protéger « les minorités » - sous-entendu, la minorité blanche - dans la nouvelle Afrique du Sud. Un petit pour un rendu : le chef de l'Etat a élargi, samedi, treize prisonniers politiques, membres d'Umkhonto we Sizwe.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ALGÉRIE : arrestation du nouveau porte-parole du FIS

L'armée envisage de lever l'état de siège plus tôt que prévu

Dieu seul. Les affrontements des dernières semaines entre islamistes et forces de l'ordre se seraient soldés par « quelque huit mille interpellations et environ trois cents morts », selon la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH).

La LADDH appelle, dans un communiqué, à la « constitution d'une commission de sauvegarde des droits de l'homme dont la mission serait de visiter les centres de détention, de vérifier la régularité des procédures en vigueur et d'informer l'opinion ».

De son côté, le général Khaled Nezzar a promis, samedi, dans un entretien télévisé, que « si un calme complet prédomine, l'état de siège (décreté le 5 juin), qui ne reflète pas le beau visage de l'Algérie pour l'extérieur, sera levé avant son terme de quatre mois ». « En attendant, nous joignons tout pour qu'il soit supportable pour le peuple », a-t-il ajouté.

Le ministre de la défense a précisé : « Aujourd'hui, nous sommes venus pour défendre la démocratie. Nous espérons que la démocratie réussira et nous sommes avec la démocratie ».

L'Algérie, d'autre part, n'envisage pas de rééchelonner sa dette extérieure, estimée à 25 milliards de dollars, a affirmé, samedi, devant l'Assemblée nationale, M. Sid Ahmed Ghozali. Le premier ministre a jugé qu'il s'agit, pour ce qui concerne l'Algérie, qui n'a pas honoré l'échéance du mois de juin, d'une solution « technique, mais mauvaise » et préfère l'idée de « reprofiler ». - (AFP, Reuters.)

« 8 000 interpellations et 300 morts »

Pour sa part, dans un appel lu dimanche dans plusieurs mosquées de la capitale, et directement adressé au président Chadli, Cherif Ahmed Sahraoui, le patriarche de l'islam algérien, demande notamment « la libération immédiate des dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj ».

Il dénonce, « avec la plus grande vigueur », « la persistance du pouvoir dans sa tyrannie et son agression » contre le FIS et met en garde contre « une explosion dont les conséquences ne seraient connues que de

DIPLOMATIE

Dans un message à M. Gorbatchev

M. George Bush demande à Moscou d'accélérer les négociations START

Le président Bush a envoyé, samedi 6 juillet, un message à M. Gorbatchev, dans lequel il demande à l'Union soviétique d'accélérer les discussions sur la conclusion d'un traité sur la réduction des armements stratégiques (START) afin qu'il puisse être signé d'ici à la fin du mois. Les négociations, en cours à Genève, n'ont pas encore abouti, ce qui a retardé la tenue d'un sommet américain-soviétique, prévu cette année.

« Je veux que les Soviétiques fassent avancer leur délégation aussi vite que la nôtre », a dit le président américain à la presse à l'occasion d'une parole de golf dans le Maryland. M. Bush a ajouté qu'il souhaite obtenir des progrès dans les négociations START avant de rencontrer M. Gorbatchev à Lon-

des, à l'issue du sommet des sept nations les plus industrialisées (G7) qui doit se tenir dans la capitale britannique du 15 au 17 juillet.

M. Bush a encore indiqué qu'il avait incité son homologue à faire un effort en vue de résoudre les divergences techniques subsistant qui font obstacle depuis plusieurs mois à la conclusion de l'accord. Soulignant que M. Gorbatchev « était très intéressé », le président américain a conclu en précisant : « Si le processus devait s'accélérer, nous pourrions fixer une date [pour un sommet] à la fin juillet. » De son côté le président soviétique avait fait savoir vendredi qu'il avait accordé le nombre de ses négociateurs à Genève pour accélérer la conclusion du traité START. - (AFP, Reuters.)

Une « agence » européenne pour coordonner l'aide humanitaire ?

Les ministres de la coopération des Douze ont étudié, dimanche 7 juillet, à Apselhorn aux Pays-Bas, l'idée d'une « agence » communautaire chargée de coordonner leur aide humanitaire. Lancée par le commissaire européen au développement et à la coopération, M. Manuel Marín (Espagne), cette idée d'agence « sans moyens budgétaires propres, sera, de nouveau, discutée avant le conseil européen sur la coopération et le développement qui se réunira, le 28 novembre, à Bruxelles ».

Cette initiative européenne semble avoir été moins bien reçue que la récente idée de créer une cellule d'urgence, placée, elle, sous la houlette des Nations unies. Le nom de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a été évoqué à ce sujet il y a une semaine, au lendemain du conseil européen de Luxembourg, mais on se refuse de source française à en faire un commentaire.

EN BREF

CHINE : quatre cent quarante-cinq arrestations à Pékin, une condamnation à mort à Shanghai. - Lors d'une opération coup de poing, menée jeudi 4 et vendredi 5 juillet, à Pékin, la police a procédé à quatre cent quarante-cinq arrestations de voleurs, prostituées et « voyous », selon le *Quotidien de Pékin*. Par ailleurs, selon le journal *Libération* de Shanghai, un cadre aurait été condamné à mort pour avoir accepté des pots-de-vin d'une valeur totale de 75 000 dollars. - (AFP.)

DJIBOUTI : Pont aérien pour l'Éthiopie. - Un Boeing 707, affrété par le gouvernement français, a, ce soir, samedi 6 juillet, à partir de Djibouti, l'acheminement d'une aide alimentaire d'urgence destinée aux quelque quatre-vingt mille civils somaliens et éthiopiens menacés de famine, qui se trouvent dans les camps de Gode, en Éthiopie, a annoncé le délégué de la CEE à Djibouti. - (AFP.)

INDE : deux Soudais enlevés au Cachemire ont échappé à leurs ravisseurs. - Enlevés il y a plus de trois mois au Cachemire par des séparatistes musulmans, M. Johan Jansson et M. Olle Loman se sont échappés samedi 6 juillet. « Ils nous ont donné l'occasion de nous enlever », a indiqué M. Loman à son arrivée, dimanche, à Stockholm. L'enlèvement des deux ingénieurs, qui travaillaient sur un projet hydroélectrique, avait été revendiqué par la Force du Janban musulman, afin d'obliger New-Delhi à autoriser une enquête internationale sur les violations des droits de l'homme perpétrées par l'armée indienne au Cachemire. - (AFP, Reuters.)

PHILIPPINES : M^{me} Imelda Marcos veut rentrer dans son pays. - Imelda Marcos, la femme de l'ancien président philippin Ferdinand Marcos, s'est déclarée prête à risquer sa vie pour rentrer dans sa patrie après plus de cinq ans d'exil, lors d'un entretien publié dimanche 7 juillet par le quotidien *Daily Globe*. La présidente Corazon Aquino a dit qu'elle autoriserait le retour d'Imelda Marcos aux Philippines, prévu en octobre, afin d'y être jugée pour complicité dans le pillage des richesses nationales effectué par son mari pen-

dant ses vingt années au pouvoir. - (AFP, Reuters.)

URSS : le premier ministre arménien a quitté Matignon. - M. Vazgen Manoukian, premier ministre arménien, actuellement en visite en France pour quatre jours, sera reçu, lundi 8 juillet, par M^{me} Edith Cresson. Ce séjour a lieu un mois après celui du président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, qui s'était entretenu avec M. Mitterrand. - (AP.)

SRI-LANKA : massacre de vingt-cinq musulmans. - Vingt-cinq villageois musulmans ont été tués et sept autres blessés, dimanche 7 juillet, dans l'est du pays, apparemment par des séparatistes du mouvement des Tigres de libération de l'Elam tamoul, indiquent-on de source officielle à Colombo. Ce massacre survient alors que, samedi 6 juillet, après une semaine de trêve, l'armée avait repris ses offensives contre la guérilla tamoule. - (AFP.)

TOGO : le retour de M. Gilchrist Olympio. - M. Gilchrist Olympio, fils du premier président togolais, M. Sylvanus Olympio et opposant parmi les plus déterminés du régime du général Eyadéma, est rentré à Lomé, dimanche 7 juillet, après vingt-cinq années d'exil. M. Olympio, âgé de cinquante-cinq ans, figure sur la liste officielle des personnalités qui doivent participer, à titre individuel, à la conférence nationale, censée s'ouvrir le lundi 8 juillet. - (AFP, Reuters.)

CENTRAFRIQUE

Une vingtaine de syndicalistes arrêtés

Confronté à un mouvement de grève et de contestation, qui paralyse le pays depuis la fin avril, le gouvernement de M. Edouard Frank semble décidé à appliquer la politique de la carotte et du bâton. Le multipartisme a été officiellement rétabli, samedi 6 juillet, le premier ministre annonçant que l'administration allait enregistrer « sans délai » la création de partis politiques. Le président André Kolingba, longtemps opposé à l'idée du multipartisme, n'a pas caché les raisons de ce soudain revirement : « Ceux qui nous prêtent de l'argent pour le développement de notre pays, nous ont demandé de créer plusieurs partis pour qu'ils puissent nous apporter de l'argent. Nous devons accepter cela », a-t-il expliqué.

Dans le même temps, une vingtaine de responsables syndicaux ont été arrêtés et les fonctionnaires grévistes ont été menacés de perdre leur emploi. La Confédération internationale des syndicats (CISL) a protesté, samedi, contre ces arrestations. Selon elle, « le seul crime » de l'Union des travailleurs centrafricains (USTC) « est d'avoir donné son appui au mouvement populaire ». Des sources informées à Bangui, on indique que tous les syndicats de fonctionnaires sont suspendus jusqu'au 31 octobre, en vertu d'un décret publié samedi soir. - (AFP.)

MADAGASCAR

L'opposition appelle à la grève générale illimitée

Le mouvement de contestation semble devoir prendre une nouvelle ampleur avec le mot d'ordre lancé par l'opposition, de grève générale illimitée, à partir de lundi 8 juillet. La semaine dernière, la grève avait déjà été très mesurée, touchant la presque totalité des ministères et, pour la première fois depuis sa création en 1968, la télévision.

A partir de lundi, les banques, la magistrature et l'ensemble du secteur des transports devraient se joindre au mouvement.

Quelque 300 000 personnes ont manifesté, samedi, à Antananarivo, pour exiger l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la tenue d'une conférence nationale pour débattre des réformes politiques. Pendant ce temps, majorité présidentielle et opposition poursuivent leurs discussions, ouvertes mercredi, mais le dialogue n'avance guère.


Réunis à Paris

Les cinq grands du commerce des armes cherchent à mettre au point un « code de bonne conduite »

Pour la première fois de l'histoire, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont aussi les plus grands exportateurs d'armes, se retrouvent lundi 8 juillet à Paris au Centre de conférences de l'avenue Kléber pour tenter de trouver des règles de bonne conduite pour le commerce des armes. Les hauts fonctionnaires de la Chine, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'URSS ont durci deux jours. Elle est la conséquence de la guerre du Golfe et des initiatives prises successivement par le président Bush et par la France. Paris maintient son approche globale concernant les ventes d'armes et la non-prolifération et ne veut pas qu'un règlement éventuel ne vise que le Proche-Orient, comme le proposent les États-Unis. Les sept grandes démocraties industrialisées se réunissent ce mois-ci à Londres devant adopter de leur côté une déclaration sur le sujet, mais la

France ne souhaite pas que le G7 s'érige en « directeur des affaires mondiales », ce qui risquerait d'imposer les Soviétiques et les Chinois. La réunion de Paris est considérée comme la première d'une série de discussions qui devraient aboutir à une meilleure transparence, à des échanges d'informations régulières et à l'élaboration d'un code de conduite servant de cadre à un nouvel ordre mondial dans le domaine des transferts d'armements même si beaucoup poursuivent son commerce.

Près de 90 % des armes livrées au Proche-Orient proviennent de ce groupe des Cinq et le commerce des armements conventionnels, malgré une baisse de 35 % en 1990 par rapport à 1989, s'est élevé à près de 22 milliards de dollars, selon les experts. Quant aux dépenses militaires en général, elles sont évaluées par le Banque mondiale, dans un rapport publié lundi, à plus de 1 000 milliards de dollars par an.



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme académique unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit ; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : **M.B.A. en Management International**

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG



SCIENTES PO PARIS

• Stages internationaux d'été du 24 juillet au 29 août
• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35
Centre Autun 42 24 10 72
PLUS D'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La politique du premier ministre en matière d'immigration et les débats au PS

Mme Cresson évoque les « charters » pour les clandestins

Dans un entretien réalisé pour l'émission « Le droit de savoir » qui devait être diffusée dans le journal de 20 heures de TF1 lundi 8 juillet, Mme Cresson évoque la position du gouvernement sur l'immigration clandestine et déclare : « Il n'y a ni dérive ni dérapage à droite. Il y a que la loi doit être respectée [...] S'il y en a dix qui doivent être reconduits, ce n'est pas trois, cinq, ce sont dix qui

seront reconduits. » Interrogée sur les méthodes de « reconduction » des déboutés du droit d'asile, notamment sur l'utilisation de « charters », comme l'avait fait M. Charles Pasqua lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, Mme Cresson répond : « Je comprends très bien qu'un pilote n'accepte pas qu'une personne extrêmement perturbée, extrêmement agitée, entre

dans son avion. Il ne faut pas faire de cette façon-là, il ne faut pas prendre des lignes régulières. Il faut prendre un autre système, et ce sera fait [...] Vous appelez cela des charters. Les charters, ce sont des gens qui partent en vacances avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit et ce sera pas pour des vacances. Ce sera pour reconduire des gens dans leur pays

lorsque la justice aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous. » Mme Cresson entend que ses décisions, dans cette matière comme en d'autres, soient respectées par les membres de son gouvernement : « Ou bien les ministres obéissent à des ordres que je suis là pour prendre, ou bien ils ne pourront pas rester. »

Le spectre

par Patrick Jarreau

UN spectre à hanter, samedi 6 juillet, sinon tous les membres du comité directeur du PS, du moins ceux d'entre eux qui étaient informés des débats du gouvernement sur l'immigration ou qui avaient eu l'attention éveillée par la mise en garde de M. Pierre Mauroy contre « tout acte qui évoquerait, à tort ou à raison, des agissements coupables », condamnés en leur temps par le PS (le Monde daté 7-8 juillet). Autrement dit, l'expulsion spectaculaire d'immigrés en situation irrégulière par le moyen d'un charter, selon la méthode employée par le gouvernement de M. Jacques Chirac en octobre 1986.

Le sujet a donné lieu à un échange de propos assez vifs au sein du comité directeur, d'une part, et, d'autre part, par une formule de Mme Edith Cresson, prononcée lors de la réception des dirigeants socialistes à l'hôtel Matignon, où des tables avaient été dressées à leur intention sur la pelouse. « Ou la loi doit être appliquée, ou elle doit être modifiée », a déclaré le premier ministre, qui a ajouté : « Nous devons avoir une vision plus précise et une action plus déterminée. »

L'avant-veille, le 4 juillet, une réunion interministérielle organisée à l'hôtel Matignon avait été l'occasion d'un débat, interrompu sans conclusion, sur les mesures à prendre pour lutter contre l'immigration clandestine et, surtout, pour montrer aux Français que cela intéresse que le gouvernement agit avec fermeté. Si, en marge de la réunion du comité directeur, M. Lionel Jospin se refusait à porter un jugement sur le genre de politique que défend et que met en œuvre son collègue de l'intérieur, M. Philippe Marchand, si M. Laurent Fabius ne voyait pas matière, lui non plus, à s'étendre sur le sujet, d'autres responsables socialistes ne dissimulaient pas leur préoccupation.

Alarme justifiée

Il était clair, à leur yeux, qu'en empruntant une procédure qu'ils avaient dénoncée avec vigueur lorsque MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud y avaient eu recours il y a moins de cinq ans, les socialistes prendraient le risque de ruiner leur crédit auprès de ceux des électeurs qui avaient soutenu M. François Mitterrand, en 1988, au nom des valeurs républicaines que M. Chirac leur paraissait avoir gravement méconstruit. Une telle décision, estimant ces socialistes, signifierait un reniement de la gauche qui ne pourrait profiter, par contre-coup, qu'à la droite et, plus précisément, qu'à ceux qui, à droite, sont prêts à aller loin dans la direction qu'indiquent M. Jean-Marie Le Pen.

Leur alarme paraît d'autant plus justifiée que, dans des déclarations pour la reconduite hors des frontières des déboutés du droit d'asile, ces propos, enregistrés par la chaîne à y a une semaine, pourraient être considérés par leur auteur

comme dépassés. Dans l'entourage du premier ministre, certains assuraient, lundi matin, que l'hypothèse du charter avait peu de chances d'être retenue, mais, dans d'autres ministères, on en était moins sûr.

A l'Élysée, on indiquait que l'ensemble du dossier (contrôles aux frontières, conditions de vie des étrangers en France, droit d'asile, reconductions) ne sera pas traité avant que le président de la République n'ait tranché parmi les propositions que fera le premier ministre. Rien n'est encore décidé, ajoutait-on, sur aucun plan. Il faut d'abord examiner dans le détail l'ensemble du dispositif que met sur pied M. Cresson : d'abord, le problème des contrôles aux frontières, jugés insuffisants et qui préoccupent tous les pays de la Communauté européenne soucieux de définir ensemble des règles claires ; ensuite, le droit d'asile, qui, souligne-t-on, n'aura plus aucun sens s'il n'est pas limité aux personnes victimes dans leur pays de persécutions politiques. On observait que les dossiers de cent mille personnes sont en cours de traitement et qu'il faudra bien s'occuper de la « reconduite » de celles qui seront déboutées.

Rien avant le 15 juillet

Il semblerait, en tout état de cause, que rien d'essentiel ne doive se faire avant le 15 juillet, c'est-à-dire avant le traditionnel entretien que M. Mitterrand accorde à la télévision le jour de la fête nationale et avant que la France ne soit vraiment entrée dans la période des vacances estivales. Une telle initiative, cependant, serait de nature à troubler sérieusement le climat que les décisions du comité directeur ont pour but de ramener parmi les socialistes, au moins jusqu'à l'automne prochain.

En obtenant un vote très largement majoritaire sur le « contrat » qu'il a proposé aux chefs de courant - organisation d'un congrès extraordinaire sur le « projet » socialiste en décembre, report du congrès ordinaire à 1993 -, M. Mauroy a obtenu ce qu'il cherchait depuis trois mois : une trêve des affrontements de pouvoir au sein du PS et l'assurance de pouvoir moins de cinq ans, les socialistes prendraient le risque de ruiner leur crédit auprès de ceux des électeurs qui avaient soutenu M. François Mitterrand, en 1988, au nom des valeurs républicaines que M. Chirac leur paraissait avoir gravement méconstruit. Une telle décision, estimant ces socialistes, signifierait un reniement de la gauche qui ne pourrait profiter, par contre-coup, qu'à la droite et, plus précisément, qu'à ceux qui, à droite, sont prêts à aller loin dans la direction qu'indiquent M. Jean-Marie Le Pen.

L'exemple guyanais

N'en déplaise à M. Pierre Mauroy, il existe déjà un département français où le gouvernement, par l'intermédiaire des services de l'Etat, traite l'immigration de façon expéditive sans que les socialistes locaux y trouvent à redire, pour le simple raison qu'ils participent eux-mêmes au consensus xénophobe-politique qui y règne depuis que la population locale compte 30 % d'étrangers.

Ce département, c'est la Guyane. Un office de la main-d'œuvre internationale y a été installé, la 1^{re} janvier, à la demande notamment du président du conseil général, M. Elia Castor, député apparenté socialiste, dirigeant du Parti socialiste guyanais (autonome par rapport au PS), principale composante locale de la majorité mitterrandienne.

La pratique du charter y est quasi hebdomadaire. Elle y est même tellement élaborée que les autorités affrètent les avions dans lesquels les immigrés en situation irrégulière sont reconduits chez eux avant que les principaux intéressés ne soient arrêtés par les gendarmes. Comme il n'y a pas encore de lieu de rétention on procède par opérations « coups de poing » : les gendarmes sont informés

qu'ils ont un avion « à remplir » tel jour à telle heure, et le matin du jour dit ils font le tour des grands chantiers de Cayenne et de ses environs.

Comme le recours à la main-d'œuvre clandestine originaire du Brésil, du Surinam ou de la Guyane est d'usage courant dans les entreprises guyanaises, qui la considèrent comme un facteur de croissance économique, ils n'ont jamais aucun mal à « gamir » la charter.

De modestes travailleurs

Ces gendarmes n'ont pas vraiment bonne conscience parce que les clandestins qu'ils interpellent ainsi sont en général de modestes travailleurs gagnant leur pain sans faire de mal à personne, contrairement aux immigrés désoeuvrés, parfois très dangereux dans un département qui n'est pas sans analogies avec la Far-West, mais ces opérations ont avant tout un but psychologique. Elles donnent à la population le sentiment que les autorités emploient les moyens nécessaires pour lutter contre une immigration excessive.

Il ne faut pas plus de quarante-huit heures à un clandestin reconduit sur la rive sud de

l'Oyapock, à la frontière brésilienne, ou sur le riva nord du Maroni, à la frontière surinamienne, pour revenir tout aussi clandestinement à Cayenne, avec de nouveaux papiers tout aussi faux que les précédents. Dans ces immenses contrées amazoniennes, parcourues de milliers de voies d'eau, il n'existera jamais aucune frontière impénétrable.

Alors, personne n'étant dupe, tout le monde joua à cache-cache avec beaucoup de philosophie. Les deux centres de surveillance installés sur le littoral, le premier au lieu-dit le Montagne d'Argent, côté brésilien, le second à la pointe de Hatties, côté surinamien, servaient aussi souvent de centres de secours que de points de contrôle.

Refoulés en charters aériens, les immigrés clandestins reviennent en effet avec leurs propres « charters » nautiques : presque toutes les nuits, on entend les pirogues à moteur des passeurs danser la sarabande à la berbe de la marée hautes qui les guette le long des rivières et qui doit parfois, quand le mer est mauvaise, voler au secours de leurs indésirables passagers en danger de noyade.

A. R.

Un gendarme légèrement blessé à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard)

Le gouvernement va débloquer 100 millions de francs en faveur des familles d'anciens harkis

C'est, en principe, le mercredi 10 juillet que le premier ministre, M. Edith Cresson, présentera le « plan d'urgence » élaboré par le gouvernement en faveur des familles d'anciens harkis à partir des trente propositions contenues dans le rapport déposé, le 28 juin, à l'hôtel Matignon, par la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine ».

Une nouvelle réunion interministérielle a

eu lieu vendredi pour arrêter le détail de ce plan qui comportera des mesures à court et long terme et reprendra la plupart de ses propositions, à l'exception, semble-t-il, de celle qui préconise d'accorder aux anciens supplétifs de l'armée française un revenu minimum d'un montant égal à une fois et demie le SMIC.

Le dispositif prévu par M. Cresson sera assorti d'une enveloppe budgétaire d'un

montant global de 100 millions de francs environ. Sur le terrain, la situation reste tendue et pendant le week-end les forces de l'ordre ont démantelé plusieurs barrages pour éviter des heurts entre les enfants des anciens harkis et des automobilistes en colère. Un gendarme a été blessé, lundi matin, à Saint-Laurent-des-Arbres, par un tir de chevrotines.

Un gendarme mobile a été blessé au bas du dos, apparemment sans gravité, par un tir de chevrotines, lundi matin 8 juillet, à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard) où des heurts se sont produits entre les forces de l'ordre et de jeunes fils d'anciens harkis. Les gendarmes, qui étaient intervenus, à l'aube, pour démanteler le barrage dressé depuis plusieurs jours sur la RN 580, ont également subi, aux abords de la mairie où ils avaient pris position, des jets de pierres et de

cocktails Molotov. Le barrage avait déjà été démantelé la veille mais aussitôt reconstruit. A différentes reprises, ces jours derniers, le maire de Saint-Laurent-des-Arbres avait sollicité l'intervention des forces de l'ordre pour empêcher des affrontements entre les manifestants et le reste de la population. Le conseil municipal menaçait de démissionner collectivement.

D'autres barrages routiers ont été démantelés, dimanche 7 juillet, dans

les départements méditerranéens. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, les forces de l'ordre ont dégagé sans incident la route d'accès à l'autoroute A 51 et le pont de la Duranque, bloqués par des familles d'anciens harkis venues de Manosque, qui se sont dispersées après l'annonce d'une réunion de concertation, mardi, avec le préfet. Il en a été de même à Sisteron. Dans les Bouches-du-Rhône, les jeunes fils de harkis de Fuveau et de La Roque-d'Anthéron ont démantelé

En Provence-Alpes-Côte d'Azur

« Parler moins et faire mieux »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A l'unanimité des groupes politiques, le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par M. Jean-Claude Gaudin, sénateur UDF-PR, a adopté, jeudi 4 juillet, un ensemble de mesures en faveur des enfants d'anciens harkis. Estimant qu'« il faut parler moins et faire mieux », il se propose de mener des démarches auprès des grands établissements publics ou parapublics pour les inciter à accueillir des jeunes. Il va également lancer, avec la communauté, un inventaire des entreprises et sensibiliser toutes les entreprises de tous les bassins d'emploi où sont regroupées les familles des

anciens harkis. Il propose, d'autre part, une « utilisation maximale » du contrat d'apprentissage concernant les jeunes de seize à vingt-cinq ans, et se dit prêt à améliorer les modalités habituelles.

Parallèlement, il financera, si nécessaire, des stages spécifiques de formation professionnelle débouchant, autant que possible, sur des emplois stables. Il va, enfin, soumettre à l'Etat un avenant au contrat de plan Etat-région « politique urbaine » portant sur la rénovation, et au besoin la reconstruction, des cités de harkis, au nombre d'une quinzaine dans la région.

Ce programme sera piloté par les commissions formation pro-

fessionnelle et économie-emploi qui disposeront de tous les crédits voulus. « Les enfants de harkis », a lancé M. Jean-Louis Gélger, président de la commission économie-emploi, se fichant qu'on nous soyons de l'UDF, du PS ou de tout autre parti, ils attendent de nous des mesures concrètes, un point c'est tout. » M. Gaudin, qui a recruté dans son cabinet l'un des neveux du bachagha Boualem, M. Kaddar Boualem, a reconnu, pour sa part, qu'il existait « dans cette affaire une responsabilité collective. Nous devons maintenant agir, et c'est sans tarder, sans attendre ni tromperie pour rendre aux harkis la considération à laquelle ils ont droit. »

G. P.

La Science en Pluriel

50 F

L'homme neuronal
Jean-Pierre Changeux

Le singe d'Afrique et l'homme
Yves Coppens

Pluriel

Les lectures nécessaires

POLITIQUE

La réunion du comité directeur du PS

Le « contrat » proposé par M. Mauroy aux principaux courants est adopté à une très large majorité

Le comité directeur du Parti socialiste a adopté par 25 voix contre quinze (il y a eu cinq refus de vote), samedi 6 juillet, le « contrat » proposé par M. Pierre Mauroy, qui prévoit l'organisation d'un congrès extraordinaire en décembre prochain et renvoie le congrès ordinaire à 1993.

Les membres du comité directeur du Parti socialiste avaient conscience, en se retrouvant samedi matin, de participer à une simple formalité : entériner un accord entre les chefs de courant qui était acquis depuis le milieu de la semaine et ne donnait pas matière à amendement de leur part. Encore le texte définitif de la déclaration sur laquelle ils allaient devoir voter en fin de journée était-il l'objet de discussions soutenues en marge de la réunion elle-même; la traditionnelle commission des résolutions, officiellement annulée afin d'en terminer dès samedi soir, renaissait sous la forme d'un groupe de travail associant les parties prenantes au « contrat » proposé par M. Mauroy.

L'accord se faisait, au sein de ce groupe, pour inscrire dans le texte la « payante solidarité » dont le PS avait fait preuve envers le président de la République et le gouvernement de M. Michel Rocard pendant la crise du Golfe, mention qui suffisait à écarter de l'entente M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis. Les autres courants - c'est-à-dire celui de MM. Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, celui de

M. Laurent Fabius, celui de M. Michel Rocard et celui de M. Jean Poperen - s'accordaient, ensuite, pour affirmer ensemble que le soutien du PS à M. François Mitterrand et à M. Edith Cresson « est d'autant plus nécessaire à l'heure où les déclarations de nombreux responsables de la droite manifestent la tentation de remettre en cause les valeurs mêmes de liberté et de respect des droits de l'homme sur lesquelles repose la République française ».

« Au-delà même des enjeux politiques », affirme la déclaration, nous devons démontrer aux Français qu'il y a là un choix de société. Le texte énonce, enfin, la stratégie du PS pour les élections à venir - « rassemblement de la gauche » et « volonté d'organiser la majorité présidentielle » - avec la précision suivante : « Cette stratégie suppose, pour les législatives, le maintien d'un mode de scrutin qui permette le rassemblement au second tour. À gauche, le rassemblement doit se faire autour des idées qui seront celles du projet socialiste. C'est pourquoi les socialistes sont favorables au maintien d'un scrutin majoritaire. Le choix de l'article indéfini « un » d'était naturellement pas fortuit. Alors que M. Mauroy, dans le discours qu'il avait prononcé en fin de matinée, avait, lui, écarté tout « changement de mode de scrutin » (Le Monde daté 7-8 juillet), les dirigeants socialistes ont préféré, finalement, ménager l'hypothèse de l'introduction d'une certaine dose de mixité dans le scrutin législatif.

M. Chevènement et ses amis, déjà engagés sur la voie d'une opposition au processus voulu par

M. Mauroy et au « projet » préparé par M. Michel Chazart, ont été confortés dans leur attitude par le texte de l'accord. Aussi ont-ils déposé une motion d'interdiction, acceptant un congrès extraordinaire pour l'automne mais conservant un congrès ordinaire au printemps de 1992 et fixant à décembre 1992 la réunion d'états généraux de la gauche. Le vote de cette motion par quinze membres du comité directeur appartenant au courant Socialisme et République (1), alors que six autres ont voté pour le texte de M. Mauroy (2), a officialisé la rupture de ce courant.

La rupture du courant de M. Chevènement

Celle-ci a pesé sur le remaniement du secrétariat national rendu nécessaire par le départ de M. Pierre Guichard, nommé ambassadeur de France en Argentine. Le principal représentant du Socialisme et République au secrétariat aura donc pour successeur, comme responsable des relations internationales, M. Gérard Fuchs, rocardien, député européen, jusqu'à présent adjoint chargé des affaires européennes et de la sécurité.

M. Chevènement, qui entendait entrer au secrétariat national en même temps qu'un nouveau exécutif, a peu apprécié le veto de M. Mauroy. Cependant, le premier secrétaire étant maître de la composition du secrétariat national, l'ancien ministre de la défense a dû accepter de voir l'un de ses adversaires au sein de son courant, M. Chazart, promu membre du

secrétariat national à part entière, et M. Marie-Arlette Carlotti, qui partage les mêmes positions, devenir membre adjoint. La représentation de la motion 7 du congrès de Rennes au secrétariat national est, désormais, assurée par deux opposants à M. Chevènement.

Les autres minoritaires au comité directeur - les membres de la Nouvelle École socialiste et les amis de M. Marie-Noëlle Lienemann - ont choisi le refus de vote, en expliquant leur position, notamment, par leur préférence pour le scrutin proportionnel aux élections législatives (3). À ces exceptions près, le comité directeur a donné l'image d'unanimité que souhaitaient les chefs des principaux courants et à laquelle M. Rocard a personnellement contribué en assistant, samedi matin, aux débats. L'ancien premier ministre n'a cependant pas poussé l'initiative jusqu'à participer à la réception des membres du comité directeur par M. Cresson, à l'heure du déjeuner, sur la pelouse du logement locatif « le plus précaire de Paris ».

P. J.

(1) MM. Roland Carraz, Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Didier Motchane, Georges Sarré, Jean-Marie Alexandre, Jos Barteaux, M. Catherine Courard, Françoise Dal, MM. André Delchast, Jean-Louis Diez, Jean-Luc Laurent, M. Annie Solo, MM. Michel Vigal et Henri Viole.

(2) M. Edwige Avies, M. Michel Chazart, M. Gilles Toulon, Nicole Brière, M. Jean-Paul Plancheou, M. Marie-Arlette Carlotti.

(3) MM. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon, M. Isabelle Thomas, Marie-Noëlle Lienemann, M. Michel Kalis.

Les rapports avec le PCF

M. Martinet invite les communistes au « dialogue » sur la transition à l'Est

M. Gilles Martinet, ancien ambassadeur de France à Rome, a présenté au comité directeur du PS, samedi 6 juillet, un rapport que lui avait demandé la direction du parti sur « la crise mondiale du communisme et ses conséquences en France ». De cette étude, menée avec une commission de spécialistes, le PS n'a rendu publique, samedi, qu'une partie, dans laquelle sont analysés les aspects généraux du problème. Une autre partie, consacrée plus précisément à la situation du communisme français, n'a pas été communiquée à la presse, afin de ne pas bouter les dirigeants du PCF, mais M. Pierre Mauroy a assuré qu'elle serait diffusée ultérieurement.

M. Martinet formule trois « grandes observations » : « l'idéologie communiste s'est effondrée; la crise des systèmes économiques de type socialiste ne cesse de s'aggraver; les structures sociales sévères par ces systèmes ne sont que partiellement entamées et peuvent fournir une base non pas d'une restauration du système communiste, mais à la naissance d'autres formes d'autoritarisme ». Il estime que, dans ces pays, « les discours des nouveaux dirigeants sont souvent ultra-libéraux », mais que « les mesures qu'ils prennent - à quelques exceptions près, notamment en Pologne - sont généralement très prudentes et de portée limitée ». « C'est qu'il s'agit, écrit-il, d'éviter une trop forte extension du chômage et des risques d'explosion sociale. La triomphalisme capitaliste du début de l'année 1990 n'est plus de mise ».

Abordant la question de l'intégration de ces pays dans les structures de coopération européennes, M. Martinet affirme : « Il est clair que tant que leurs structures internes n'auront pas été suffisamment transformées, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ne seront

pas en mesure d'appartenir à une Communauté où joue la règle de la libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises. Mais il est non moins certain que si ces pays n'ont pas l'espoir de la rejoindre un jour qui ne sera pas trop lointain, on verra grandir en leur sein les tendances nationalistes et les démagogues populistes. Il faut, donc, renforcer la coopération et [y] insérer des éléments qui préfigurent déjà la future intégration ».

M. Martinet souligne que le dialogue entre les socialistes et les communistes doit porter non plus sur « le programme commun », comme dans les années 70, mais sur la conception même que le PCF se fait de la « transition d'une société totalitaire à une société démocratique d'économie sociale, sur le rôle de la France dans cette transition et sur le projet de confédération européenne ». « Nous comprenons mal, écrit-il, qu'à la différence de la plupart des partis communistes ou ex-communistes européens, [le PCF] n'ait pas encore tiré toutes les leçons des grands bouleversements intervenus à l'Est. Cela dit, nous sommes toujours prêts au dialogue ».

Au Sénat

La succession de M. Poher est de nouveau ouverte

M. Yves Guéna, qui a le sens de la formule, donne une définition acide du palais du Luxembourg. « Au Sénat, la moitié des élus ne vient jamais. Dans la moitié restante, une autre moitié vient rarement. L'autre vient plus régulièrement. C'est d'ailleurs dans celle-ci qu'on trouve tout de même une poignée de sénateurs qui travaillent. » Selon le sénateur RPR de la Dordogne, ces sénateurs assidus ne se passionnent pas que pour les travaux législatifs. Une autre activité occupe certaines énergies : la course à la présidence.

Le mandat de l'actuel président, M. Alain Poher, ne s'achève qu'en septembre 1992 (1), officiellement la campagne n'est pas de saison. Elle n'est même pas ouverte puisqu'on ignore encore si, après vingt-trois ans de parolard et malgré ses quatre-vingt-trois ans, M. Poher tient à rester là, ou bien s'il veut emmener encore son record de longévité, « la pire n'est pas à exclure », redoute un candidat potentiel.

En 1989, M. Poher, contesté par son propre groupe, ne s'était finalement amputé qu'avec le soutien de M. Pasqua, peu amplement de voir un « jeune » s'installer durablement à la présidence (2). Après ce tour pour rien, M. Poher s'est efforcé de redorer son blason en reprenant à son compte le thème de la rénovation du travail parlementaire. Mais la diversion a fait long feu et les temps sont à nouveau à la contestation tous azimuts. De nombreux parlementaires se plaignent ouvertement d'un laisser-aller dont M. Marc Lauriol, sénateur RPR des Yvelines, s'est fait l'écho, dans une adresse vitriolée où il s'en prend au « déplorable avilissement » du Sénat.

Les critiques à l'encontre du président et de son entourage, en particulier du chef de cabinet, M. Pierre Bordry, dont certains réduisent le jeu personnel, sont devenues de véritables attaques qui ébranlent les ambitions. Ce sénat délabré est évidemment propice aux rumeurs. M. Poher assiste-t-il à l'ouverture annuelle du Futuroscope, à Poitiers? C'est un gage donné à M. René Monory, ancien ministre, sénateur centriste de la Vienne. Recroît en grande pompe le président de la République? C'est parce qu'il va passer le main avant le terme. Les candidats officiels à la succession ne manquent pas. M. Poher doit contempler avec ravissement leurs allées et venues autour de sa maison bourgeoise du Petit-Luxembourg.

Outre M. Monory, qui ne doute de rien, on trouve, malgré son échec de 1989, M. Pierre-Christophe Taittinger (Union des républicains et des indépendants), vice-président fort civil. On doit compter aussi avec M. Christian Poncelet, président RPR de la commission des finances, qui discrètement psalmodie son image, sans oublier MM. Jean-François Poncet (Rassemblement démocratique et européen).

critique et européen), président de la commission des affaires économiques, Jean Lecanuet (Union centriste), président de la commission de la défense et des affaires étrangères et Daniel Hoellfer, président du groupe de l'Union centriste, susceptibles en théorie de l'emporter sur leur image au cours d'un troisième tour qui déclencherait forcément les passions.

Les ambitions de M. Pasqua

Il y a aussi, et surtout, M. Charles Pasqua. Le président du groupe RPR a été pendant quelques temps le seul engagement total derrière M. Poher, puis de sa brouille avec M. Jacques Chirac. Depuis sa « réconciliation » avec ce dernier, un véritable boulevard s'ouvre devant lui. Contrairement aux groupes de l'UDF, les centristes, les Républicains et indépendants et le Rassemblement démocratique et européen, qui devraient tous perdre à cette occasion des sièges, le groupe RPR sortira vraisemblablement renforcé du prochain renouvellement sénatorial de septembre 1992. Il sera alors difficile de lui refuser la présidence. « La présidence, ils l'ont déjà », rétorque un candidat malheureux à l'élection de 1989. D'où l'idée réactivée par M. Hoellfer de réunir toutes les composantes de l'UDF dans un groupe qui serait alors plus important que le RPR.

Mais la présidence du RPR, dont le gros voix assure qu'il ne faut rien exclure, n'a cependant pas encore assigné d'objectifs à son ambition et son regard s'échappe volontiers au-delà des frondes du jardin du Luxembourg. M. Pasqua n'en a pas moins des projets pour renouveler l'image de marque d'une assemblée qui n'attire l'attention qu'à ses dépens, lorsqu'elle semble défendre les pinardiers à l'occasion du projet contre l'alcool et le tabac, ou lorsqu'elle adopte des positions jugées pécuniaires au cours de l'examen du code pénal.

En vertu du principe énoncé par un tout jeune sénateur pour qui « les pionniers sont toujours sacrifiés », les présidents observent une prudence de Sioux. Jusqu'à présent, le Sénat s'est toujours méfié des « stars » et il n'aime ni les conquêtes à la hussarde ni les offensives de charme. Dans ces conditions, pour qui l'élection de 1992 n'accouchera-t-elle pas d'un nom peu connu... comme celui de M. Poher en 1968.

GILLES PARIS

(1) À l'Assemblée nationale, le président est élu pour la durée de la législature. Au Sénat, qui compte 321 membres, c'est à l'occasion de chaque renouvellement triennal.

(2) M. Poher, soutenu par le RPR, l'avait emporté d'un cheveu devant M. Pierre-Christophe Taittinger, R, soutenu par son groupe, par certains centristes et des membres du Rassemblement démocratique et européen.

Deux victoires pour l'opposition aux élections cantonales partielles

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton de Valscoire (2^e tour).

Inscr., 3 399; vot., 1 987; abst., 41,54 %; suff. exp., 1 868.

M. René Chapuis, sout. RPR et UDF, 995 voix (53,26 %); M. Max Demol, PS, m. de Valscoire, 873 (46,73 %).

Élection de M. Champia, veuve du conseiller UDF Nicolas Champia, décédé le 21 mai, permit à la droite, grâce à la voix prépondérante du président du conseil général, de conserver au sein de l'assemblée départementale des Alpes-de-Haute-Provence la majorité acquise en septembre 1988. La droite et la gauche comptent en effet quinze sièges chacune (4 PC, 7 PS, 1 MRG, 3 div. gauche; contre 1 UDF-Rad, 1 UDF-CDS, 5 UDF, 7 RPR, 1 div. droite).

M. Champia, qui sera son entrée à l'assemblée départementale lors d'une session

extraordinaire prévue le 26 juillet, est la seconde femme à siéger au conseil général des Alpes-de-Haute-Provence. La première avait été une conseillère communale au cours des premières élections qui suivirent la Libération.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 3 399; vot., 1 949; abst., 42,65 %; suff. exp., 1 891. M. Champia, 673 voix (35,77 %); M. Demol, 568 (30,19 %); M. Anne-Marie Ollivier, FN, 248 (13,18 %); M. André Beltrame, div., 101 (5,18 %); M. de Valscoire, 197 (10,47 %); Jean-Alex Roussel, PC, 116 (6,16 %); M. Joëlle Tébar, div. d., 41 (2,11 %); M. Jean-Louis Diez, 39 (2,00 %).

En mars 1988, Maurice Champia avait été élu en second tour, 1 360 voix (50,93 %) contre 1 318 (49,06 %) à M. Demol sur 2 670 suffrages exprimés, 2 744 votants (soit 14,62 % d'abstention) et 3 214 inscrits.

MARTINIQUE : canton de Schoelcher (2^e tour).

Inscr., 4 962; vot., 1 659; abst., 66,56 %; suff. exp., 1 560.

M. Alfred Almond, RPR, 970 voix (62,17 %); M. Jean-Claude Artigny, div. d., 590 (37,82 %).

Le conseiller général sortant, M. Artigny, s'en remetait au suffrage universel après sa démission en mai dernier, suite à une incrimination pour « usage de faux et trafic d'influence ». M. Almond l'emporta nettement au cours d'un scrutin marqué par une forte abstention. Cette élection se joua sur l'équilibre des forces au sein du conseil général dominé par la gauche.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 4 962; vot., 1 590; abst., 67,99 %; suff. exp., 1 470. M. Almond, 650 voix (44,21 %); Artigny, 402 (27,34 %); Philippe Saint-Cyr, RPR, 243 (16,53 %); Robert Clavis, PC, 67 (4,55 %); Lucien Gramet, div. d., 64 (4,35 %); René Clercunoy, PS, 44 (2,99 %).

M. Artigny avait été élu en mars 1988, au premier tour, sur 1 326 voix (62,76 %) contre 578 (27,24 %) à M. Mauvais, PC, 141 (6,70 %) à M. Clercunoy, div., et 64 (3,04 %) à M. Ravotier, ext. g.

SCIENCES-PO

ADMISSION EN A.P.

- stage intensif d'été
- stage de pré-entrée
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP

enseignement privé agréé
16-18 rue du Châtré Notre-Dame 75004 Paris

(1) 43 25 63 30

EN KIOSQUE 18 F

alternatives ÉCONOMIQUES

juillet-août 91

HAÏTI :

interview du Président Aristide

SÉCURITÉ SOCIALE :

la santé au bord du trou

CONNAISSANCES ÉCONOMIQUES :

les élites au banc d'essai

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT

21000 DIJON - TEL. 80 30 97 76

Réussir la Fac

Droit ou Sciences-Eco

ça se prépare

IPEC

Quartier Latin

Institut Privé

Tel 46 33 81 23

ou 43 29 03 71

MÉDECINE PHARMACIE

stages de pré-entrée

encadrement

scientifique annuel

IPESUP

enseignement privé agréé

16-18 rue du Châtré Notre-Dame 75004 Paris

(1) 43 25 63 30

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 26-10-1989, la C.A. de VERSAILLES a condamné M. KATAN

Richard, demeurant à POISSY (77), pour

fraude fiscale. LE GREFIER EN CHIEF.

Par arrêt du 29 octobre 1990, la

4^e Chambre A de la Cour d'Appel de

Paris a confirmé un jugement rendu le

3 janvier 1989 par le Tribunal de Com-

merce de Paris 1^{er} Chambre qui a

notamment :

1) condamné les sociétés ASROP,

YRAGE et FAAD pour contrefaçon

d'un modèle d'accessoire de coiffure

sous forme tricotée et d'aspect

annulé dit spirale cheveux créés et

déposé par Isabelle VAN HULLE exer-

çant son activité sous l'enseigne

SCOOTER.

2) interdit sous astreinte à ces socié-

tés de poursuivre l'exposition, la fabri-

cation et la vente des articles contre-

faisants.

ME HOFFMAN SCP DOLLET BASCAL

avocats à la Cour

avocats à la Cour

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES et MÉDECINE

كلمة الأسفل

FAITS DIVERS

Après la mort de deux jeunes d'origine maghrébine

Les doutes d'Angoulême

La mort de deux jeunes d'origine maghrébine, criblés de dix balles de revolver, provoque à Angoulême, depuis dix jours, malaise et interrogations. L'acteur présumé du crime, Pascal Cornille, âgé de vingt-six ans, a été inculpé de double assassinat. Les circonstances sont éclaircies du drame et le retard avec lequel il a été révisé par les autorités suscitent une polémique sur le point de savoir s'il s'agit d'un crime raciste.

ANGOULÊME

de notre envoyée spéciale

Le corps de Mustapha Assouana a été inhumé, jeudi 4 juillet, dans la direction de La Meca, au cimetière de Soyons, cité voisine d'Angoulême. La dépouille marquée de son ami, Mohammed Daoudi, partira vendredi pour le Maroc. Mustapha avait vingt-neuf ans; Mohammed, dix-neuf. L'un était fils de herkis, l'autre fils d'immigrés marocains. Tous deux sont morts, tués de dix balles de revolver, 22 long rifle.

Le vendredi 28 juin, une vingtaine de jeunes s'étaient réunis pour une soirée dans une maison d'Angoulême. Parmi eux, Pascal Cornille, vingt-six ans, installé depuis peu dans la ville, embauché depuis deux jours comme agent de gardiennage dans un centre commercial. Au cours de la fête, bien arrosée, une dispute oppose une première fois, selon on témoin, Pascal Cornille et Mustapha

Assouana - qui ne se connaissent pas - pour un motif anodin. Un peu plus tard, Cornille, collectionneur passionné d'armes, réputé violent, fait une démonstration de tir, avec son revolver 22 long rifle, sur des cibles de bière, dans la cour de la maison. Vers minuit, Mustapha et son ami, Mohammed Daoudi, quittent la fête pour aller acheter des cigarettes ou des boissons. Pascal Cornille les emmène dans sa voiture. Que s'est-il passé? Les enquêteurs ne disposent que de la version de l'inculpé. Selon lui, sur la route, son arme serait tombée dans la voiture. Un des deux passagers l'aurait ramassée et aurait proposé d'aller s'exercer au tir dans un camp de nomades désaffecté.

C'est en se dirigeant vers le camp des Molines que Cornille, pris de panique, aurait saisi son arme... et tiré. Une première balle dans le tête de Mohammed Daoudi, une seconde sur Mustapha Assouana, assis à l'arrière. Il sort ensuite les deux jeunes de sa voiture (l'autopsie, pratiquée lundi 1^{er} juillet, devra déterminer s'ils étaient morts à cet instant).

«On nous cache quelque chose»

Il tire de nouveau, vidant son barillet, le rechargant pour tirer encore quatre balles. Dix balles au total frapperont à la tête des deux victimes.

Ensuite Cornille effacera toute trace de son crime, octroyant la voiture, enterrerait le revolver, jetant ses vêtements dans la Charente. Des précautions étonnantes pour quelqu'un qui explique son

geste par la peur et l'ivresse. Au matin, il se constitue prisonnier auprès de la gendarmerie d'Angoulême. Le juge d'instruction l'a inculpé d'assassinat, retenant la préméditation, puisque Cornille a rechargé son arme. L'instruction, confiée à M. Pagné, devra établir les circonstances exactes du drame (un voisin du camp des Molines aurait vu passer une voiture, plaques effacées, roulant très vite, et entendu des coups de feu) et déterminer les mobiles du meurtre.

En déclarant très vite qu'«aucun élément ne permettait de conclure au crime raciste», le procureur de la République, M. Joffé Guittan, a suscité l'indignation des jeunes de Soyons, ennemis des associations antiracistes. Car cette phrase a été interprétée comme le rejet, a priori et définitif, de cette hypothèse. L'annonce tardive du drame - rendu public plus de vingt-quatre heures après la découverte des corps - avait déjà provoqué la colère : «On nous cache quelque chose», disaient-ils.

Les explications du procureur, invoquant les délais de procédure (il aura fallu attendre samedi soir pour identifier les victimes et prévenir les familles), n'ont pas apaisé la tension. M. Georges Chavannes, maire (UDF-CDS) d'Angoulême, a tenu à «témoigner de sa conviction qu'il faut rester calmes et serènes» en assistant, parmi quelque trois cents personnes, aux obsèques de Mustapha Assouana. «On est dans une petite ville, on vit tous ensemble», a-t-il rappelé, en insistant sur la «bonne entente» entre les communautés.

Un homme l'a interrompu : «C'est un crime raciste! Aujourd'hui, il y en a deux. Demain, il y en aura plus». Le doute s'est installé dans les esprits. «On est intégrés intellectuellement, juge un jeune du quartier du Champ-de-Manœuvre, où habitent les victimes, mais on ne l'est pas physiquement». Il sourit. «Pour ça, il faudrait changer de couleur de peau».

Un jeudi soir, sous distinction d'origine, amis, voisins ou anonymes ont accompagné les familles dans une marche silencieuse jusqu'au palais de justice d'Angoulême. Un lien symbolique de leur volonté de connaître la vérité. De leur vœu commun que justice soit rendue, sereinement.

SYLVIE DERAIME

Avant la publication de la circulaire Bianco

Les demandeurs d'asile ont manifesté à Paris

Environ mille cinq cents personnes ont participé, samedi 6 juillet après-midi, place de la République à Paris, au rassemblement organisé par le réseau de soutien aux demandeurs d'asile déboutés. «J'y suis, j'y reste», scandaient les manifestants, Kurdes de Turquie et Africains pour la plupart, rangés derrière une banderole proclamant «Liberté, égalité, fraternité, dignité pour les déboutés».

Seul un rassemblement statique avait été autorisé et les manifestants n'ont pu que tourner autour de la place bouclée par les forces de l'ordre. Ils souhaitaient ainsi s'exprimer avant la publication, par le gouvernement, d'une circulaire permettant la régularisation de certains déboutés pour raisons humanitaires (le Monde dété 7-4 juillet).

Le matin même, une ultime réunion de concertation avec M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, avait permis de préciser certains points du futur texte, lequel régulariserait la situation des demandeurs d'asile dont la candidature a été rejetée après une longue période d'instruction, mais qui disposent d'un emploi. La durée minimum de cette attente devrait être de deux années pour les familles et de trois pour les isolés.

Pour les déboutés qui ne satisfont pas à ces conditions, mais dont la sécurité serait menacée en cas de retour dans leur pays, une dernière possibilité de recours, prévue dans la circulaire dite «Pandraud» de 1987, sera maintenue et précisée. Enfin, les expulsés pourraient bénéficier d'une aide à la réinsertion dans leur pays sous la forme d'une formation ou d'une subvention à un projet.

Un comité du «suivi», composé de l'abbé Pierre, du pasteur Jacques Stewart, du préfet Jacques Moutier et de M. André Jeanson, ancien président de la CFDT, a été mis en place, afin de garantir «la bonne application des mesures exceptionnelles, dérogatoires et humanitaires qui vont être prises par le gouvernement». La manifestation de samedi s'est dispersée après la lecture d'un message de l'abbé Pierre et du pasteur Stewart.

Ph. B.

Jeunes d'Amérique

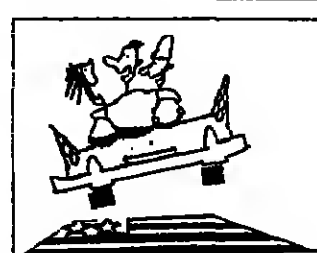
Le ruban jaune

SOUTH-PADRE-ISLAND, TEXAS de notre envoyée spéciale

ARRIVANT d'un séjour de huit mois au Koweït, le sergent Flynn a quitté immédiatement Doha après son accueil triomphal et troqué l'uniforme pour le maillot de bain. Toute la famille s'est mise en congé pour passer avec lui une semaine de vacances ici, dans cet ultime port américain sur le golfe du Mexique. C'est le bout du monde, après les vestes plumeuses de la plaine texane et quarante-huit heures de voiture. Le sergent Flynn, vingt ans, son amie Maureen, ses deux frères avec leurs épouses, sa sœur aînée et son fiancé, sont enfin seuls sur la plage de sable blanc qui s'étend à perte de vue.

Il saute comme des gamins sur les rochers d'écume, tirent avec leurs fusils de plastique sur les mouettes que ces jets d'eau excitent. Croassements lugubres et claquements d'ailes effrénés. Le bruit de l'océan accompagne les rires légers du sergent Flynn et des siens. Une brume grise monte vers les toits des hôtels proches, dissimulant les contours, se confondant avec le gris des vagues et du ciel. L'air est frais. Le sergent Flynn avait eu sa dose de soleil et de désert. Pour son premier repos, le rivage fantomatique de South-Padre-Island est d'une étrange harmonie. Il en connaît l'existence. Engagé dans l'U.S. Air Force, il avait fait ses classes dans la ville de San Antonio, distante de 300 kilomètres.

Cette ville de garnison est le passage obligé de tout appelé de l'armée de l'air américaine. Ces derniers mois, elle a vécu sur le pied de guerre. Ses cinq bases affichaient complet. Les soldats en attente pour le Moyen-Orient logeaient dans les hôtels, aux états d'urgence. Les militaires retraités, nombreux à se retirer dans cette ville où les hôpitaux de l'armée sont réputés, venaient à l'heure du bourbon se retrouver dans l'ambiance guérisseuse de leur passé. Dans les supermarchés, de très jeunes femmes en bottes dress kaki faisaient leurs



dernières courses avant le départ au front. San Antonio était fière de «ses» soldats, ils la faisaient vivre. Au gala d'ouverture de la fête annuelle du vin, ce fut le banquet. Comme en direct d'Irak.

Ce jour-là, sur la place de Fort Alamo, le symbole de la conquête des pionniers, des centaines de milliers de spectateurs relient leur souffle, la nez en l'air. Un parachute descend lentement, jusqu'à son atterrissage sur le minuscule périmètre prévu à cet effet. Ce baroudeur des «Golden Knights» en combinaison noire et sigle doré a ainsi donné en démonstration le vol acrobatique qu'il a maintes fois réalisé en combat, et même dans le Golfe. L'ovation est à la hauteur du symbole.

«Rester la plus forte»

Au moment de cette célébration, le sergent Flynn était encore dans les sables du Proche-Orient. Mais dès son arrivée à South-Padre-Island, le fils de l'hôtelier lui en fit le récit. Domage qu'il n'ait pas été là. Dans les rues d'Amérique, flottait le «Yellow Ribbon», - le ruban jaune du «soutien à nos troupes». On en voyait aux fenêtres, dans les jardins, le long des voies ferrées. A Dohaïl, un restaurateur chinois en avait mis vingt-deux dans sa minuscule vitrine, accompagnés d'un panneau explicite : «L'Amérique doit rester la plus forte». Ainsi le pays s'engageait-il à ne plus jamais revivre le douloureux retour du Vietnam, cette époque «honteuse» où l'opinion avait «hélas ses soldats perdus». «The Yellow Ribbon», une chanson à succès, raconte l'histoire d'un détenu dévot à sa belle à la veille de sa libération. L'attend-elle? Il ne sait plus. Alors il suggère : «Si tu m'aimes encore, suspends un ruban jaune ou chène devant la maison. Ainsi, sans entrer, je saurai».

Dès son retour, le sergent Flynn a «su».

DANIELLE ROUARD

Trois fonctionnaires de police impliqués dans des malversations

MARSEILLE

de notre correspondant

En quelques semaines, trois fonctionnaires de police en poste à Marseille ont été inculpés pour s'être rendus coupables d'infractions perpétrées hors de leurs fonctions. Les enquêteurs de la brigade des chèques ont interpellé, voici un mois, un gardien de la paix de la sûreté urbaine, démasqué par ses collègues, qui écoulait des chèques valés. Plus récemment, c'est un policier en poste à la CRS 55 à Marseille qui a été interpellé au terme d'une enquête de l'Inspection générale de la police nationale et inculpé de recel de véhicules

volés, détention d'armes de quatrième catégorie, escroquerie et vol avec violence. Il a été placé sous mandat de dépôt et écroué à la prison de Luyens.

Tout a commencé par la découverte d'une classique «escroquerie à l'assurance», le CRS ayant, semble-t-il, participé au maquillage d'une voiture faussement déclarée volée. En perquisitionnant au domicile du palefrenier, les enquêteurs ont retrouvé plusieurs cartes bleues valées. Le propre cousin de l'inculpé, un gardien de la paix de la police urbaine, a été inculpé de complicité, de recel, et placé sous contrôle judiciaire.

J. C.

PARIS

Aménagement du secteur «Seine rive gauche»

Trois mille arbres seront plantés dans le treizième arrondissement

Trois mille arbres d'alignement seront plantés dans les nouveaux quartiers d'Austerlitz, Tolbiac, et Masséna dans le treizième arrondissement de Paris, a annoncé M. Jacques Chirac, en présentant l'état du dossier «Seine rive gauche» que le Conseil de Paris devait examiner une nouvelle fois lundi 8 juillet.

L'aménagement de ces quartiers de Paris, le Monde du 8 novembre 1990 - dont le développement est bloqué depuis plus d'un siècle par les voies de chemin de fer de la gare d'Austerlitz - prévoit la construction, le long de la Seine, de 5 200 logements (dont les deux tiers aidés), d'équipements publics et de services, 100 000 mètres carrés d'activités, 100 000 mètres carrés de commerces, 200 000 mille mètres carrés réservés à la Bibliothèque de France et 900 000 mètres carrés de bureaux (60 000 emplois créés). Les travaux, évalués à environ 25 milliards de francs, devraient être achevés en 2005.

Selon la Mairie de Paris, «des arbres d'une trentaine d'années vont être achetés dès la fin de cette année et plantés en attente sur un terrain réservé, près de Lyon, de manière qu'ils puissent être bien préparés avant leur plantation dans le treizième arrondissement».

Ainsi, toujours selon l'Hôtel de Ville, «au moment de leur mise en place dans les nouveaux quartiers, ils auront, pour les grands sujets, au moins une dizaine de mètres, c'est-à-dire une taille déjà à l'échelle de la ville et des bâtiments».

M. Pierre-Alain Brossault, secrétaire général des Vents Paris conteste le bien-fondé de cette décision : «Les trois mille arbres ne pourront pas s'épanouir dans des quartiers trop densifiés». Et l'on attend, ici, de voir ce qu'il va advenir des plantations du quartier d'Austerlitz, dont la présence contrecarre la rénovation projetée.

Reste que, depuis dix ans, les services municipaux ont mis en terre, hors plantations d'alignement près de 13 300 arbres. Tout abattage d'une commission créée par le maire de Paris et réunissant des scientifiques M. Chirac et les écologistes s'occupe d'un point : un arbre planté ou replanté doit être d'une taille proche de celui qui a disparu ou à l'échelle des édifices environnants. Étrange ville, qui veut uniquement des arbres sur mesure.

JEAN PERRIN

EN BREF

Une centaine de vases de Gall et de Daun saisis par les gendarmes à Antibes. - Un réseau de gitanes impliquées dans un trafic de vases de Gall et de Daun volés a été démantelé par les gendarmes de Grasse, qui ont saisi, lundi 7 juillet, à Antibes (Alpes-Maritimes) une soixantaine de ces œuvres, d'une valeur totale de 5 millions de francs, dans la voiture de l'un des réseaux. Le cerveau présumé de l'affaire, M. Jean-Baptiste Lombard, soixante-sept ans, et ses trois complices, ont été inculpés de recel et empiétement de recel par le juge Jean-Paul Renard et écroués à Nice et à Grasse.

Les directeurs du casino d'Amnéville (Moselle) écroués pour escroquerie. - Le directeur, Robert Paternotte, et le directeur des jeux, Fernand Joy, du casino d'Amnéville (Moselle), septième casino français avec 140 millions de francs de chiffre d'affaires, ont été inculpés et écroués, vendredi 5 juillet, à Metz, dans une affaire d'escroquerie qui porterait sur 10 à 20 millions de francs. Ils ont été inculpés d'abus de confiance et de dissimulation du produit des jeux et placés sous mandat de dépôt par le doyen des juges d'instruction de Metz, M. Blanchet, chargé du dossier.

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

ENVIRONNEMENT

L'armée construit sans autorisation en Camargue

M. Michel Vauzelle, député (PS) des Bouches-du-Rhône, a adressé au ministre de la défense une lettre dénonçant le «scandale» d'un chantier de construction ouvert sans aucune autorisation par l'armée à Sainte-Cécile (Bouches-du-Rhône), en pleine zone protégée du parc naturel régional de Camargue. «On ne peut pas se cacher derrière le secret défense pour une opération immobilière qui, manifestement, n'en relève pas», écrit le président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

L'administration du port de Camargue a introduit une action en référé auprès du tribunal administratif de Marseille pour exiger l'arrêt des travaux, commencés le mois dernier sur un terrain militaire de 5 hectares où on se trouvait des casernes radio et une maison de gardien.

RELIGIONS

Prochaine béatification du fondateur de l'Opus Dei

Mgr Josemaría Escrivá de Balaguer, fondateur de l'Opus Dei en 1928, devrait être officiellement béatifié à l'automne prochain. Le pape vient d'approuver le décret de la Congrégation romaine pour le culte des saints reconnaissant le caractère miraculeux de la guérison, en juin 1976, d'une religieuse espagnole, attribuée à Mgr Escrivá. Le procès de béatification avait été ouvert en 1981.

REPÈRES

Né en Espagne le 9 janvier 1902, ardonné prêtre en 1925, c'est peu après qu'il avait fondé l'Opus Dei, cet ordre de prêtres et de laïcs qui se veut une école de sainteté, mais a frayé avec les milieux les plus controversés pendant la guerre d'Espagne et sous la dictature franquiste. Mgr Escrivá est décédé le 26 juin 1975 à Rome.

Approuvé par le Vatican en 1950, l'Opus Dei n'a cessé de jouir des faveurs pontificales, au point d'être érigé en 1982 par Jean-Paul II au rang de prélatrice personnelle. En décembre dernier, le pape nommait évêque Mgr del Portillo successeur de Mgr Escrivá à la tête d'un ordre qui compte 1 300 prêtres et 75 000 laïcs.

VACANCES

Une campagne pour la sécurité sur les plages

M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer, a ouvert, samedi 6 juillet à Fécamp (Seine-Maritime), la campagne nationale pour la sécurité sur les plages. Le but de cette opération est d'enrayer la croissance du nombre des accidents nautiques provoqués, pour l'essentiel, par des engins mal maîtrisés, planches à voile, scooters de mers, vedettes. Le bilan de ces accidents s'était élevé à 74 tués en 1990 sur l'ensemble du littoral.

Le secrétaire d'Etat a annoncé que des opérations «sécurité des loisirs nautiques» seront multipliées sur toutes les côtes de France, de la Méditerranée au Pas-de-Calais afin que soient strictement respectés les règlements. Ainsi, le jour même à

Le Monde
Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourmes, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Giliu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Thomas Fereczi
Philippe Harman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
directeur
des relations internationales
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1960)
Jacques Fauvet (1960-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE CAPOCCE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40 55 25 25
Télécopieur : 40 55 25 99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOUYE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40 55 25 25
Télécopieur : 40 60 30 10

SPORTS

TENNIS : doublé allemand en finales à Wimbledon

Stich en état de grâce

L'Allemand Michael Stich s'est imposé en trois sets (6-4, 7-6, 6-4), dimanche 7 juillet à Wimbledon en finale hommes des Internationaux de Grande-Bretagne, face au numéro un mondial Boris Becker, ancien vainqueur à trois reprises de ce tournoi. La veille, samedi 6 juillet, Steffi Graf, allemande aussi, avait battu l'Argentine Gabriela Sabatini (6-4, 3-6, 8-6).

WIMBLEDON

de notre envoyé spécial

Michael Stich était déjà comblé d'être sorti du grand chapeau de Wimbledon comme un outsider miraculé. Dimanche, il s'est lui-même consacré sur le plus prestigieux gazon du monde. Inconnu il y a encore deux ans, nageant dans les eaux sombres du bas de classement de l'ATP (le Monde du 6 juillet), Michael Stich devient l'un des plus redoutables tennismen du Grand Chelem, après avoir battu successivement sur terre anglaise le numéro un Stefan Edberg et son propre compatriote Boris Becker, les deux grands favoris du tournoi.

Conjuguée avec celle de Steffi Graf, qui avait remporté samedi la trophée féminin contre Gabriela Sabatini, cette victoire confirme le succès de la pépinière allemande —

Becker et Graf avaient gagné les Internationaux de Grande-Bretagne en 1989 — et démontre, si besoin était, que celle-ci n'a rien d'une génération spontanée.

Le succès de Michael Stich n'est pas un accident de l'histoire. Malgré une étonnante différence de gabarit physique, Michael Stich, grand athlète sans muscles, n'a pas affronté Becker, animal puissant et râblé, avec la ruse et l'opportunisme d'un combat à la David contre Goliath.

On aurait pu le croire en le voyant fouler la pelouse du central, intimidé, déjà déshabillé, prêt au tirage au sort, alors que Boris Becker se faisait attendre, royal en survêtement, assis sur sa chaise. On avait pu l'imaginer après son match contre Stefan Edberg et sa stratégie d'épicerie économique, misant sur ses jeux de service redoutables sans pour autant aller au charbon, attendant les tie-breaks pour, dit-il, saisir sa chance.

Dimanche, Michael Stich s'est imposé dès le premier jeu en faisant le break par deux passings-shots prometteurs. « Il peut gagner puisqu'il n'a rien à perdre », disait de lui Stefan Edberg, après le demi-finale. Michael Stich s'annonçait donc brutal et sans complexe, ambitieux mais léger, comme un combattant sans illusion. « Tout le monde attendait de Boris qu'il remporte son quatrième titre. Moi je pouvais juste essayer de gagner ce match », expliqua Stich après sa victoire. A partir de ce premier point de break, je me suis

mis à servir vraiment très bien. Je retrouvais beaucoup de ses premiers services. J'avais l'impression que je pouvais toucher toutes les balles que je voulais ».

Becker

en star blessée

Difficile de vaincre quelqu'un qui se sent touché par la grâce. Becker pouvait enorgueillir son adversaire pour sa mise en condition mentale : « Je le voyais en colère contre lui-même et cela construisait ma confiance. Je me suis dit : OK. Essais juste de le battre ». Becker avait beau commettre plusieurs erreurs, dont un retour de volée inconcevable lui permettant de prendre un jeu de service, l'ancien vainqueur de Wimbledon laissa filer ses points, parfois grossièrement, comme cette double faute de service au septième jeu, faute pour un deuxième break. Stich gagnait la première manche (6-4).

Becker changea trois fois de chemise, rien n'y fit. Malgré ses pirouettes du fond de l'abîme, la star était blessée, s'entrebaillant la cuisse d'une jambe. Il cessa de marmonner contre lui-même, égaré par ces états d'âme auxquels il réagissait mollement, depuis aussi parce qu'il n'avait pu capitaliser plusieurs erreurs de Stich. « Je me battais avec mon corps. Mes jambes ne me pouvaient plus comme d'habitude. Je n'étais pas du tout dans le match comme si mon esprit était ailleurs ».

Je menais 3 à 1 dans le deuxième set et j'ai perdu mon service ensuite. Cela voulait dire que je ne pouvais plus gagner aucun point important. Je n'avais plus d'énergie pour ça ».

Battu au tie-break de deuxième set (7-4), Becker sera systématiquement menacé sur chacun de ses services lors du troisième set. Un simple et rapide retour de coup droit suffira à Stich pour créer à la victoire, plonger, s'éloigner d'autant de plaisir après deux heures et demie de sang-froid. Boris Becker, le visage fermé, viendra donner l'accolade à son coéquipier de Coupe Davis.

« J'imaginais ce qu'il ressentait à ce moment-là. Je suis comblé ce jour-là. J'ai été important dans sa vie, explique Boris Becker, un vétéran de Wimbledon. Il ne le réalise peut-être pas maintenant. Mais à partir d'aujourd'hui, c'est une star. C'est son affaire, car tout ce qui brille n'est pas forcément de l'or. Certaines personnes peuvent l'assumer, d'autres pas. C'est une corde raide ».

« J'espère que je vais rester comme je suis maintenant. Je ne sais pas ce qui va arriver après ce titre de Wimbledon, mais je vais essayer de faire face, répondit le jeune homme de vingt-deux ans. Boris Becker lui prédit un avenir dans la cour des grands : « Avec son style, il peut jouer sur tous les courts, sur terre battue, sur herbe, y compris les plus difficiles. Je pense qu'il va être à un haut niveau pour un bon bout de temps ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Steffi Graf au bout du tunnel

WIMBLEDON

de notre envoyé spécial

La jeune princesse William s'est ennuyé et Lady Di, sa mère, le rappelle plusieurs fois à l'ordre, au premier rang de la loge royale. Pourtant le prince William est un féroce tenniste, si l'on en croit Steffi Graf : « J'ai joué une fois avec la princesse Diana. Elle m'a dit que son fils s'y mettait. Je leur ai promis que s'ils le voulaient, je pourrais leur donner des leçons ». Mais ce samedi 6, le gargon trépanait discrètement sur son cousin. Et il avait presque raison. Quel ennui ont offert les deux premiers sets de la finale femmes entre Steffi Graf et Gabriela Sabatini !

La championne allemande l'a reconnu : « Pour être honnête, notre tennis aujourd'hui n'a certainement pas été à son meilleur niveau ». Gabriela Sabatini, la diva argentine, est restée curieusement fade, renouant avec ses anciennes habitudes de l'ond de court, renvoyant des balles liftées, tendant que Steffi Graf offrait un service inoffensif au point que le match fut ponctué d'une série de

breaks qui prolongeaient la partie dans une sorte d'apathie aussi lourde que la chaleur d'été pesant sur le court.

Il a fallu attendre le réveil de Sabatini, ses montées au filer et ses volées sur le revers de Graf, pour que la fin du tournoi gagne en intensité. Mais l'Argentine, menant 5-4 au troisième set, semblait incapable d'augmenter la pression à quelques points de la victoire, tendant que Steffi Graf, malgré beaucoup d'erreurs, résistait pour, finalement, faire craquer son adversaire par un jeu somme toute classique et de redoutables coups droits.

Après une année noire marquée par des annus de santé et une campagne des journaux à sensation allemands sur la vie sentimentale égarée de son père, après l'échec de Roland Garros et plusieurs défaites consécutives face à Sabatini, Steffi Graf a décroché le plateau d'argent avec une poignée de soulagement : « J'avais besoin d'une victoire comme celle-là. Je me suis prouvée que j'avais des trépassés ».

D. L. G.

AUTOMOBILISME : la victoire de Nigel Mansell dans le Grand Prix de France de F 1

Bernard Dudot, le moteur de Renault

Organisé pour la première fois sur le nouveau circuit de Nevers-Magny-Cours, le Grand Prix de France de formule 1 automobile a connu un succès populaire sans précédent. Dès 10 heures du matin, les organisateurs, qui avaient vendu les 90 000 billets, ont dû fermer leurs guichets et avertir les autres candidats spectateurs pris dans de monstrueux embouteillages sur un réseau d'accès inadapts à l'événement. Afin d'éviter des incidents, les forces de l'ordre

ont dû ouvrir certaines portes pour laisser pénétrer dix à quinze mille personnes démunies de billets.

Ce grand prix de France a donné lieu à un beau duel entre Alain Prost — qui a placé en tête la toute nouvelle Ferrari dans les vingt-deux premiers tours puis, après les changements de pneus, du trente-deuxième au cinquante-cinquième tour — et la Britannique Nigel Mansell, qui, par deux fois, a réussi à le doubler au freinage du virage baptisé

Adolphe. Remarquée depuis le début de saison pour sa conception originale et les performances de son moteur, la voiture anglo-française signe sa deuxième victoire consécutive. Elle a ainsi permis à Renault, qui n'avait plus gagné le Grand Prix de France depuis 1983, de renouer avec le succès, sous les yeux du président de la République, revenu dans son fief de la Nièvre pour assister à son premier grand prix de formule 1.

Adolphe. Remarquée depuis le début de saison pour sa conception originale et les performances de son moteur, la voiture anglo-française signe sa deuxième victoire consécutive. Elle a ainsi permis à Renault, qui n'avait plus gagné le Grand Prix de France depuis 1983, de renouer avec le succès, sous les yeux du président de la République, revenu dans son fief de la Nièvre pour assister à son premier grand prix de formule 1.

caractéristiques voisines, deux modèles au niveau de leur consommation énergétique et de leur vitesse de combustion et de transfert en énergie mécanique de leurs molécules, et un pour les séances de qualification, où Renault utilise désormais des moteurs de développement, plus performants mais qui n'ont pas encore atteint un seuil de fiabilité suffisant pour être exploités sur la distance d'un grand prix. Cette initiative a permis à Riccardo Patrese de signer pour la troisième fois consécutive le meilleur temps de la séance de qualification, jusqu'à réserver à Ayrton Senna.

Depuis le Grand Prix de Saint-Martin, Elf utilise également un premier laboratoire ministériel pour les carburants et les lubrifiants. Un spectromètre permet d'analyser les métaux contenus dans les huiles usagées pour renseigner aussitôt les responsables de l'écurie sur l'usure interne des moteurs ou des boîtes de vitesses. Cet effort des Français n'est pas passé inaperçu de leurs concurrents. L'espionnage serait de plus en plus à l'ordre du jour en formule 1. Elf se serait ainsi fait subtiliser de l'essence par un autre pétrolier. Des « sondages » (enregistrements du niveau sonore) permettent, après analyse des fréquences, de mieux connaître les plages d'utilisation et les régimes des autres moteurs. Bien sûr, tous les éléments transmis par télémétrie sont codés.

Par principe ou par prudence, les grandes écuries n'exploitent pas toutes les possibilités que leur offre la télémétrie. Si elle fournit les informations sur le fonctionnement du moteur et ses éventuelles anomalies, la télémétrie pourrait en retour permettre de modifier les réglages à distance et sans arrêt au stand pour prévenir une panne. Pourtant, Bernard Dudot est formel : « Nous ne le faisons pas, car la transmission peut toujours être troublée par une interférence sur notre onde d'émission ou un défaut de propagation. Ça pourrait être dangereux pour le moteur ou le pilote ». Heureusement, personne n'a, non plus, tenté de brouiller les émissions adverses. « Par bonheur », affirme le directeur technique de Renault sport, la formule 1 est encore un sport et avant tout un championnat de pilotes ».

GÉRARD ALBOUY

Quatre carburants

Cet effort d'accompagnement est plus important encore pour Elf, qui prépare désormais pour chaque course de nouveaux carburants adaptés aux spécificités du circuit, mais aussi aux évolutions de l'ajustage, des courses de pistons, des chambres de combustion ou du régime de rotation des moteurs. Depuis décembre 1990, une trentaine de nouveaux carburants ont ainsi été soumis à Renault sport pour des essais au banc ou sur les pistes.

A Magny-Cours, Renault avait le choix entre quatre carburants : un déjà éprouvé sur un circuit aux

poser un moteur turbo en formule 1, avec Renault et, à l'origine, une petite équipe de sept motoristes. Malheureusement, des problèmes financiers n'avaient pas permis à la Régie de couronner son initiative par un titre mondial au début des années 80 et avaient même entraîné son retrait de la formule 1 en 1986.

Une ère Renault ?

La « culture de veilles » maintenue par Bernard Dudot et le retour aux moteurs atmosphériques ont permis à Renault de renouer avec la formule 1 en 1989, mais ne laissent pas augurer une réussite aussi rapide. Au dire de pilotes comme Alain Prost ou Ayrton Senna, le RS 3 (Renault sport, troisième version) serait devenu le plus performant cette saison. Après l'ère Honda (soixante-deux victoires, dont cinquante-cinq en quatre-vingt-six courses depuis 1986), la formule 1 se trouve-t-elle à l'aube d'une ère Renault ?

« C'est beaucoup trop tôt pour le dire », répond Bernard Dudot. « Nos performances actuelles ne me surprennent pas dans la mesure où nous travaillons sur le RS 3 depuis octobre 1989 tout en utilisant le RS 2 en 1990, mais nous ne maîtrisons pas la progression de nos adversaires. Depuis le RS 1 en 1989, nous avons tout mis en œuvre pour rejoindre et dépasser Honda. Il semble qu'ils connaissent quelques problèmes de fiabilité avec leur V 12, ce qui les freine sûrement dans leur développement. Je ne m'estime pas leur capacité à redresser la situation, mais nous ne faisons pas non plus de complexe japonais ».

Pour obtenir au minimum le titre de champion du monde des constructeurs, Renault sport a dû passer la vitesse supérieure après une première saison encourageante et une deuxième gâchée par les problèmes de châssis des Williams. Patrick Faure, président de Renault sport, présent à Magny-Cours avec Raymond Lévy, le PDG de la Régie, parlait d'« explosion des coûts » pour brouiller l'investissement formule 1 qui dépasse désormais le 111 000 du budget général de l'entreprise. « L'argent ne fait pas tout, mais il permet de travailler un peu mieux et un peu plus rapidement », explique le directeur technique. Il était

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

L'Union Jack et le drapeau français flottaient devant le stand Williams-Renault à Magny-Cours. Comme lors des quinze autres grands prix de la saison, l'équipe anglo-française était la seule à afficher ses origines dans cette grande multinationale qu'est devenue la formule 1 automobile. Un peu en retrait, à l'entrée du stand, Frank Williams, le directeur de l'écurie, devenu paraplégique à la suite d'un accident de la route, a suivi la quarante-sixième victoire d'une de ses voitures sur un écran de télévision. Derrière lui, tournant le dos à la piste, huit hommes en pantalon gris et chemise blanche ont vécu tout aussi intensément cette épreuve, assis devant trois écrans sur lesquels n'apparaissent que chiffres et courbes sinusoidales. Ce sont les ingénieurs de Renault sport, sur lesquels semblait veiller Bernard Dudot, leur directeur technique.

« Ça ne sert plus à rien, pour nous, de suivre la course ou bord de la piste, explique cet homme à la cinquantaine toujours élégante. Derrière nos écrans, nous avons une vision plus synthétique et surtout beaucoup plus riche d'enseignements ». A chaque passage d'une Williams-Renault devant les stands, les deux ingénieurs motoristes voient s'inscrire en couleurs sur leurs écrans, captées par un système laser, les courbes de pression, de température et des régimes du moteur sur la totalité du circuit. Quelques secondes plus tard, ces courbes sortent sur des imprimantes. Bernard Dudot surveille, plutôt le comportement de ses voitures par rapport à leurs concurrentes en comparant les vitesses maximales ou devant les stands. Aux essais surtout, cela lui permet de vérifier si les moteurs sont assez compétitifs ou si les rapports de boîte de vitesses sont bien adaptés.

Depuis ses débuts de motoriste chez Alpine-Renault en 1967, cet ingénieur diplômé du Centre d'études supérieures de techniques industrielles de Nancy a vécu la transformation de sa profession avec l'apparition, puis le développement de l'électronique et de la télémétrie (radiographie à distance d'un moteur par l'analyse de ses paramètres essentiels) dans les années 80. C'est lui qui, à partir de 1977, avait lancé le défi d'im-

L'opération « Planète sports »

La Défense chausse ses baskets

Jusqu'au 21 juillet, le quartier de la Défense jouit d'un accès libre à la piscine de basket-ball. Le parvis, au pied de la Grande Arche, et l'intérieur du CNIT ont été aménagés pour permettre aux visiteurs d'admirer les champions, de s'initier et de s'informer sur les sports de leur choix.

« Bubka, Bubka, Bubka ! » Le recordman du monde de saut à la perche prend son élan et sous les encouragements de la foule tente de franchir 5,90 m, sa meilleure performance en démonstration hors concours. Premier essai : raté. Le deuxième saut est magnifique et Sergueï Bubka passe bien au-dessus de la barre. La séance d'autographes peut commencer. Enfants et adoles-

cents se ruent sur Philippe Collet, Thierry Vigneron, Pierre Quinon, et sur Bubka bien sûr.

Un peu plus loin, sur le terrain de basket-ball, deux équipes s'affrontent en tenue de ville. Alberto Mandù, un jeune ténor de dix-huit ans, s'oppose à une équipe de la Défense. « Ce n'est pas la première fois que nous venons à la Défense. D'habitude, c'est mort ». Plus de cinquante disciplines sportives sont proposées au public : tennis, squash, moto, basket-ball, etc. De 12 heures à 18 heures, les initiations sont totalement gratuites. « Nous avons eu dix concours. Premier essai : raté. Le deuxième saut est magnifique et Sergueï Bubka passe bien au-dessus de la barre. La séance d'autographes peut commencer. Enfants et adoles-

C. D.

Une nouvelle voie dans les Drus

La « Destivelle »

Après dix jours d'ascension solitaire par la face ouest des Drus, Catherine Destivelle est sortie dans la nuit du 4 au 5 juillet d'une nouvelle voie, réalisant une première selon une technique presque oubliée.

CHAMONIX

Correspondance

L'époque est à la « grimpe express » dans des voies déjà ouvertes. L'escalade est ainsi devenue parallèle à la lecture rapide d'un itinéraire décodé, à partir de ses moindres difficultés, répétées jusqu'à la maîtrise parfaite du geste idéal. On avait presque oublié qu'on pouvait encore écrire sa propre voie. L'exercice demande d'autres défis et d'autres moyens. Pour le réaliser Catherine Destivelle a choisi un des obstacles où les plus grands alpinistes ont gravé à coups de marteau et de piole leur prose verbale : les Drus.

Ce gigantesque élan de gravité (3 754 m) en bordure de la vallée de Chamonix avec ses fissures, ses dômes, ses blocs, ses corniches, ses vases et autres bouillottes qui s'enchevêtrent sans cohérence est convoité par tous les grimpeurs. Cela a permis le tracé de trente-quatre voies différentes (sans compter les nombreuses variantes) avant qu'une femme de trente et un ans, mesurant 1,63 m pour 55 kilos, vedette de l'escalade moderne, ne parvienne à en inventer une de plus. En octobre 1990, Catherine Destivelle avait en quatre heures le célèbre voie Bonatti que celui-ci, en 1955, avait mis six jours à grignoter (alors que Thomas Gross, vingt ans plus tard, mettra dix-huit jours pour ouvrir, à quelques mètres de la Bonatti, la voie qui porte son nom). On e com-

par sa « première » avec sa performance. Ce n'était pas juste, estime Catherine Destivelle. Ce que j'ai fait et ce qu'il a fait n'a rien de commun. J'ai voulu repérer l'itinéraire qui lui était fait et montrer les différences entre ouvrir et répéter une voie : ce sont deux univers différents.

Lors de cette ascension, elle a repéré une ligne invisible coïncidant entre la Bonatti et l'Absolu (ouverte en 1988, en trois jours, par P. Grenier et P. Camison). C'est là qu'elle fera sa démonstration et mettra en avant des valeurs et une technique que l'on avait presque oubliées dans les Alpes. Cette technique, elle ira l'apprendre pendant deux mois aux États-Unis avec Jeff Lowe, un spécialiste de big wall, derrière peroi rocheuses à réessayer aux assauts répétés des grimpeurs. Elle apprendra à vivre au quotidien suspendue au-dessus du vide comme d'autres vivent dans un quatre pièces-cuisine. Chaque objet — brosse à dents et petite cuillère comprises — sera attaché dans un ordre bien précis.

Se vie ne sera que méthode, patience ou vertige. Et poise aussi. Car pour réussir en dix jours et en solo à gravir les 900 mètres de dénivellation de cette nouvelle voie avec ses 80 kilos de matériel répartis dans trois « sacs-enclumes » qu'elle traînera, hissera, coince, dégage, débâillera, remballera à longueur d'ascension, lors de cette première qu'elle qualifie d'« aventure vraie », elle aura eu droit aux tempêtes de neige et de grêle, à l'orage, au froid, à la chaleur, à deux chutes, à l'« horreur » d'une traversée horizontale, suspendue à de minuscules crochets, à une fissure « esadique à l'extrême » et à bien d'autres « bégaiements » que sa patience et sa volonté de réussir vaincront toujours.

PIERRE-YVES GRAVIER

محمان الأصل

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

LeMond frappe d'entrée

Dès la première étape du Tour de France, disputée dimanche matin 7 juillet dans la banlieue de Lyon, l'Américain Greg LeMond a montré qu'il possédait toujours de réelles qualités d'attaquant. Avec un groupe de dix coureurs, il a organisé une échappée, comme pour rappeler qu'il ne fallait pas oublier le gagnant du Tour 1990. Au cours du contre-le-montre par équipes, l'après-midi, un autre vainqueur de la Grande Boucle, l'Irlandais Stephen Roche, a, quant à lui, déjà quitté la course, disqualifié pour un retard au départ. Au terme du prologue de samedi et des deux étapes de dimanche, le Danois Sørensen portait le maillot jaune.

LYON

de notre envoyé spécial

Les coureurs sont hommes de grands espaces. La route est leur domaine et ils apprécient moyennement de se transformer en citadins. Les jours passés à Lyon commencent à leur peser. Rouler dans les allées d'un parc ne parvenant pas à éteindre leur soif d'échappées belles. Ils se sentaient comme des animaux privés de liberté. Ils avaient satisfait à tous les tests des médecins et répondu à toutes les questions des cameramen en mal de confidences. Bref, ils étaient fiers prêts pour le grand rendez-vous annuel.

S'élancer sur les routes du département du Rhône, dans la chaleur de ce dimanche 7 juillet, signifiait pour eux la fin de l'attente. L'effort physique prenait tout son sens. Ils partaient à la conquête d'un maillot, d'une victoire, d'un rêve. Qu'importe, dans ce cas, la difficulté d'une côte ou la forme d'un virage. En ses premiers coups de pédale, la troupe est vaillante. Elle se moque des routes étroites et «mange» le bitume avec entraînement.

Pour le plaisir des spectateurs, pour le panache, chacun s'efforce de jouer la partition le mieux possible. Un jeune Suisse, Rolf Jaermann, nouveau venu dans l'épreuve, en rajoute même un peu en effectuant un solo dès le cinquième kilomètre. Un morceau qui irrite certains et

rappelle à d'autres une histoire semblable vécue l'an passé. Pour mater l'occurrence on peut rejoindre le coup de l'échappée de Pontiers (ou Chiappucci, Peasee et quelques autres avaient pris dix minutes au peloton), ils sont une dizaine à courber la tête.

Une belle image. Une jolie équipe de dix coureurs, comme pour rappeler qu'il ne fallait pas oublier le gagnant du Tour 1990. Au cours du contre-le-montre par équipes, l'après-midi, un autre vainqueur de la Grande Boucle, l'Irlandais Stephen Roche, a, quant à lui, déjà quitté la course, disqualifié pour un retard au départ. Au terme du prologue de samedi et des deux étapes de dimanche, le Danois Sørensen portait le maillot jaune.

Opération psychologique, tentative d'intimidation ou simple conquête de places au classement général, l'affaire fut bien menée. Elle a troublé une caravane qui, depuis plusieurs jours, ruine de vieux pacifistes. Elle a mis fin aux supputations sur les qualités physiques d'un tel ou l'absence de combativité de tel autre. L'épreuve a hissé la grande-voile du spectacle dès le premier jour, et tous les amoureux du feuilleton en vingt épisodes sont ravis.

Stephen Roche tire sa révérence

Mais cette première fête, où le maillot jaune change d'épaulé à en donner le tour, n'a pas été complète. La seconde partie de la journée a été assombrie par la première. Dans le contre-le-montre par équipes, l'effort d'un coureur solitaire provoque toujours la pitié. Voir l'Irlandais Stephen Roche en perdant, entre des Italiens en file impeccable et des Colombiens avançant sous les injonctions de leur directeur sportif, aggrave ce sentiment. Le vainqueur de l'épreuve en 1987 n'est pas à sa place, son équipe est loin, l'ombre de la victoire-bataille plane au-dessus de sa tête.

Une histoire drôle pour un néophyte, de la Grande Boucle peut devenir dramatique pour un ancien champion. Stephen Roche, le coureur au regard si doux, a oublié l'heure de départ de sa formation. Ou plutôt, pour reprendre ses propres mots, il a eu «un petit besoin sanitaire» au moment fatidique. «Quand je suis revenu sur la ligne de départ, c'était déjà trop tard, dit-il. Je me suis battu plusieurs minutes avec le commissaire de course pour qu'il me laisse partir et, finalement, j'ai fait cette

étape tout seul contre le vent.

Six minutes de retard au départ, plus de onze minutes à l'arrivée, le sort du coureur irlandais était joué. Les commissaires de course n'ont pas tenu compte de ses explications et ont décidé son élimination. Le héros d'hier n'a fait qu'une journée de course avant de tirer sa révérence de bien étrange façon. Mais qu'était-il venu chercher sur ce Tour, lui qui ne voulait pas rééditer l'exploit de l'an passé, «terminer dans l'anonymat du classement»?

A trente et un ans, l'enfant des terres vertes avait trouvé un maillot dans l'équipe belge Tonton tapis, l'entraîneur d'un commerçant qui possède plusieurs magasins en Belgique et en France. Dans la sixième formation professionnelle de sa carrière, Stephen Roche devenait le leader d'une équipe modeste et d'un directeur sportif exigeant, Roger De Vlaeminck.

Mais entre l'ancien vainqueur de Paris-Roubaix et le maillot jaune de 1987, les rapports ont été tendus avant de devenir inexistants. «Stephen ne vit pas assez pour le métier. Il se couche trop tard et ne s'entraîne pas suffisamment», expliquait le directeur sportif à la télévision belge. «Il ne me connaît pas, je l'ai vu deux fois dans la saison», répondait l'entraîneur. Des échanges, ponctués d'abandons dans des courses classiques, qui ne facilitaient pas les rapports entre les deux hommes.

L'équipe Tonton tapis a bénéficié d'une «wild-card» des organisateurs pour participer au Tour, puisqu'elle ne possédait pas assez de points au classement international, mais cette faveur n'a pas rassuré les rangs de la formation. Le choix des coéquipiers de l'Irlandais est devenu une nouvelle source de rivalité entre les deux anciens champions. Entre les rêves du passé et quelques espoirs, Stephen Roche affirmait encore, quelques jours avant le départ, que «cette épreuve mérite que l'on souffre pour elle».

Il a souffert, seul sur la route, et risque de souffrir longtemps en pensant à ce départ manqué. Il n'est pas le premier à avoir «oublié» un départ. Pedro Delgado l'a précédé lors du Tour 1989. Bernard Hinault l'avait imité en s'endormant avant une étape du Midi-Pyrénées. Mais il est l'un des seuls à payer cette erreur aussi cher.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

ATHLETISME

COUPE D'EUROPE D'EPREUVES COMBINEES (Messieurs)

Le Français Christian Pissot a remporté la Coupe d'Europe masculine d'épreuves combinées d'athlétisme (groupe A), dimanche 7 juillet, à Helmond (Pays-Bas). Il a obtenu 8 518 points, approchant de 56 points son record de France (8 574 points lors des championnats d'Europe 1990 à Split, Par équipes, l'Allemagne a pris la première place devant la France.

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE FRANCE DE FORMULE 1

1. Mansell (GB, Williams Renault), les 307,512 km en 1 h 38 min; 2. Prost (Fra, Ferrari), à 5 sec; 3. Sena (Bré, McLaren Honda), à 34 sec; 4. Alesi (Fra, Ferrari), à 35 sec; 5. Paireau (Ita, Williams Renault), à un tour; 6. De Cesaris (Ita, Jordan Ford), à un tour.

CLASSEMENT DU CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

(Après sept grands prix): 1. Sena, 48 pts; 2. Mansell, 23; 3. Paireau, 22; 4. Prost, 17; 5. Figue, 16.

CYCLISME

TOUR DE FRANCE

PROLOGUE

Contre-le-montre disputé samedi 6 juillet à Lyon sur 5,4 km: 1. Thierry Marie (Fra) en 6 min 11 s; 2. Eric Bruelink (F-B) à 2 s; 3. Greg LeMond (E-U) à 3 s.

PREMIERE ETAPE

Classement de l'étape disputée dans la matinée du dimanche 7 juillet sur 114,5 km autour de Lyon: 1. Djamolidine Abdoujaparov (URS), 2 h 28 min 54 s; 2. Sean Kelly (Ir), 3. Greg LeMond (E-U); 4. Rudy Dhaenens (Bel) à 33 s.

DEUXIEME ETAPE

Classement du contre-le-montre par équipes couru dimanche après-midi sur 36,5 km entre Bron et Chassieu: 1. Ariostes, 41 min 23 s; 2. Castorama à 8 s; 3. Panasonic à 35 s; 4. Cus à 39 s; 5. PDM à 40 s. Classement général: 1. Rolf Sørensen (Dan), 3 h 16 min 56 s; 2. Greg LeMond (E-U), à 10 s; 3. Eric Bruelink (F-B) à 12 s; 4. Sean Kelly (Ir) à 26 s; 5. Rudy Dhaenens (Bel) à 33 s.

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE GRANDE-BRETAGNE A WIMBLEDON

Simple messieurs: M. Stich (All, n° 6) b. B. Becker (All, n° 2) 6-4, 7-6 (7-4), 6-4. Simple dames: S. Graf (All, n° 1) b. G. Sabatini (Arg, n° 3) 6-4, 3-6, 8-6. Double messieurs: J. Fitzgerald/A. Jarryd (Aus/Sue, n° 2) b. J. F. F. L. Lavallo (Arg/Ind) 6-3, 6-4, 6-7 (7-9), 6-1. Double dames: L. Savchenko/Zvereva (URS, n° 2) b. G. Fernandez/J. Novotna (E-U, Tch) 6-4, 3-6, 6-4. Double mixtes: J. Fitzgerald/J. Smylie (Aus, n° 2) b. J. Pugh/N. Zvereva (E-U/URS) 7-6 (7-4), 6-2.

Le retour des bannis du sport

Suite de la première page

Malgré quelques tiraillements au sein du comité olympique «par interim» — certains radicaux (minoritaires) anti-apartheid ont refusé de se rendre à Lausanne estimant un retour prématuré —, la création de fédérations multiraciales est acquise dans certains sports (football, athlétisme), ce bonne voie dans d'autres (rugby, boxe).

La décision du CIO, si elle «libère» des sportifs repêchés sur eux-mêmes depuis vingt et un ans — moins en ce qui concerne les disciplines non olympiques comme le rugby, le golf, l'automobilisme ou le motocyclisme —, soulage aussi l'ensemble du sport international. Car cette mise à l'écart, utilisée comme principal levier d'action par les mouvements anti-apartheid illégaux dans leur pays comme le SANROC (Comité olympique sud-africain non racia), a engendré de multiples crises. De journées «pirates» en boycottages, le sport a parfois éprouvé bien des difficultés à contenir ses troupes, à résister aux pressions politiques et à garder bonne conscience. Absente des terrains, l'Afrique du Sud était toujours là qui rôdait en coulisses...

En 1970, une tournée en Grande-Bretagne de son équipe nationale de rugby — le sport le plus populaire chez les Blancs — déclencha de violents incidents à Londres. En 1976, les rugbymen néo-zélandais se rendirent en Afrique du Sud. Vingt-sept pays africains décidèrent de boycotter les Jeux olympiques d'été de Montréal pour protester contre la participation de la Nouvelle-Zélande.

En avril 1983, lorsque

M. Edwige Avic, ministre de la jeunesse et des sports, interdit les relations des sportifs français amateurs avec le pays de l'apartheid, le XV de France doit annuler une tournée prévue deux mois plus tard. M. Albert Ferrasse, le président de la Fédération de rugby, crie à l'injustice: «Si je suis représentant de commerce, je peux me rendre à Pretoria pour y vendre du matériel, mais si nous y allons avec un ballon de rugby, ce n'est plus possible...»

En 1986, trente-deux pays africains, asiatiques et caribéens boycottent les Jeux du Commonwealth, organisés à Edimbourg (Ecosse), afin de protester contre le refus de la Grande-Bretagne de prendre des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Boycottage à géométrie variable

La liste est à l'infini des incidents et des menaces plus ou moins mises à exécution. Tirailles entre les exigences de la finance et celles de la morale, les instances du sport, comités olympiques et fédérations, ont souvent été embarrassées devant tant de polémiques. D'où, parfois, un manque d'empressement à se démarquer de l'Afrique du Sud. Ainsi 4-4-11 fallu attendre 1986 pour qu'aucun Grand Prix de formule 1 ne soit plus disputé à Kyalami et 1989 pour que la Fédération internationale de tennis suspende ce pays de ses compétitions (coupe Davis et coupe de la Fédération).

Très souvent, il s'est donc agi d'un boycottage à géométrie variable, en fonction des sports et des pays. Bien des champions se sont battus entre les mailles du filet. Les Etats-Unis n'ont pas été très

regardants pour naturaliser des champions sud-africains comme le coureur de fond noir Sydney Marey ou l'ancien finaliste de Wimbledon Kevin Curcio. Mais l'utilisation du passeport britannique auquel avait droit la «coureuse au pieds nus» Zola Budd suscita de telles polémiques que la championne en arriva à renoncer à la compétition. En France, après plusieurs saisons passées au Racing club de Toulon, le Springbok Eriq Melville finit par se retrouver sous le maillot de l'équipe nationale.

A l'inverse l'Afrique du Sud ne fut jamais avare de dollars pour faire venir sur son sol des champions à la réputation internationale. A partir de 1981, le centre des Nations unies contre l'apartheid établit une «liste noire» annuelle de sportifs ayant eu des contacts avec ce pays. On y trouva jusqu'à deux cent cinquante noms parmi lesquels les tennismen Guillermo Vilas, Claudio Panatta et Henri Leconte, les golfeurs Jack Nicklaus et Lee Trevino, et même le rugbyman français Serge Blanco.

Ces dernières années, des joueurs de cricket britanniques ou des rugbymen néo-zélandais se sont rendus à titre «privé» à Johannesburg ou Pretoria. Du 17 août au 2 septembre 1989, huit vedettes du rugby français, dont les internationaux Frank Messner, Pierre Berbizier, Denis Charvet et Philippe Sella, ont été le centenaire de la Fédération sud-africaine en compagnie d'une douzaine de Britanniques et de six Australiens (le Monde du 19 août 1989).

Inversement, les champions Springboks, toujours soucieux de rompre un isolement qui les empêchait de progresser, sont partis à l'étranger. De nombreuses vedettes du rugby ont ainsi pris le chemin de l'Italie où elles ont pu monnayer leur talent et assurer le public italien de leur hooove volenté, à l'image du demi d'ouverture Nasa Botha exilé à Rovigo (nord de l'Italie), qui certifiait, en janvier 1988: «L'intégration se fait. En tant qu'entraîneur

d'équipes de jeunes, je crois que j'ai entraîné plus de Noirs que de Blancs dans ma carrière. On a demandé au sport sud-africain de montrer l'exemple. Il l'a fait. Cet isolement est stupide, insupportable». M. Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, n'était pas du même avis, lui qui, en février 1990, notait des «signes dans le bon sens» mais déclarait: «L'apartheid existe toujours...». Aussi, nous devons nous montrer très prudents afin d'éviter toute erreur de précipitation.

Un an et demi plus tard, après de nombreuses négociations menées par de hauts responsables du sport africain, la réintégration de l'Afrique du Sud au sein du mouvement olympique est donc en bonne voie. Réunis le 29 juin à Luxembourg, les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne se sont d'ailleurs prononcés en faveur de la levée des sanctions.

Les athlètes sud-africains devraient participer au plus vite aux différentes compétitions internationales. Une équipe d'athlétisme pourrait ainsi prendre part aux championnats du monde de Tokyo, à la fin du mois d'août. En ce qui concerne le rugby, un sport dévalué en l'absence des Springboks, M. Ferrasse, qui a toujours entretenu d'excellentes relations avec les dirigeants sud-africains, souhaite être le premier à accueillir leur équipe nationale, à Paris, pour un match contre le XV de France. De même, la prochaine Coupe du monde de rugby, en 1995, pourrait avoir lieu au pays des «Boks». Mais, dans l'immédiat, l'objectif prioritaire des responsables du sport sud-africain est de participer, en 1992, aux Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone. A moins d'un revirement de dernière minute, la réunion de la commission «apartheid et olympisme» du CIO devrait leur donner satisfaction.

PHILIPPE BROUSSARD

Marie-Thérèse Guichard a rassemblé quelques portraits d'égéries dans une galerie très allégre... Ni mondaines ni frondeuses, ce furent d'abord des têtes politiques, des femmes efficaces qui firent évoluer les mentalités et ouvrirent à Edith Cresson la route de Matignon.

Jacques Nobécourt, L'Express



Payot

Document

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

NI TOTEM, NI TABOU.



FREUD

UNE VIE

PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Elisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE

PHOTO

La Belgique malgré tout

La création d'outre-Quévrain
présentée par le Centre national de la photographie

LA PHOTOGRAPHIE BELGE
au Palais de Tokyo

René Magritte disait en 1946: «Les groupements d'artistes parce qu'ils sont «wallons» ou parce qu'ils seraient, par exemple, «végetariens» ne m'intéressent en aucune façon, quoique des artistes «végetariens» auraient une petite supériorité sur les autres «wallons», un comique appréciable.» La boutade n'est qu'en partie exacte en ce qui concerne le très copieux et indigeste panache de photographes belges réunis au Palais de Tokyo.

Cet amalgame hétérogène de quarante noms, qui ne comporte pas la moindre notice sur les auteurs ou la nature de leur travail (il n'y a pas non plus de catalogue général), débute par un rappel historique qui montre qu'en Belgique on a fait ce qui se fait partout. Des vues de sous-bois, de canaux, ou de l'hotél de ville de Bruxelles en construction. Et même un très gros plan de mouche. Mais, les réflexions incendiaires de Wiertz sur la photographie sont totalement passées sous silence. Et il ne figure qu'une étude pour tableau de Knopff, représentant Marguerite Knopff, les yeux fermés, alors que toute sa peinture s'inspire de la photo - et même la copie.

Nus
«rubéniens»

Pour conter l'histoire de la photographie belge, Robert Delpire a délibérément adopté un point de vue quantitatif. Chaque auteur n'est donc évoqué que par quelques images, à l'exception de Misonne et de Norbert Ghisland (1878-1939), qui met en scène, sous la verrière de son atelier à Frameries, la société de son temps. On trouve chez ce Sander pictoresque un goût de la satire et un sens inné de l'atypique, qui fleurit chez la plupart de ses compatriotes. Par ses portraits diversifiés, il représente l'identité imaginaire d'une société qui se déguise pour échapper au carcan de la conformité (1).

Côté classique, on peut admirer les vues d'atmosphère et les études d'intérieur du Liégeois Gustave Marissiaux, l'un des premiers à effectuer, vers 1911, des tirages couleur sur papier. Ses autochromes sensuels interrogent le spectateur de la nature. Mais comment expliquer l'absence de Romain Jckx, contemporain de Misonne, dont l'activité couvre une quarantaine d'années, de 1886 à 1926? Et celle d'Edouard Hannon, un des fondateurs de l'Association belge de photographie, et surtout l'un des précurseurs du journalisme moderne, par ses reportages effectués au tournant du siècle aux Etats-Unis et en Russie?

A l'opposé des pionniers que cet ensemble aurait pu contribuer à révéler, Willy Kessels participe, dans les années 50, à la «subjective photographie», influencée par le Bauhaus et le surréalisme, ses expérimentations concrétisent sur un mode fantastique ou irrationnel le monde visible. Très international, ce proche collaborateur de Joris Ivens n'est véritablement belge que par l'opulence rubénienne de ses nus. Pierre Dufréuil, à la fois français et belge, présente par ses vues techniques qui incar-



«Zelfportret» de Dirk Braeckman

nent la pensée de ce porte-parole des modernistes opposés à Misonne, est desservi par des pièces qui restituent mal la sensibilité et la poésie de son monde. René Magritte a droit à quatre vignettes de moyen intérêt, hormis le célèbre *Echiquier*, brandi par Louis Scutenaire, mais Paul Nougé, dont l'œuvre photographique récemment montrée à l'ARC incarne la quintessence du surréalisme, est absent, tout comme Marcel Mariën, et surtout Marcel Broodthaers, leur digne successeur. Pierre Cordier assure la liaison entre la photo historique et l'écotemporalité avec ses cibin-grammes, technique qu'il a inventée en 1956. On cherche en vain à ses côtés Gilbert et Keyser et ses compositions abstraites et ton angoissé, aux formes souvent angéliques. De même, on déplore l'absence de Marcel G. Lefranc, celle de Serge Vandecasteele, seul photographe du mouvement Cobra, et de Raoul Ubac.

Le portrait est une des constantes de la photographie belge. Il exprime la fascination et l'exploration des visages dont témoignent des classiques comme Roland d'Ursel et Charles Leirns, qui recherche le «vrai» et sublime la tête des grands artistes (Ensor, Delvaux) qu'il fait poser chez lui. Mais où est donc passé Georges Thiry, amateur passionné qui accumula près de quarante mille négatifs et fixa au Rollei avec une grande cohérence stylistique tout le gotha artistique belge, de Jean Ray à Bol Bur, en passant par Ghelderode, Doctement et Sternberg?

La partie contemporaine n'est guère mieux équilibrée, hormis les autoportraits virulents et douloureux, remodelés à l'éponge, de Dirk Braeckman, figure d'un nouvel expressionnisme à la flamande, le travail de découpe sur la surface et la lumière de Pierre Houemant, influencé par l'esthétique de l'entre-deux-guerres, les ours subtils, ment décadents à la gonnie bichromatisée de Janssens, et bien sûr, les séduisants portraits carrés de Marc Trivier. Il y a peu à dire des «classiques» du reportage (Frank, Gruyter, Van den Eeckhout, de Keyser) et des chromo-néo-pictorialistes fous, vifs et colorés de Hubert Grooteclaus, John Vink, membre de l'agence Vu, est plus probant lorsqu'il photographie ses compatriotes et son terroir plutôt que les camps de réfugiés bulgares ou soudanais.

Déception aussi chez les «plasticiens», souvent connus en France, et desservis par les travaux qu'ils présentent. C'est le cas de Pierre Radisic et de ses images manipu-

lées sur virage polychrome, nettement moins fortes que ses grandsissements hors nature de visages de couples, de Christian Carrez et des maquettes dégradées de ces Souverains de guerre bâtis sur l'interpré-

tion personnelle de la mémoire et des compositions sages et obsolètes de Ludo Gheysels, qui semble renier le théâtre baroque et symbolique qui l'a fait connaître. On rétorquera que ce choix peu valorisant est imputable aux artistes et non aux commissaires.

Un panorama
pléthorique

Restent les ébénistes. Volontaires, comme Gilbert Fastenackels et François Hers, involontaires comme Damien Huysen, Christian Meynen, Hélène Marial, Hermann Bertiaux et son insolite fresque sociologique brossée sur la capitale de l'Europe. Ou bien encore, inexcusables, ainsi Stefan de Jaeger, et ses montages cubistes au polaroid, qui poursuivent par d'autres moyens la chimie graphique de Pierre Cordier; Marins Cox et l'exotisme imaginaire de ses faux voyages; Marie-Françoise Plissart et ses remarquables photos-romans, publiés en album (éditions de Minuit). Il faut s'interroger en revanche sur le reportage, sur les abstractions de Michel Papellier dans la lignée de Marc Trivier, les portraits corréolis de Daniel Brunner, et les montages de Philippe Sahiez. Ses vues de plages, gares, ciel bleu, mer, ou chambres d'hôtel font penser aux films de Chantal Ackermann.

Ce panorama pléthorique se contente d'un survol chronologique sans ligne de force, sans réflexion de fond, et sans souci de cerner une «originalité» spécifique. Pourtant la photographie belge a ses caractéristiques propres: la dramatisation de la lumière, l'oniisme, et un goût certain de l'arrogance. Globalement individualiste, elle n'est pas nationaliste et se détache par le croisement des cultures. On peut croire le critique qui écrivait: «La photographie belge a ceci de particulier de n'être pas particulière». Encore faut-il être complet lorsqu'on se veut didactique.

PATRICK ROEGERS

► La photographie belge, des origines à nos jours, présentée par le Centre National de la photographie, avec la collaboration des Musées de la photographie d'Anvers et de Charleroi. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 16 septembre.

(1) Norbert Ghisland, textes d'André Balhazart, n° 48. Photopoché 30 F.

DANSE

Deux Juliette hors série

Alessandra Ferri et Sylvie Guillem sauvent le ballet McMillan

L'AMERICAN BALLET THEATRE
au Palais Garnier

Voir *Roméo et Juliette* de Kismet McMillan (créé en 1965 par Margot Fonteyn et Rudolf Nurev) est une épreuve qu'on ne souhaite à personne. La chorégraphie est inutilement compliquée, dépourvue de la moindre imagination créatrice: on sauvera à la rigueur quelques moments dans les pas de deux du couple vedette mais les ensembles combinent platitude et fouillis avec une rare pénétration. La laideur des décors de Nicholas Georgiadis le dispute à la tristesse de ses costumes; l'oreille n'étant pas plus à la fête avec la pompeuse partition de Prokofiev. Mais voilà: il y aura toujours des danseurs pour vouloir incarner les amants de Vénus version McMillan ou autres (elles ne manquent pas) parce qu'ils y trouvent l'occasion de développer toute une soirée ces grands rôles dramatiques que la danse moderne a répudiés en même temps que la narration. La médiocrité leur importe moins que la gracieuse sensation de jouer Shakespeare comme des acteurs.

Par bonheur, l'American Ballet Theatre nous a offert deux Juliette hors série, Alessandra Ferri et Sylvie Guillem (on n'a pas eu le courage d'y retourner pour Amanda McKerron et Leslie Brown). Est-ce son sang italien qui fait de Ferri une Juliette quasiment «idéale», telle qu'on se la représente? Petite, meuble, vif-argent, grands yeux et sourcils très noirs, elle vit son personnage et ses mille nuances, de l'adorable capotage du début à l'incandescence de la passion, avec un

emportement et une sincérité qui captivent à chaque instant.

Sylvie Guillem ne danse pas «mieux» que telle ou telle ballerine. Elle danse «autrement». Elle n'est pas «la plus grande danseuse du monde», elle est unique, absolument. Tout a été dit, rien ne paraît pouvoir traduire l'ensorcelante beauté de sa danse, voluptueuse danse de sole et de volutes, dont son seul geste trace d'effort est exclue mais qui semble à chaque vision plus fluide, plus inspirée. Ses récentes Giselle, Bayadère, Manon l'avaient déjà montré: nature un peu retenue, sans doute par pudeur, l'interprète aujourd'hui se libère, atteint une sorte d'abandon héroïque, une vérité bouleversante, sans cesse de s'interdire tout effort, tout truc, tout excès. Ses

regards sur la porte par où Roméo s'est enfui après une nuit d'amour, l'honneur expiré par chaque fibre de son corps au contact de Paris, son réveil au tombeau et son suicide, tout aura fait de son troisième acte un de ces moments suprêmes qui marquent la vie d'un spectateur.

Juliette d'un soir seulement, Guillem dansera deux fois cette semaine (les 10 et 12) Fall River Legend, d'Agnes de Mille, où elle n'est pas moins déchirante - et qui a sur le *Roméo* de McMillan l'avantage non négligeable d'être un authentique chef-d'œuvre.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris Garnier, jusqu'au 14 juillet. Tél.: 47-42-53-71.

THEATRE

Royal de Luxe à Berlin

Pour leurs premiers jours de canicule estivale, les Berlinois ont eu le droit ce dernier week-end, les vendredis 5 et 6 juillet, en plein cœur de leur ville, à la «Véritable Histoire de France» présentée par le Royal de Luxe. La célèbre troupe de spectacle de rue a remporté un triomphe.

Les deux soirs, près de 10 000 personnes sont venues communier aux tourments de Jeanne d'Arc là où il y a un an on était avec un enthousiasme non moins grand la réunification de Berlin. Les comédiens avaient installé leur machinerie sur la place Marx-Engels, au pied du palais de la République érigé par les communistes pour célébrer les fastes

de leur régime, à l'emplacement du château des rois de Prusse. La troupe française est venue à l'initiative de la UFA Fabrik de Berlin-Ouest, mais ce spectacle n'a été rendu possible que grâce à un effort particulier de la ville et des responsables des affaires culturelles françaises, en Allemagne comme à Paris. Rien qu'obligé de serrer tous les boulons depuis la réunification de la ville, le sénateur pour la culture, M. Ulrich Roloff-Mömmig, avait tenu à faire un geste pour marquer sa volonté d'ouvrir sur l'extérieur la politique culturelle du nouveau Berlin.

H. de B.

MUSIQUE

Torhout-Werchter
le festival itinérant

Depuis 1977, cette manifestation propose une même affiche
rock deux jours de suite dans deux villes flamandes

«Il faut décentraliser le rock», s'est dit un jour Herman Schueremans. Alors il a invité les Dire Straits et Talking Heads débattants à se produire près de chez lui, à Werchter, petite ville située à 20 kilomètres de Bruxelles. «Il faut briser le gigantisme», a-t-il constaté ensuite. Alors, quand, en 1977, ces concerts deviennent un festival, Herman Schueremans décide de coupler son organisation avec un site: à Torhout, près de Bruges.

Deux jours, deux parcs, une affiche. L'idée étonne mais plaît. De 5 000 spectateurs au départ, le double festival plafonne aujourd'hui à 60 000 entrées par jour. Un plafond voulu afin de préserver de décentes conditions d'écoute et de vision. Afin surtout de «ne pas être victime de son expansion et d'assurer une programmation de qualité». Et comme la qualité ne se trouve pas à chaque coin de rue, on feuilleterait l'album de famille, on remarquerait la liste des habitués (Elvis Costello et U2 sont déjà venus trois fois); quatre des neuf groupes qui ont joué les scènes de Torhout et de Werchter les 6 et 7 juillet avaient déjà participé au festival précédemment. Ainsi, Dave Stewart, consacré à deux reprises avec Eurythmics, revenait en début de programme avec ses Spiritual Cow-Boys. Deux batteries et trois guitares pour une visite enthousiaste de l'histoire du rock. «J'avais personnellement contacté l'organisateur, car peu importe la

place sur l'affiche, je voulais jouer ici, confie-t-il. On y rencontre des artistes très différents, et le public apprécie le mélange des styles.» Et le country blues charmeur de Bonnie Raitt de succéder à la «danse» des Happy Mondays, toujours aussi débordants sur scène. Mais Herman Schueremans parle avec une certaine fierté de ses découvertes, des groupes invités avant leur décollage. Ainsi les Pixies, revenus en vedette deux ans après.

Enfin, il y a les grosses pointures chargées d'attirer la foule. Une incroyable pluie de bouteilles en plastique a salué Iggy Pop; les balades touristiques au Brésil et en Afrique du Sud de Paul Simon culminent l'atmosphère avant qu'un véritable orage n'accueille le retour au rock de Sting (voir encadré ci-dessous).

Grâce au travail de 800 techniciens, les horaires furent respectés avec précision (ouh! oh! ces longs temps morts qui tuent trop de festivals) et la discrète sécurité n'a pas eu de travail sérieux à effectuer. «Le festival fait vraiment l'unité dans la population», estime M. Paul Vanthournout, échevin (adjoint) des festivités de Torhout. Grâce à lui, notre ville est connue des jeunes dans toute l'Europe. Le rock a donné une autre dimension à Torhout.»

CHRISTOPHE DECAEVEL

Vinx, seul sur la route

Tous les soirs depuis janvier dernier, Vinx chante et joue des percussions un quart d'heure devant une dizaine de milliers de personnes. Avant Sting, après le groupe qui assure la première partie (Concrete Blonde aux Etats-Unis, 29 Palms en Europe), la «découverte» de l'auteur de *Roxane* essaie de parer au plus pressé: ne pas se faire voler hors de scène par une foule impétueuse, de ne pas faire fuir cette foule vers le bar. Et, finalement, on se souvient de sa voix souple et chaude, de ses mélodies sinuées et séduisantes, de ses pléiades acérées.

Quand, à la fin du concert de la star, il rejoint le groupe pour faire les chœurs et les percussions, on est content de le revoir.

Au beau milieu de la tournée mondiale de Sting - encore six mois à tirer - Vinx fait le point sur sa rencontre avec son mentor, ses conséquences grandes et petites: «Si tout s'était passé comme Sting l'avait rêvé, j'aurais été un sans-abri qui faisait la manche au coin des rues avant qu'il ne me touche avec sa baguette magique», dit Vinx en riant. Sur le pochoir de *Roxane in My Father's House*, Sting raconte comment il a découvert Vinx par hasard, en entrant dans un petit club pour s'abriter de la pluie: «En fait, je faisais la première partie de Rubben Ford, le guitariste de jazz, dans l'un des mille clubs de Los Angeles, ce qui suppose un certain niveau de réussite professionnelle.» Finalement l'effet Rashomon s'est produit, et les deux récits coïncident sur la suite des événements: Sting a demandé à entendre un disque de Vinx, celui-ci lui a avoué qu'il n'avait pas de contrat d'enregistrement, Sting l'a fait signer sur IRS, le label de Miles Copeland, son manager. «Des producteurs m'avaient déjà fait des offres, dit Vinx. Mais il vou-

lent m'arranger, faire de moi un crooner noir, un nouveau James Ingram. Sting a été le premier à me promettre de préserver ma musique. Pendant l'enregistrement, il a fait un excellent chien de garde. Personne n'est venu m'embêter, parce que j'étais avec Sting.»

La musique de Vinx ne ressemble que de très loin aux catégories généralement admises. Percussionniste autodidacte qui a ensuite vérifié ses intuitions en poursuivant des études, il joue avec les Barking Feet, le groupe de percussionnistes qu'il a réuni à Los Angeles, une musique aérée influencée par le jazz que par la musique africaine contemporaine, le rap pour la pulsion, les synthétiseurs et séquenceurs auto-intervisés de séjours sur *Rooms in My Father's House* ou la aoul sophistiquée. Sur son disque on retrouve Herbie Hancock au piano, Tej Majal, qui vient s'effriter (il le fait aussi bien qu'il joue de la slide guitar), d'autres stars suffisamment impressionnées par le talent de Vinx.

D'origine martiniquaise (son nom de famille est Parratte), Vinx a été un athlète de haut niveau, membre de l'équipe nationale d'athlétisme des Etats-Unis, spécialiste triple-saut. Il a dédié son disque à son chanteur préféré, son père: «C'était un chanteur de jazz amateur. Un jour à Chicago, il s'est présenté à un concours dont le premier prix était un contrat d'enregistrement. Il est arrivé second, le premier était Billy Eckstine. Mon père a arrêté la musique et a fondé une famille. J'ai dû vivre avec cette frustration permanente, et j'ai toujours su que je devais essayer, que je réussissais ou non.»

THOMAS SOTINEL

EN BREF

► La mort de Bertrand Bonvoisin. - Le comédien Bertrand Bonvoisin est mort le vendredi 5 juillet à Villerville des suites d'un cancer. Il était âgé de trente-neuf ans. Elève d'Antoine Vitez et de Marcel Blauval au Conservatoire de Paris, Bertrand Bonvoisin avait joué sous la direction de Bruno Bayen (*Schielmann*), Bernard Sobel (*Edouard II*), André Engel (*Le Méchant*) ou Sophie Louachevski dans *Sade*. Acteur intérieur, incandescent, il avait fait sa dernière apparition aux Amandiers de Nanterre en 1987 dans *Pionniers à Ingolstadt*, de Marie-Louise Fleisser, aux côtés de sa sœur Béatrice.

► Mort du poète américain Howard Nemerov. - Le poète américain Howard Nemerov est mort vendredi 3 juillet à Saint Louis (Missouri) des suites d'un cancer.

Il était âgé de soixante et onze ans. «Poète lauréat» du gouvernement américain de 1988 à 1990, professeur à l'université de Washington, Howard Nemerov, qui exprimait dans sa poésie un certain conservatisme formel, avait reçu le prix Pulitzer pour ses *Collected Poems*, parus en 1977. Auteur d'une vingtaine de recueils, il avait également publié plusieurs romans ainsi que des essais sur Proust, Dante et William Blake.

La création c'est en
Seine Saint-Denis

La Seine
Saint-Denis
en Avignon

10 au 26 juillet
Cloître des Carmes

MC 93

Le cas Müller I. II. III.
de Jourdeuil-Peyret

Seine Saint-Denis
Conseil Général



EXERCICE 1990

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 25 juin 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990.

En 1990, le périmètre de consolidation s'est considérablement élargi. D'une part, la société Sofibec, maison mère d'ECCE, a été intégrée globalement. La participation d'Inter Technique ayant été portée de 10 à 86,7 %. D'autre part, la part du résultat net de Socan mis en équivalence a été portée de 22,5 à 34,3 %, Inter Technique ayant augmenté sa participation dans ces proportions.

Au niveau consolidé, le résultat net des opérations s'est élevé à 100,2 millions (dont 9,2 millions dus à l'élargissement du périmètre), contre 94,1 millions. Le résultat net hors opérations est une perte de 4,2 millions contre, en 1989, un bénéfice de 55 millions dû à la cession des trois quarts de la participation dans IN2.

La part des minoritaires dans le résultat net est de 2,5 millions en 1990 contre 2,4 millions.

Un écart d'acquisition de 10,8 millions, résultant de l'acquisition des participations, sera, suivant la pratique constante chez Inter Technique, amorti en totalité dans l'exercice par imputation sur le résultat net.

Au niveau de la société, le résultat net s'est élevé à 86,7 millions de francs.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 23,50 francs net par action, soit un revenu global de 35,25 francs, en augmentation de 6,8 % sur celui de l'année précédente.

Au cours de sa séance, l'assemblée générale ordinaire a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Daniel Blondé et ratifié la nomination par cooptation de M. Raymond Boutteville, faite à titre provisoire par le conseil du 5 février 1991.

A fin mai 1991, la situation commerciale fut apparue une augmentation de 3,1 % du montant des commandes reçues (661,8 contre 641,9 millions à fin mai 1990) et une très légère baisse du chiffre d'affaires (544,5 contre 549,9 millions).

Après avoir rappelé les perspectives très positives d'évolution structurelle des marchés sur lesquels s'exercent les activités d'Inter Technique, le président a indiqué que la situation actuelle se caractérise par une incertitude quant à ce que sera l'exercice 1991. Il a précisé qu'à son sens les résultats de cet exercice devraient être inférieurs à ceux de 1990, malgré la bonne tenue des activités constatée à fin mai.



TURQUIE

1) Le Conseil d'Etat turc, dans un arrêt dont le texte est attendu, vient de rejeter le pourvoi que le gouvernement turc avait introduit à la suite du jugement du tribunal administratif d'Ankara de janvier 1990. Ce jugement avait annulé un acte administratif ayant autorisé le gouvernement à vendre à CEMENTS FRANÇAIS des actions de 5 sociétés anonymes.

2) Il convient de rappeler que :

- la transaction par laquelle CEMENTS FRANÇAIS, de bonne foi, a acheté et payé ces actions relève d'un contrat de droit privé soumis à des règles d'arbitrage international ;
- la procédure en cours relève du droit administratif. Elle ne vise pas la vente elle-même et a été ouverte après la réalisation de celle-ci ;
- à aucun moment, le droit de CEMENTS FRANÇAIS à exploiter les cinq cimenteries n'a été remis en cause ;
- enfin, il y a eu deux actes administratifs ayant autorisé le gouvernement à vendre les actions. La procédure n'a concerné que le second acte.

Le premier n'a jamais été attaqué et ne peut plus l'être pour raison de forclusion.

3) SET CIMENTO, filiale de CEMENTS FRANÇAIS, poursuit normalement ses activités en Turquie.

CEMENTS FRANÇAIS sur minitel : 3616 CLIFF



FRF 205 000 000

Financement en Crédit-Bail d'un Boeing B737-300

Locataire

AIR FRANCE

Baileur

GLE ARUM BAIL

Participations Financières

BNP Intercontinentale

SOFAL

SOVAC Entreprises

Crédit Local de France

BNP Guyane

Acquiescent et Agent

BNP INTERCONTINENTALE



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINECelle annonce paraît
à titre d'information

Juin 1991

Maison Worms & Cie

L'assemblée générale tenue le 27 juin 1991 a adopté MAISON WORMS & Cie comme nouvelle dénomination sociale se substituant à WORMS & Cie.

Il est rappelé que MAISON WORMS & Cie détiend, entre autres actifs, 41,7 % du capital de WORMS & Cie, société cotée résultant de la fusion, le 28 juin 1991, de SIMER et de PECHELBRONN.

La gérance de MAISON WORMS & Cie composée de :

MM. Nicholas CLIVE WORMS
Claude JANSEN
Claude PIERRE-BROSSOLLE
Jean-Philippe THIERRY
Gilles BOUTHILLIER
Jean-Luc LEPINE
Edouard SILVY

est complétée des nominations de

Monsieur Antoine LABBE depuis le 1^{er} juillet 1991 et de Monsieur Léon BRESSLER à compter du 1^{er} janvier 1992.

Worms & Cie

Les assemblées des sociétés SIMER et PECHELBRONN, tenues le 28 juin 1991, ont approuvé la fusion des deux sociétés et l'adoption de WORMS & Cie comme dénomination sociale.

Lors de sa réunion du 28 juin 1991, le Conseil de Surveillance :

- a désigné M. Jacques LEGRAND, comme Président du Conseil de Surveillance ;
- a approuvé la nomination, comme Gérants de :

MM. Nicholas CLIVE WORMS
Jean-Luc LEPINE
Jean-Philippe THIERRY

A la suite des opérations de fusion-absorption, le capital de WORMS & Cie se compose, sur la base des données actuellement connues, de 3 486 146 actions.

Le Conseil de Surveillance a approuvé le principe d'une division par 9 du titre WORMS & Cie, destinée à faciliter les opérations d'échange pour les actionnaires de PECHELBRONN. Le capital de WORMS & Cie sera ainsi réparti en environ 31,3 millions de titres.

Les opérations matérielles d'échanges de titres interviendront en principe à l'issue de la liquidation de juillet, dès que les formalités nécessaires auront été accomplies auprès de la Société des Bourses Françaises en vue de la cotation des actions WORMS & Cie sur le marché à règlement mensuel. Elles entraîneront les conséquences suivantes :

- à chaque action PECHELBRONN seront substituées trois actions WORMS & Cie ;
- à chaque action SIMER seront substituées neuf actions WORMS & Cie ;
- l'action WORMS & Cie remplacera l'action PECHELBRONN au compartiment du règlement mensuel de la Bourse de Paris.

Worms & Cie*

	99,2%	34%	30%	45,2%	43%	33,3%
Adams	Samit Loui*	Financière Truffaut	Compagnie Nationale de Navigation*	Art Union	Demachy Worms & Cie	
Assurance	Industrie	Luxe	Transport	Immobilier	Banque	

(* Sociétés cotées à la Bourse de Paris (réglement mensuel ou semestriel))



Groupe Worms & Cie

Carrefour

a pris le contrôle de

VINIPRIX
EUROMARCHE

La BNP a conseillé CARREFOUR
pour la réalisation de cette transaction
et en a assuré le financement



845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le premier
titre
d'information
des cadres.
(IPROS 90)

EMPRUNT Juillet 91
F. 1,6 milliard

320 000 OBLIGATIONS DE F. 5 000 NOMINAL
Assimilable à l'emprunt 9,30 % Juillet 1991, issu de l'OFPE du 20 Juin 1991

DATE DE RÈGLEMENT : 22 Juillet 1991.
PRIX DE SOUSCRIPTION : 98,65 %
soit F. 4 932,50 par titre comprenant le prix
d'émission 98,548 % (F. 4 927,40)
et le coupon couru de 0,102 % (F. 5,10).

INTERET ANNUEL : 9,30 %, soit F. 465 par
titre payable le 18 Juillet de chaque année,
et pour la première fois, le 18 Juillet 1992.

DATE DE JOISSANCE : 18 Juillet 1991.

DURÉE : 9 ans et 362 jours.

AMORTISSEMENT NORMAL : En totalité
le 18 Juillet 2001 par remboursement au pair.

TAUX NOMINAL : 9,30 %
TAUX DE RENDEMENT
ACTUEL BRUT : 9,53 %
AU 22 JUILLET 1991

Une note d'information (voir
COB n° 91/362 du 3 Juillet 1991)
peut être obtenue sans frais
auprès de la RATF :
53 ter, quai des Grands-Augustins,
75006 Paris et des établissements
chargés de placement.
Balo du 8 Juillet 1991.

مكتبة الأمل

BILLET

La France vue de « Time »

« La France a connu ces deux dernières décennies des changements extraordinaires. Elle joue un rôle de leader dans les télécommunications, (...) le TGV a rejoint la baguette et le brie parmi les preuves du génie français... » C'est le magazine américain Time International qui tresse des couronnes à notre pays dans un numéro exceptionnel, daté du 15 juillet, qui lui est consacré. Time International (l'édition américaine est diffusée) est tiré à 1,5 million d'exemplaires et vendu dans cent cinquante pays.

La France change mais est malade. Le pays s'interroge, « plongé dans le noir à la recherche de son âme », constate Time. Nan que les Français se déchirent. Au contraire : « Le secret de la France nouvelle est sa stabilité. M. Mitterrand est à l'Elysée depuis dix ans. Mais la politique a perdu son rôle de premier plan. Avec la fin des idéologies, elle n'offre plus ces joies particulières et anciennes qu'étaient nos « querelles de Gaulois » (un français dans le texte). La France nouvelle doute, « en quête d'un nouveau mythe national, d'un sens de la grandeur et d'un dessein ».

Notre âme se serait-elle perdue dans le brouillard d'une Europe exclusivement économique, c'est-à-dire d'un grand marché dominé par l'Allemagne? Time souligne « la faible base industrielle du pays ». « L'industrie française est bonne dans beaucoup de choses mais incapable de façon exaspérante de décider de concentrer ses efforts ». Une économie « touche-à-tout ». La magazine estime pourtant que la France est « la principale maître d'œuvre de l'Europe moderne ». Airbus, Ariane ou la Grande Arche sont à la pointe de notre « superbe » et de notre modernité. Le nombre de firmes françaises parmi les cinquante premières en Europe a triplé depuis dix ans. Mais ces succès ne paraissent pas suffire à garantir notre rang. Ils proviennent d'un « dirigisme », qui est remis en cause par l'unification européenne. La France, se banalisant, risque de perdre « son savoir-faire » collaborateur, dant M. Cresson serait le dernier avatar. Pourtant, loin de naitre, estime Time. Les télécommunications, la nucléaire et le TGV sont, à l'orée du vingt et unième siècle, nos nouvelles « Lumières ».

ÉRIC LE BOUCHER

Un projet d'accord industriel et financier

Cap Gemini Sogeti négocie une alliance avec Daimler-Benz

Le groupe français Sogeti (Cap Gemini Sogeti, Gemini Consulting Group), numéro un en Europe (et numéro quatre dans le monde) dans le secteur des services informatiques, négocie une alliance avec le premier groupe industriel européen, Daimler-Benz.

Dans un communiqué, publié lundi 8 juillet à Paris, la Sogeti indique que « les discussions engagées avec Daimler-Benz et sa filiale Daimler-Benz Inter-Service » visent « à faire des progrès importants », discussions sur lesquelles la Sogeti donne des éléments aujourd'hui.

Le projet d'alliance avec l'allemand Daimler-Benz s'inscrit dans la stratégie de développement du groupe définie par le président et fondateur de Cap Gemini, M. Serge Kampf : dès octobre 1989, celui-ci avait indiqué qu'il souhaitait associer au développement de Cap Gemini Sogeti (20 000 personnes, un chiffre d'affaires prévu de 11 milliards de francs en 1991) « de nouveaux actionnaires » dispo-

sés à participer à la consolidation et à l'élargissement des positions actuelles du groupe.

Comme l'explique M. Kampf, dans l'intention qu'il a accordé au Monde, « notre ambition est de devenir le numéro un mondial » dans le domaine. Au cours des derniers mois, le groupe avait réalisé plusieurs acquisitions importantes dans ce but, aux États-Unis (United Research), en Grande-Bretagne (Hoskyns) et en Allemagne (SCS). Deux augmentations de capital réalisées depuis le début de cette année avaient permis d'assurer le financement de cette croissance externe rapide.

Le rapprochement entre Sogeti et Daimler-Benz devrait se traduire notamment, et selon le projet d'accord encore en discussion, par l'entrée de Daimler-Benz à hauteur de 34 % dans le capital de Sogeti, la société mère (à hauteur de 58 %) de Cap Gemini. La Sogeti devrait bénéficier d'un

apport en capitaux supplémentaires d'environ 1,3 milliard de francs. Une société commune devrait être créée en Allemagne, regroupant les activités ayant pour les deux groupes un intérêt commun.

Depuis quelques années, Daimler avait développé une activité de services informatiques au sein de sa filiale Debits System Haus, cette société réalisant près des trois quarts de son activité pour le compte des filiales du groupe allemand. Debits System Haus est devenue le numéro un des sociétés de services informatiques en Allemagne. Le communiqué indique que les deux nouveaux partenaires s'informeraient réciproquement « sur les discussions destinées à permettre à d'autres partenaires de se joindre à l'actionnariat de Sogeti ». M. Kampf confirme que des industriels américains ou éventuellement japonais pourraient venir compléter le nouveau tour de table de Sogeti. Il conserve cependant le contrôle du groupe.

« Notre objectif est de devenir le numéro un mondial dans les services informatiques »

nous déclare M. Serge Kampf, président de Sogeti

« Le projet d'accord entre Sogeti et Daimler-Benz, rendu public le 8 juillet, prévoit l'entrée dans le capital de Sogeti du premier groupe industriel européen. Pourquoi ?

— L'objectif de cet accord est de donner à Cap Gemini Sogeti des moyens financiers supplémentaires. Depuis sa création, le groupe est financé par ses managers. Aujourd'hui, ces derniers ne peuvent plus assurer seuls son développement. Il y a deux ans, le capital de Cap Gemini Sogeti avait été réorganisé pour pouvoir fournir à des partenaires extérieurs. J'avais alors défini le profil recherché : le soutien des industriels plutôt que des financiers, des gens ayant la même ambition que nous. Je voulais m'allier à d'autres Européens plutôt qu'à des Français, mais aussi à des Américains et éventuellement des Japonais. L'accord avec Daimler-Benz s'inscrit dans cette logique. Daimler va entrer à hauteur

de 34 % dans le capital de Sogeti. Cette entrée, dont les modalités précises sont en cours de discussion, devrait se faire pour moitié par achat de parts aux actionnaires actuels, pour moitié par une augmentation de capital qui devrait rapporter près de 1,3 milliard de francs.

— L'entrée d'un géant tel que Daimler-Benz dans le capital de Sogeti (20 000 personnes, un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs en 1991) dans votre capital n'est-elle pas périlleuse à terme pour votre contrôle sur le groupe ?

— L'opération ne modifie en rien mon contrôle sur le groupe. Je conserve mes 51 % dans Skip (NDR) : holding de tête, dont le capital est partagé entre M. Serge Kampf et la CGIP pour les 49 % restants, qui contrôle toujours à 51 % Sogeti. Par ailleurs, Daimler-Benz est puissant, mais il ne l'est pas dans nos métiers. Sa société de services informatiques Debits System

Haus emploie 4 000 personnes quand, dans le même domaine, nous en employons plus de 20 000 avec Cap Gemini Sogeti.

— Daimler-Benz est allié au japonais Mitsubishi...

— Mitsubishi n'est pas du tout partie prenante à cet accord. Nous n'avons pas discuté avec eux.

— Cap Gemini Sogeti est déjà présent en Allemagne. Comment allez-vous articuler vos activités de services informatiques avec celles de Debits. Ne risquez-vous pas d'être concurrents ?

— Les activités de Debits et celles de Cap Gemini Sogeti sont très complémentaires. D'abord, il faut savoir que Debits travaille surtout pour les besoins internes du groupe Daimler-Benz : à lui seul, il représente les trois quarts du chiffre d'affaires de Debits. Ensuite, ce sont les services réseaux et le package industriel qui constituent le principal point fort de

Debits, domaine dans lequel nous sommes relativement peu présents. Il reste que cette société allemande réalise un tiers de son volume d'affaires dans le domaine des prestations intellectuelles, qui est notre spécialité. On peut donc envisager que ces services communs soient rapprochés en Allemagne. Sous la forme d'un joint-venture, par exemple. Les détails restent à préciser.

— Tout au long de 1990, vous avez mené une politique de croissance externe très active. L'argent frais que va vous apporter Daimler-Benz sera-t-il consacré en priorité à votre désendettement ?

— Nous ne sommes plus du tout endettés. Je vous rappelle que nous avons réalisé au cours des derniers mois deux augmentations de capital. Sogeti a levé 1,6 milliard de francs et Cap Gemini Sogeti 1,5 milliard. Avec cet accord, nous nous donnons les moyens d'avoir un coup d'avance

en direction des sociétés de services informatiques en Europe ou aux États-Unis. Notre objectif est toujours de devenir le numéro un mondial.

— Faut-il donc s'attendre à des opérations spectaculaires, en Grande-Bretagne notamment ? Une OPA sur Sema Group ou une contre-OPA sur SD-Soicon ?

— Non. Nous ne lancerons pas de contre-OPA sur SD-Soicon (NDR) : le spécialiste britannique des services informatiques, sur lequel l'américain EDS, numéro un mondial de la profession a lancé une OPA amicale. Nous n'augmenterons pas non plus notre participation dans Sema Group. Nous n'avons pas envie de nous lancer dans des batailles boursières. Les entreprises de services informatiques supportent mal les OPA inamicales.

Propos recueillis par CAROLINE MONNOT

Une étude du ministère de l'économie

Le ralentissement de 1989-1991 serait dû aux tensions inflationnistes

Pourquoi l'économie mondiale, après avoir connu une longue phase d'expansion à partir de 1982, a-t-elle connu un net ralentissement à partir de 1989? Pourquoi ce freinage a-t-il été plus marqué dans les pays anglophones, jusqu'à y provoquer une récession? Les explications traditionnelles sur les cycles économiques est un yo-yo ne suffisent pas. Une étude de la direction de la prévision du ministère de l'économie, portant sur les dix grands pays développés, lève un peu le voile.

Soulignant que la consommation des ménages est le facteur qui pèse le plus lourd dans la croissance (les deux tiers du produit intérieur brut en France ou aux États-Unis), l'étude de la direction de la prévi-

sion cherche de ce côté l'explication de la cassure économique de la fin des années 80. Elle observe que la consommation a tiré fortement la croissance de 1983 à 1989 « grâce » à une nette baisse du taux d'épargne (de 3 points sur la période). À partir de 1989, l'inverse se produit : le taux d'épargne recommence à augmenter.

Une analyse en termes de cycle n'explique pas ce retournement du comportement d'épargne, et il faut en chercher les raisons dans l'évolution de l'inflation et des taux d'intérêt. Premièrement, les ménages ont tendance à consommer plus quand l'inflation décroît et moins quand elle s'accroît : l'évaluation des prix provoque une inquiétude pour l'avenir qui pousse à remplir les bourses. Deuxièmement, les taux d'intérêt augmentant, l'épargne est plus attractive.

La désinflation des années 80 a ainsi provoqué une croissance sou-

tenue de la consommation. Puis à partir de 1989, les prix ont tendance à repartir à la hausse. Cette réurgence d'inflation contribue à pousser à la hausse le taux d'épargne et donc à déprimer la consommation. En 1990, la nette hausse des taux d'intérêt réels (hors inflation) ajoute un effet récessif marqué : placer son argent plutôt que le dépenser devient très rentable.

Seule l'Italie semble échapper à ce schéma. Tous les autres pays le suivent, mais surtout les pays anglophones. La croissance économique puis la désinflation y ont été les plus marquées, non pas parce que les prix y ont connu des fluctuations plus fortes, mais parce que les ménages réagissent plus nettement à l'évolution de ces prix. Ainsi, entre 1983 et 1988, le taux d'épargne a baissé de 3,5 points dans ces pays alors qu'il ne cède que 1,7 point dans les pays non anglophones.

Le taux de l'argent a joué aussi

son rôle pour creuser les différences. En effet, le taux d'intérêt réel a baissé de 1982 à 1988 dans les pays anglophones, alors qu'il a légèrement monté ailleurs. Autrement dit, les évolutions d'inflation et des taux d'intérêt ont joué dans le même sens aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, tandis que ce ne fut pas le cas ailleurs. On peut ajouter enfin qu'en 1989 et 1990, les tensions inflationnistes ont été sensibles à un « effet richesse », c'est-à-dire à la baisse de leur avoirs (en 1990 de 8 % aux États-Unis et de 11 % en Grande-Bretagne) entraînée par le recul des prix de l'immobilier et des cours de Bourse.

Ces enseignements tirés, la direction de la prévision est tentée de les utiliser pour trouver les ressorts de la reprise. « Les évolutions passées portent bien en germe les conditions d'une reprise future », note l'étude. Le regain auquel on assiste, en par-

ticulier aux États-Unis, ne serait donc pas un feu de paille. Le moteur en est principalement la consommation des ménages, alimentée par un nouveau mouvement de désinflation mondiale.

Resté à savoir si le mécanisme décrit par cette étude, de surconsommation (ou de sous-épargne) en cas de désinflation et de sous-consommation (sur-épargne) en période inflationniste, va continuer à jouer. C'est précisément la question qui se pose aux États-Unis, où beaucoup d'experts estiment que ce pays est en « pénurie d'épargne ». Les bas de laine sont vides, les ménages (et les autres acteurs) sont trop endettés pour relancer leur consommation et en tout cas leur demande de crédit. D'où l'idée communément admise que la reprise de la consommation et partant la croissance seront faibles outre-atlantique.

É. L. B.

Après la suspension des activités de la banque internationale dans quatorze pays

Londres demande à Abou-Dhabi de rembourser les clients de la BCCI

Après la décision de quatorze pays de geler les activités de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) (le Monde daté 7-8 juillet), le gouvernement britannique a demandé au Cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyane, dirigeant d'Abou-Dhabi et principal actionnaire de la banque, d'injecter des fonds pour assurer le remboursement des clients de la BCCI.

Selon un porte-parole de la Banque d'Angleterre, qui s'exprimait le 7 juillet, « les résidents britanniques recevront de l'argent du fonds de protection des dépôts, quoi qu'il arrive, et si une fermeture de la banque se fait en règle avec l'aide des actionnaires, ils pourraient se faire rembourser l'intégralité de leurs dépôts ». A Abou-Dhabi, les autorités de l'Émirat se sont montrées « irritées et choquées », n'ayant pas été averties à l'avance, mais elles ont démenti le lancement d'une campagne de protestation, indiquant toutefois qu'elles demandaient des clarifications.

LONDRES

« Nous voyageons avec le processus du changement, perpétuellement en mouvement. Nous traversons le pont étroit du changement. Si nous l'ignorons, nous risquons de nous perdre dans le chaos du changement. » Derrière les rideaux de la maison de maître du « 11 the Boltons » qu'il possède à Chelsea, l'émir d'Abou-Dhabi, Cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyane, président des Émirats arabes unis, est en train de relire ce poème du fondateur de la BCCI, Agha Hasan Abedi, qui figure dans le rapport annuel de 1984. Le principal actionnaire de l'établissement, dont les activités ont été suspendues le 5 juillet, a été arrêté pendant le week-end à Londres.

Ces l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Abou-Dhabi qui l'avait informé, vendredi matin, de cette opération unique dans les annales de la finance internationale. La Banque d'Angleterre, qui coordonne l'action internationale contre la BCCI, lui a officiellement demandé de couvrir la plus grosse partie du coût de la mise en liquidation de la banque, dont Cheikh possède 77 % du capital. Cheikh, l'un des hommes les plus riches du monde, a formellement rejeté cette nouve-

requête. Le leader d'un émirat qui demeure le plus grand champ de pétrole des ÉAU est prêt, dit-on, à injecter des pétrodollars supplémentaires pour sauver la BCCI. Cheikh Zayed avait apporté, deux jours avant la décision de la Banque d'Angleterre, 600 millions de dollars pour tenter de renflouer une banque très mal en point, dont le nom avait été mêlé au recyclage des bénéfices du trafic de drogue. Au Proche-Orient, sauver la face n'a parfois pas de prix.

Les limitiers de Price Waterhouse

Pourquoi l'austère Banque d'Angleterre et les six autres instituts d'émission des principaux pays d'activités de la BCCI n'ont-ils attendu si longtemps avant d'ordonner le gel des 20 milliards de dépôts de l'une des principales banques privées de la planète? La question est aujourd'hui sur toutes les lèvres, car la banque n'a cessé de défrayer la chronique financière et criminelle de ces dernières années. Selon la Banque d'Angleterre, c'est la maison Price Waterhouse (PW), expert-comptable de la BCCI, qui a découvert « la fausse comptabilité et les dissimulations de pertes » à l'origine de la décision du 5 juillet en préparant les comptes pour l'exercice 1990-1991. Mandaté par la « vieille

dame », Price Waterhouse n'a remis son rapport sur ces malversations que fin juin. La structure éclatée de la BCCI, l'enchevêtrement des différentes filiales dans les soixante-treize pays, la domiciliation de l'établissement au Luxembourg, ses opérations réparties entre Londres, Abou-Dhabi et les Îles Caïmans ont fortement compliqué la tâche des limitiers de PW, souligne-t-on à la Banque d'Angleterre.

La BCCI, qui avait été fondée en 1972 par le financier pakistanais Agha Hasan Abedi, a cessé d'être la sœur de l'accumulation financière de ces dernières années. L'année passée, la banque avait été condamnée à 15 millions de dollars d'amende pour avoir blanchi 32 millions de dollars appartenant au dictateur panaméen Manuel Noriega. La BCCI est également apparue comme le véritable actionnaire de Bankers Trust, première banque de Washington nichée par un groupe financier du Proche-Orient en 1981. Or les autorités boursières américaines s'étaient opposées à une OPA de la BCCI en raison du flux des comptes qui leur avaient été présentés par ce dernier. Or soupçonné également, la BCCI d'avoir blanchi des fonds provenant de groupes extrémistes palestiniens. Sa filiale américaine est également impliquée dans l'affaire de la faillite des caisses d'épargne et au scandale

du financement du trafic d'armes illégal à destination de l'Irak.

L'octroi par la Banque d'Angleterre d'une licence bancaire est soumis à deux critères : le capital et la probité du top management. Visiblement, l'apport de 600 millions de dollars par l'émir d'Abou-Dhabi et la vaste opération de restructuration qu'il avait engagée (transfert du siège, licenciements...), le départ du conseil d'administration de M. Abedi avaient suffi à calmer les appréhensions du gouverneur. M. Robin Leigh-Pemberton. Après tout, pourquoi se méfier d'une institution appartenant à l'un des pays les plus riches du monde, qui bénéficiait de l'appui de personnalités aussi respectées que le banquier saoudien Khalid ben Mahfouz, l'ancien président Jimmy Carter et l'ex-premier ministre travailliste James Callaghan? En outre, « the Bank » craignait de se mettre à dos la coalition des émirats dont le gîte et le couvert de Londres accueille une grosse partie des avoirs. Enfin, et tel n'est pas le moindre argument, les quelque cent vingt mille déposants que compte la BCCI en Grande-Bretagne sont, dans leur vaste majorité, des petits commerçants provenant du sous-continent indien venus faire fortune dans des Îles. Comme l'explique Azam Shah,

chef de file de la communauté immigrée de Bradford (Yorkshire), « la BCCI était perçue comme une banque anglaise solide mais, en même temps, c'était une institution qui traitait bien les minorités raciales ».

L'ardoise, pour les banques internationales, de la suspension de la BCCI pourrait s'élever à 2 milliards de dollars, dont un quart serait à charge des établissements de la City. Les experts estiment toutefois que le fonds de protection officielle des dépôts sera incapable de faire face aux demandes de compensations des épargnants. Le système en vigueur en Grande-Bretagne garantit le remboursement de 75 % des dépôts en sterling avec un maximum de 150 000 livres. La Banque d'Angleterre devrait alors des banques du « second mille » qu'il a renfloué ce fonds, comme ce fut le cas en 1984 lors de la célèbre faillite de la maison Johnson Matthey. Par ailleurs, malgré le parfum de scandale qui l'entourait, la BCCI était restée très active sur le marché des changes, notamment dans les transactions en devises du Proche-Orient. Sa liquidation pourrait entraîner la faillite de nombreux petits courtiers londoniens.

MARC ROCHE

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Un changement d'attitude du patronat

Un rapport de l'Institut de l'entreprise demande davantage de liberté pour les services publics

« Banalier » les entreprises publiques assurant les « services de base » (transports ferroviaires ou aériens, courriers, télécommunications, fourniture d'énergie) pour leur permettre de se développer, les libérer de l'intervention de l'Etat, c'est ce que propose un rapport de l'Institut de l'entreprise (proche du CNPF) préparé pour un colloque, à l'automne, sur la modernisation de l'Etat.

Plus soucieux de renforcer les entreprises publiques afin de leur permettre d'affronter la concurrence internationale et d'améliorer leurs services que de réduire le secteur public, ce rapport marque une nette évolution des esprits et des relations entre public et privé.

Le rapport de l'Institut de l'entreprise porte un jugement équilibré sur la situation actuelle. Certes, l'Etat, pour servir sa politique conjoncturelle (freiner les hausses de l'indice des prix), a limité ou retardé des augmentations de tarifs nécessaires pour l'équilibre des comptes et le financement des investissements. Il a obligé les entreprises à sacrifier leurs intérêts au profit du marché international et les a empêchées de bénéficier de leurs gains de productivité, pénalisant ainsi les usagers. Mais la politique « conjoncturelle » d'équipement au cours des années 70 à 80 n'a pas eu des effets négatifs, puisqu'elle a permis la réalisation d'infrastructures.

Quant à l'intervention « structurelle » des grandes entreprises publiques, elle a contribué à développer remarquablement l'industrie française dans les secteurs de l'énergie, du transport ferroviaire et aéronautique, des télécommunications, des travaux publics et de l'armement — même si ce développement s'est fait au prix de la consommation ou d'équipement industriel.

De façon générale, l'Etat a su rattraper les retards d'équipement en matière d'autoroutes ou de télé-

phone (ce qui permet aujourd'hui à la France de bénéficier en pratique du réseau le plus moderne du monde) et prendre de l'avance pour les centrales nucléaires. Les tarifs nationaux, « se situent plutôt au-dessous de la moyenne observée dans des pays comparables ». Par conséquent, « sauf cas particulier, les entreprises françaises ne supportent pas de handicap particulier » en matière non seulement de prix, mais aussi de disponibilité, de qualité des matériels et du service. Même la Poste, bien que son « irresponsabilité », notamment en cas de grève, fosse problème, bénéficie d'une « appréciation positive par rapport à l'étranger ».

De plus en plus, les fournisseurs de services considèrent l'usager comme un client, ne serait-ce que parce qu'ils doivent, comme EDF ou Télécom, rentabiliser leurs équipements. De plus en plus, ils différencient leurs tarifs pour mieux répondre à la demande et à la concurrence.

Aujourd'hui, cependant, de nouveaux retards d'équipement apparaissent. Pour l'assainissement, le téléphone mobile et le réseau routier (les encombrements s'aggravent, notamment en Ile-de-France) comme pour les aéroports et la circulation aérienne. Or, cela coïncide avec une nouvelle évolution prévisible des technologies, notamment dans le domaine des télécommunications, et surtout avec une ouverture des marchés dans le cadre européen. Pour faire face aux défis actuels, selon le rapport, il faut permettre « aux grandes entreprises nationales » d'assurer les services de développement : « L'intérêt bien compris de notre économie est de voir se développer des opérateurs forts et compétitifs, qu'ils soient publics ou privés ».

Pas de guerre de religion

Le rapport préconise, certes, de « séparer les responsabilités de régulateur de celles d'opérateur ». L'Etat, qui assume les premières, ne devant pas en abuser — et même de revoir le partage des tâches entre le public et le privé dans le domaine du financement des équipements ou de leur réalisation, comme ce fut le cas

pour le câble. Mais il rejette nettement la « guerre de religion » de la privatisation. Les exemples britanniques pour l'eau, les télécommunications, le gaz ou les transports aériens montrent en effet que « la substitution d'un monopole public réglementé cherchant à maximiser son revenu au détriment du consommateur n'est pas forcément préférable à un monopole public effectivement contrôlé ».

Certes, il faut établir « la clarté des flux financiers et des prévisions de l'Etat », ne pas faire payer les entreprises à la place des ménages ou à la place de l'Etat. Le coût des tarifs réduits à vocation sociale sur le réseau SNCF, celui de l'acheminement des journaux à prix réduit ou celui des politiques d'aménagement du territoire — comme la continuité territoriale avec la Corse — doivent être chiffrés et compensés, et les entreprises clientes ou concurrentes des services publics doivent « surveiller de très près les financements croisés ».

Payer plus cher un service de qualité

Mais plutôt que de réduire le champ d'intervention des entreprises publiques, il faut donner à celles-ci plus de souplesse, de liberté d'action et de sécurité. C'est de cette façon qu'il faut « banaliser » les entreprises publiques outaout qu'en alignant leur régime fiscal sur celui du privé.

L'Etat, qui s'est montré « mauvais actionnaire », ne doit plus les contraindre à s'endetter de nouveaux prêts financiers atteignant souvent 10 % à 15 % de leur chiffre d'affaires, et même 45 % pour les sociétés d'autoroutes. Il doit aussi laisser la SNCF, la Poste, les Télécoms, EDF ou EDF fixer librement leurs grilles de prix. Le rapport préconise d'étendre le système des « contrats de prix » entre l'Etat et les entreprises publiques. Ces contrats, qui fixent des règles du jeu et des objectifs pour plusieurs années en matière d'équilibre budgétaire, de prix, d'investissements, de productivité et de qualité du service, devraient avoir un caractère contraignant, pour l'Etat, qui l'on devrait ne pouvoir poursuivre en justice s'il ne

les respecte pas. D'autre part, il faut encourager les services publics à moderniser leur gestion, notamment celle du personnel, en décentralisant les responsabilités, en allégeant les hiérarchies, en simplifiant les règles d'avancement et en mettant à jour les qualifications. Cette banalisation doit leur permettre de « se battre à armes égales avec les concurrents étrangers » sans nécessairement sortir du secteur public, ni leur personnel, comme l'a montré la réforme des PTT, mais en choisissant le statut le plus adapté à leur mission dans le respect même de leurs particularités.

« Il faut modifier l'attitude des entreprises privées à l'égard des interventions de l'Etat », conclut le rapport. Si elles ont le droit de se montrer des consommateurs exigeants, de demander en particulier des tarifs qui leur permettent des prévisions à long terme, elles doivent accepter de « payer plus cher un service de qualité ». Elles « devront perdre l'habitude de se laisser porter par principe sur les déboires prétendument inévitables des entreprises publiques ». Il n'est pas « illégitime qu'EDF cherche à entrer massivement sur le marché de la sécurité, de l'habitat et du bâtiment intelligent, que France Télécom pénètre sur le marché de la téléphonie mobile, que la Poste distribue dans son réseau très dense les produits de telle ou telle compagnie d'assurances... ».

Cette attitude marque clairement un changement d'état d'esprit des entreprises à l'égard des services publics de l'Etat. Sans doute, le rapporteur du groupe de travail, M. Frédéric Thibierge, président d'EGT, appartient-il au secteur public, et le président, M. Gérard Thery, aujourd'hui chez Renault, fut-il directeur général des télécommunications au ministère des PTT, mais la majorité des membres venant du privé. Les préoccupations communes paraissent l'emporter sur les antagonismes entre les deux secteurs.

GUY HERZLICH

Selon l'OCDE et l'INSEE

France-Allemagne : les vraies différences

Pourquoi les performances économiques de la France sont-elles, apparemment, moins bonnes que celles de son voisin allemand? Le dernier rapport de l'OCDE sur la France insiste sur les rigidités structurelles, qu'il faut réduire pour que le pays puisse « faire face à l'avenir avec une économie dynamique ». Les réflexions de l'INSEE dans son rapport sur les comptes de la nation vont dans la même sens. Les comparaisons avec la RFA sont cependant plus nuancées que ne le laissent entendre les discours traditionnels.

La richesse créée par personne employée est la même dans notre pays qu'en Allemagne : 277 000 francs en 1990. La France a une structure économique que probablement aussi efficace que celle de l'Allemagne mais de taille plus réduite par rapport à sa population. C'est seulement parce que le taux d'activité en France (proportion de la population au travail sur la population totale) est inférieur à celui des Allemands (40 % contre 45 %) que notre richesse par habitant est inférieure. Les Français travaillent moins aux âges extrêmes : ils entrent plus tard dans la vie active et en sortent plus tôt. Notre taux d'activité après cinquante-cinq ans est le plus faible des grands pays industrialisés. La retraite à la soixante ans et les mesures de préretraite font ici sentir leurs effets.

La mauvaise tenue du franc

Même si par prudence le rapport n'a pu en faire état, en raison du poids des Länder pauvres de l'Est, les performances moyennes par habitant de l'Allemagne réunie sont désormais équivalentes à celles de la France : selon les dernières estimations, la RDA a apporté à la RFA 8 % de PIB supplémentaire pour 27,2 % de population en plus. De surcroît, dans le passé,

notre pays a su mieux faire que son voisin : ainsi, en 1963, la production d'un travailleur français était supérieure de 17 % à celle de son collègue allemand. C'est de 1968 à 1983 que l'Allemagne a dépassé la France dans ce domaine.

Selon l'INSEE, nos performances comparées ont avant tout souffert de la mauvaise tenue du franc. De 1969 au milieu des années 80, des dévaluations répétitives ont stimulé une croissance inflationniste. L'économie française a échappé de braquet, coûte ce qu'il faut, avec un développement plus petit, avec une croissance apparemment plus forte, qui l'a laissée plus pauvre en fin de compte que ses voisins, appuyés sur un deutchemark solide. Celui-ci s'est apprécié de 4 % chaque année par rapport au franc de 1963 à 1989, au-delà du différentiel d'inflation, 3,2 %, soit un écart de 0,8 % faisant plus que compenser la différence de 0,5 % entre les taux de croissance.

Ce sont surtout des facteurs structurels qui handicapent l'économie française. La France est en réalité désavantagée par la spécialisation agricole de son économie, puisque la part de ces produits dans le total mondial ne cesse de reculer. L'Allemagne, quant à elle, reste un pays plus industriel avec 30,9 % de la valeur ajoutée réalisée dans l'industrie au lieu de 22,4 % en France, mais l'écart relatif s'est réduit depuis 1970.

L'industrie française est plus spécialisée dans les biens intermédiaires et les secteurs prestigieux de la haute technologie. Hélas, les premiers sont peu porteurs dans le secteur des biens d'équipement, où notre situation s'est dégradée. Pour les seconds, la France concentre ses forces vives de recherche et développement (RD), moins fournies que celles de la RFA, dans des secteurs qui en exigent beaucoup et qui « diffusent » moins leur technologie. La France a ainsi une spécialisation plus faible dans les secteurs de technologie moyenne, moins prestigieuse mais plus riches en termes de valeur ajoutée et d'emplois.

TRANSPORTS

Le transit alpin des poids lourds toujours au centre des préoccupations des Douze

ROTTERDAM

de notre correspondant

M. Hanja Maj-Weggen, ministre néerlandais des transports, se rendra prochainement en Suisse et en Autriche pour persuader ces pays d'autoriser le passage d'un plus grand nombre de poids lourds de la Communauté européenne à travers les Alpes, a annoncé son porte-parole, lors d'une réunion informelle des douze ministres des transports, samedi 6 juillet, à Rotterdam. Les Pays-Bas assurent actuellement la présidence du conseil des ministres des Douze.

Tout en reconnaissant l'importance du volet économique lié au transport, « ou moins la moitié » des ministres de la CEE ont fait leur intérêt porté depuis long-

temps par Paris et La Haye aux aspects « sociaux » de la question, selon M. Maj-Weggen. C'est ainsi que, outre les mesures de sécurité — limitateurs de vitesse pour poids lourds, par exemple — le conseil envisage de se montrer plus sévère sur les conditions de travail des routiers, notamment pour le temps de repos obligatoire.

Par ailleurs, la CEE soumettra bientôt une résolution sur « l'approfondissement de la recherche et une harmonisation plus poussée » en matière de déplacement des handicapés dans la CEE. Enfin, les ministres ont confirmé que la compétence de la Commission dans les négociations avec des pays extérieurs à la CEE ne prendra pas effet avant l'achèvement du marché unique. — (Intrém.)

SOCIAL

M. Soisson souhaite des négociations salariales dans la fonction publique

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, confirme, lundi 8 juillet dans une interview publiée par l'Echo, son intention d'ouvrir avec les syndicats « une négociation d'ensemble » sur les questions salariales. Celle-ci aurait lieu « à l'automne » et « pourrait porter sur 1991 et 1992 », sans que le ministre pose de « préalable » sur la méthode. Toutefois, M. Soisson refuse de s'engager sur une « quelconque mesure », car le gouvernement « n'a pas encore arrêté sa position ».

Le ministre, qui prépare un nouveau décret sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, déplore par ailleurs « la dégradation de certaines collectivités qui s'efforcent d'attirer à elles des agents de la fonction publique de l'Etat avec des rémunérations très supérieures ».

INDUSTRIE

Les syndicats de VEV critiquent les propositions de reprise

Les syndicats de VEV jugent sévèrement les deux propositions de reprise du numéro trois du textile français, surtout celle du groupe Dynacron, spécialisé dans la mécanique, et dans une moindre mesure celle du tandem d'hommes d'affaires Emmonuel Coste et Joël Picard. Dans un communiqué publié samedi 6 juillet, les syndicats dénoncent « l'attitude démagogique » de Dynacron, « qui n'est même pas capable de présenter un plan industriel de reprise » sous prétexte de manque de « temps pour y travailler ».

Selon les syndicats, les responsables du groupe Dynacron, « n'ont aucun centime de fonds propres et utilisent pour se payer l'argent récupéré dans le cadre de Gravois ». Les syndicats de VEV reprochent au projet Coste et Picard d'avoir été « basé sur des chiffres et des documents du seul audit Borsard », dans lequel ils relèvent « des erreurs grossières ».

La bataille pour la future cassette audiovisuelle

Matsushita et Philips s'allient contre Sony

Matsushita a choisi de s'allier avec le groupe néerlandais Philips Electronics N V pour contrer l'avance prise par Sony en matière de cassette audiovisuelle. Le géant japonais de l'électronique a en effet annoncé, vendredi 5 juillet, qu'il allait aider la firme d'Eindhoven à développer et à commercialiser son modèle de cassette compacte numérique, matériel qui doit succéder aux cassettes traditionnelles actuelles. A l'image du disque compact, la cassette numérique offre une meilleure qualité de son.

Matsushita espère ainsi combler son retard sur Sony qui a récemment mis au point un Mini-Disc, sorte de petit disque compact capable d'enregistrer et donc de supplanter les cassettes classiques.

COMMUNICATION

Critiquant les projets gouvernementaux

Le CSA ne veut pas de réglementation trop rigide pour les chaînes câblées

Dans un avis publié au Journal officiel du 3 juillet, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) critique vivement les projets de réglementation du gouvernement (deux projets de décret) pour les réseaux câblés. Le Conseil ne fait que quelques remarques sur le premier texte concernant l'exploitation des réseaux — sur la durée trop courte des autorisations, par exemple — mais il réfute co- ravalement l'ensemble du second décret consacré à l'édition des services du câble. Après les câbles-opérateurs et les élus locaux (le Monde du 30 mai), le Conseil juge ces décrets trop contraignants, ne laissant aucune souplesse dans la négociation de conventions avec les éditeurs.

Le CSA souhaite distinguer quatre types de chaînes de câble (généralistes, thématiques, locales et de service) et pouvoir leur appliquer des règles différentes. Et s'il admet que certaines règles (quotas, secteurs ouverts à la publicité, etc.) s'appliquent sur le régime des chaînes hertziennes, il les juge inadaptées aux autres genres de chaînes.

Il se prononce ainsi pour un plus grand nombre de films autorisés sur les chaînes de cinéma ou en rediffusion sur les chaînes locales, une réduction de l'ancienneté minimale de ces films pour les chaînes de répertoire, une modulation négociée de la durée des écrans publicitaires, l'ouverture de ces écrans aux distributeurs (pour les chaînes locales), à l'édition et au cinéma (pour les chaînes et les thématiques), etc.

Quant aux services payés à la consommation tout juste naissants, le Conseil juge prématuré de fixer d'emblée le montant de leurs redevances consacrées aux droits de diffusion. La même remarque s'applique d'ailleurs à l'ensemble du décret, puisque le Conseil écrit : « Il serait plus sage de prendre une réglementation provisoire et de renoncer à fixer le droit, dans un domaine aussi évolutif, au-delà des cinq prochaines années ».

Au total, l'avis du Conseil équivaut à un désaveu complet du texte du gouvernement. Fidèle à sa doctrine de régulation, le CSA propose un cadre négocié et non imposé pour les chaînes du câble.

M. Claude Durioux élu à la présidence de la commission de la carte des journalistes. — M. Claude Durioux a été élu président de la Commission de la Carte d'identité des journalistes professionnels (CCJPP) pour un mandat d'un an. Journaliste au Monde jusqu'à sa retraite en 1985, M. Durioux, membre du bureau national du Syndicat national des journalistes (SNJ) a déjà présidé la Commission en 1987-1988 et en 1989-1990. Cette commission, unique en Europe, est une instance paritaire regroupant patrons de presse et représentants des syndicats de journalistes. Chargée de l'attribution ou du retrait de la carte professionnelle des 27 000 journalistes, elle peut aussi être amenée à s'occuper des problèmes de déontologie de la profession.

EN BREF

Plus d'un cadre sur deux a été augmenté individuellement en 1990. — Plus de la moitié (53 %) des cadres ont bénéficié d'une augmentation individuelle de salaire en 1990, selon une étude publiée le 6 juillet par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). Cette enquête, réalisée en collaboration avec BVA auprès d'un panel de 3 000 cadres constitué selon la méthode des quotas en décembre et janvier derniers, indique que les cadres les plus jeunes ont le plus souvent bénéficié de mesures d'avancement individuel. Les augmentations ont surtout concerné les établissements de cinq cents salariés et plus ainsi que le secteur banque-assurance.

Un club « Paris capitale économique ». — La chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de créer un club dénommé « Paris capitale économique », qui rassemblera plusieurs chefs d'entreprise. « Notre intention est de promouvoir

l'image de Paris et de sa région en valorisant les points forts, en surmontant les faiblesses, en combattant les préjugés et en agissant avec les décideurs politiques et administratifs », a indiqué M. Bernard Cambournac, président de la chambre, qui préside aussi le club. Parmi les membres de ce club, on trouve notamment le promoteur Michel Pelège, M. Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux-Dumez) et Christian Blanc (RATP).

Des agents de la SNCF occupent les voies ferrées à Boulogne-sur-Mer. — Après Marseille, c'est à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) que la CGT organise l'occupation des voies ferrées afin d'obtenir une prime « de panier » pour cinquante-trois agents de manœuvre. Les cheminots de Marseille ayant obtenu, partiellement satisfait, leurs camarades de Boulogne se sont mis en grève, le 4 juillet, en réclamant, eux aussi, une prime de 25 F par jour. Le trafic ferroviaire entre Boulogne et Paris est détourné par le Touquet, Hazebrouck et Calais.

مكتبة النجل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les Etats-Unis contre les Douze

Avant le sommet des Sept, Washington manifeste de plus en plus sa méfiance à l'égard de la construction européenne

ALLIÉS ou bien couteux ? Les sommets des sept pays les plus industrialisés de la planète permettent, chaque année, d'évaluer l'état, toujours ambigu, des relations de l'Europe avec ses partenaires américains et japonais. A la veille de celui qui se tiendra à Londres du 14 au 16 juillet, la Communauté européenne n'apparaît pas au mieux de sa forme, déprimée par le ralentissement conjoncturel, source de chômage accru, ainsi que par les obstacles qu'elle rencontre sur le chemin devant la conduire à une Union économique et monétaire (UEM) et à une union politique.

Parmi ceux-ci figure en bonne place, du moins en ce qui concerne l'Amérique, l'hostilité américaine. Selon les Français, les Etats-Unis, en dépit de la déclaration d'indépendance adoptée début juin par le Conseil atlantique de Copenhague, ne peuvent accepter la perspective d'un véritable pôle européen de défense, regardé avec appréhension l'idée d'une union politique et économique pour limiter la portée.

De telles interventions ne font qu'amplifier les divisions des Douze et rendent plus difficile, au niveau d'ambitions voulues par Helmut Kohl et François Mitterrand quand ils en prirent l'initiative, la rédaction d'un nouveau traité. Bref, selon cette analyse, pour la première fois depuis la guerre, les Américains, craignant pour leur leadership, adopteraient un comportement presque ouvertement opposé à la poursuite du processus d'intégration européenne.

Un partenariat contrôlé

Les relations avec Tokyo connaissent également une certaine tension mais pour des raisons différentes. Les Européens, tout en s'affirmant disposés à consentir les efforts nécessaires pour être en mesure d'affronter l'hyper-compétitivité japonaise, redoutent une submersion industrielle et financière. Cette inquiétude existe partout dans la Communauté, même si c'est à des degrés divers.

Les Douze s'efforcent de faire comprendre aux Japonais qu'un développement sans limite de leur puissance économique les exposerait à des réactions de rejet. C'est un problème d'actualité. C'est un problème d'actualité. C'est un problème d'actualité.

Ainsi, paradoxalement, alors que la prospérité économique du Vieux Continent semble davantage menacée par la concurrence japonaise que par la concurrence américaine, les Européens, ou du moins certains d'entre eux, ont des compatriotes,

croient qu'il faut maintenant ruser pour surmonter les effets des réticences américaines. Mais ils se montrent plutôt confiants quant à la possibilité de parvenir à un *modus vivendi* - permettant des ajustements chaque fois que nécessaire - avec Tokyo.

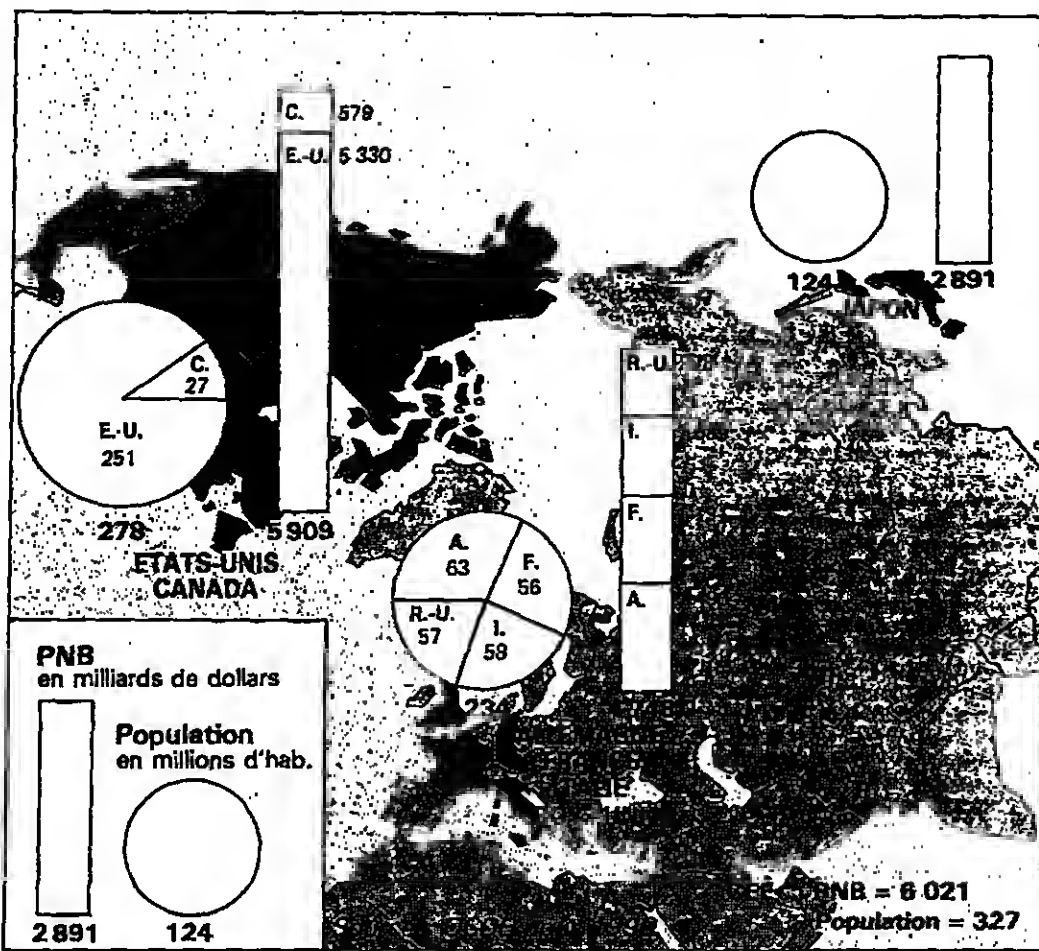
De nombreuses escarmouches ont marqué les relations transatlantiques depuis les débuts du Marché commun. Mais, le plus souvent limitées à des différends commerciaux, en particulier agricoles, elles n'empêchent pas Washington de soutenir sincèrement une entreprise qui était perçue comme un moyen de renforcer le camp occidental face à la menace soviétique.

La relance du processus d'intégration à partir de 1984, d'abord ignorée aux Etats-Unis, a été ressentie comme un phénomène digne d'intérêt lorsque s'est précisée la perspective du marché unique. En 1988, au sommet d'Ottawa, les conférences de presse de Jacques Delors et Willy De Clercq (alors vice-président de la commission chargée des relations extérieures) faisaient salle comble. Les Américains, il est vrai sans trop y croire, s'insurgeaient alors contre les dangers de la «forteresse Europe».

Le plein succès - un vrai tournant pour la Communauté - fut atteint l'année suivante au sommet de l'Arche, lorsque, à l'initiative du président George Bush, la Commission européenne fut chargée de coordonner l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie. On pouvait imaginer se trouver à l'aube d'un nouveau partenariat transatlantique. Mais une lecture attentive du fameux discours prononcé par James Baker à Berlin en décembre 1989 incitait déjà à penser qu'il s'agissait d'un partenariat contrôlé.

Le secrétaire d'Etat n'avait pas tardé à prendre l'ampleur du défi que posaient aux Etats-Unis l'effacement du communisme et l'éloignement de la menace des missiles. Le renforcement des liens avec la CEE, illustré par la signature de la «déclaration» transatlantique en 1990, ne témoignait pas seulement de sa confiance dans les chances du processus d'intégration. Pour influencer le cours des choses, le fait d'intervenir dans l'une ou l'autre capitale et de table sur des relations bilatérales privilégiées ne lui suffisait pas.

Les Américains en firent l'expérience en 1990 lorsqu'ils cherchèrent - trop tard - à empêcher, ou au moins à retarder, la coopération du sommet de la CEE qu'ils trouvaient inopportune. Il faut maintenant être capable d'être entendu «au centre» par la Communauté elle-même. Tel est le sens du double rendez-vous annuel - économique mais aussi politique - entre le président des Etats-Unis d'une part, les présidents du Conseil des ministres de la CEE et de la Commission d'autre part, que prévoit la «déclaration».



Le PNB de l'Allemagne unifiée peut être sommairement évalué à 1600 milliards de dollars environ (le PNB de l'ex-RDA étant grosso modo estimé à un dixième de celui de l'ex-RFA) pour une population de 80 millions d'habitants.

Au sommet de Houston en juin 1990, pour la première fois, on éprouva l'impression que les progrès de la construction européenne associaient une réelle méfiance transatlantique. Les Douze ne s'étaient-ils pas mis d'accord entre eux, avant d'en parler avec les Américains, sur la façon d'envisager une aide en faveur de l'URSS? Le président Bush s'en étonna publiquement.

Que signifiait cette union politique désormais à l'ordre du jour? Ne risquait-il pas d'y avoir contradiction entre ces projets et les visées de Washington? «Il faudra en parler...», constata-t-il tout simplement en plein sommet. Une observation qui, tous comptes faits, avait plus d'importance que les philippiques de M. Carlos Hillis, le négociateur en chef américain de l'Uruguay Round, contre la politique agricole commune.

La nervosité des Américains s'accroît au fil des mois alors que les Français et les Allemands soulignent leur volonté de voir la Communauté se doter d'une politique de défense. Le pas à ne pas

franchir? L'OTAN est assurément le principal instrument, même s'il en existe d'autres, de l'influence des Etats-Unis en Europe.

La préoccupation prioritaire de l'administration américaine est de faire survivre l'Alliance atlantique et son organisation de défense intégrée à la disparition de la menace qui l'a fait naître. Les velléités européennes en matière de défense, même lointaines, même assorties de promesses de fidélité à l'Alliance, sont donc considérées comme dangereuses, et, dit-on à Paris, combattues avec détermination.

Les canons et la puissance

Les Américains jouent sur du velours, car leur prestige est resté grand de la guerre du Golfe. Le monde, qui l'avait oublié, s'est alors souvenu que les canons demeurent parmi les attributs de la puissance. Ainsi est éclipée, au moins provisoirement, l'idée d'une nation aurore, frappée d'un lent déclin industriel. Le fait que, faute de moyens, la guerre ait été financée par les contribuables alle-

mands, japonais ou saoudiens, a été peu relevé, sinon comme procédant d'une sorte de taxation autoritaire, donc d'une manifestation supplémentaire d'une domination sans partage.

Les pressions sur les pays de la Communauté traditionnellement les plus sensibles aux arguments américains n'en ont eu que plus de poids. «Nombreux sont ceux dans la CEE qui contestent l'opportunité pour les Européens de prendre entre eux des engagements en matière de défense. Au-delà des mots, la réforme de l'OTAN ne crée aucun espace pour une défense commune et, pourtant, ce n'est là qu'une virtualité humaine», remarque une personnalité parisienne. De fait, à part l'Espagne, la Belgique (pays dont la politique européenne a discrètement mais sensiblement évolué vers un atlantisme moins systématique) et, par intermittence, l'Italie ont été les seuls à soutenir l'initiative franco-allemande.

Dans l'entourage de Jacques Delors, on croit même que c'est dans la division des Européens qu'il faut rechercher les vraies raisons

des difficultés actuellement rencontrées pour aller de l'avant. Contrairement à l'analyse faite à Paris, on y absout les Etats-Unis. «Si les Douze étaient d'accord sur un concept de défense, les Américains l'avaliseraient tout de suite. Les Européens sollicitent, interprètent ce qu'on dit à Washington. Certains ont des postures dont il est difficile de se départir. C'est un jeu un peu stupide. La réalité, c'est qu'ils ne sont pas d'accord».

Quoi qu'il en soit, l'idée que le projet d'union politique pourrait reboucher sur l'obstacle américain n'est pas écartée, d'autant plus que les contentieux traditionnels qui nourrissent le climat de discorde sont nombreux au rendez-vous : l'agriculture toujours, l'aéronautique, le spatial. La rivalité transatlantique surgit également à propos des voies et moyens auxquels faire appel pour aider les pays de l'Est ainsi que l'URSS : l'effort financier consenti par les Etats-Unis est limité, voire dans certains cas dérisoire, mais leur volonté de contrôler le processus reste intacte.

«Le principal souci de Washington, c'est que les Européens ne mènent pas la manœuvre», ironisent les Français. Cet «ego» très fort, développé par une administration dont chacun reconnaît l'efficacité, s'épanouit avec d'autant moins de retenue que les Américains, après avoir été impressionnés par les progrès de l'intégration, semblent à leur tour, eux aussi, affectés par la vague de scepticisme qui, de manière sans doute provisoire et excessive, touche actuellement l'Europe unie.

C'est un faucon, James Dobbin, peu séduit par l'aventure communautaire et au style, dit-on, sans aménité, qui vient d'être désigné pour remplacer Thomas Niles, un pro-européen convaincu, à la tête de la mission des Etats-Unis auprès de la Communauté. Les Américains eux-mêmes voient là un indice annonciateur de temps difficiles.

Personne n'a intérêt à l'affrontement. Mais pourra-t-il pour autant être complètement évité? «Alliance ne veut pas dire subordination. L'Europe n'atteint un tel stade de développement que le problème ne peut être escamoté. Il est nécessaire que les Douze inscrivent dans le traité les articles qui fonderont la légitimité d'une défense commune», souligne-t-on du côté français. Il restera à en convaincre les Britanniques, les Néerlandais ou les Portugais avant le Conseil européen de Maastricht. Une vraie partie de plaisir.

de Bruxelles
PHILIPPE LEMAITRE

L'Allemagne, ou l'intendance suivra

En précipitant l'unification, les politiques ont montré plus de sagesse, y compris économique, que les experts

par Philippe Simonnot

«**N**OUS n'aimons pas les Allemands de l'Ouest! Un cri du cœur, vite regretté, pas mon nom si vous êtes mes proches! Cet enseignant d'Erfurt n'est pas encore libéré des réflexes de prudence appris sous le régime pointilleux de la Stasi. Comment savoir, du reste, si tel ou tel collègue n'a pas appartenu à la police de l'ancien régime?»

De plus, notre interlocuteur craint pour son poste à l'université : «Ceux de l'Ouest prétendent que nos diplômes ne valent pas les leurs. Il va falloir repasser des contrôles, vous vous rendez compte! Mais moi, j'estime que je suis au moins aussi qualifié que les professeurs occidentaux qui débarquent dans notre Land. C'est très pénible, cette arrogance».

Le mot est lâché, celui peut-être que l'on entend le plus aujourd'hui dans toute l'Allemagne. A l'Ouest, sur le mode de la dénégation : «Mais non, nous ne sommes pas arrogants».

A l'Est, sur celui de l'accusation : avec tout ce flic, ce savoir, cette expérience, et même cette fameuse liberté, «ils» ne peuvent pas s'empêcher d'être arrogants. De part et d'autre de l'ancienne frontière, encore gardée par des miradors - vides, bien sûr - les complexes de supériorité et d'infériorité se nourrissent réciproquement.

Les lende-mains de l'Est sont forcément désenchanteurs, mais peut-être ne s'attendaient-ils pas à tant d'arrogance. Ici, à Erfurt, le chancelier Helmut Kohl a reçu quelques tomates à l'endroit même où il avait été fustigé l'année dernière lors de la «révolution» de 1989. Des jeunes désœuvrés inscrite sur leur manche le mot *Hass*, comme on dit «J'ai la haine» dans la banquette française les plus sensibles. A Dresde, des néonazis défilent ouvertement dans les rues.

A Berlin, le quotidien *Super-Zentrum* (littéralement, super-journal) se vend à 30 pfennig - environ 1 franc - comme des petits pains. Il attendrait aujourd'hui quatre cent mille lecteurs. Cédé par le magnat britannique Rupert Murdoch, selon les recettes

éprouvées du Sun (un peu de fesse à la «une» et beaucoup de scandales), il exploite sans vergogne toutes les déceptions de l'unification sur un ton qui fait frémir les conservateurs de tous bords.

«Le socialisme avait supprimé tous les sentiments», explique Thomas Habicht, rédacteur en chef à Sender Freies Berlin (Radio libre de Berlin), les bons sentiments, mais aussi les mauvais sentiments. Aujourd'hui, les sentiments explosent, les bons et les mauvais! Et notamment la xénophobie à l'encontre des Cubains, Mozambicains, Vietnamiens qui sont restés dans l'ex-RDA (ils ne seraient plus que trente mille contre deux cent mille avant la chute du mur, et font pourtant l'objet de violentes agressions de plus en plus fréquentes).

C'est dans ce climat délétère que l'ex-RDA connaît une forte poussée de chômage. Officiellement, le taux de sous-emploi de la population active atteint déjà 9,5 % - ce qui correspond exactement au niveau français, mais se situe quatre points au-dessus du chômage dans l'ex-RFA. En

réalité ce taux est plus élevé, alors que les bénéficiaires restent très importants dans de nombreux secteurs en pleine restructuration, et il faut s'attendre dans les prochains mois à une nouvelle détérioration du marché du travail.

«Pourtant, nous avons créé plus d'un million et demi d'emplois depuis juillet 1990», affirme Martin Hanz, l'un des porte-plume du chancelier Kohl. A l'en croire, on ne devrait pas dépasser les deux millions et demi de chômeurs au creux de la courbe. Optimisme de façade?

Quoi qu'il en soit, pour le moment, le cadavre le plus visible de l'Ouest à l'Est est exactement ce que la propagande communiste présentait en d'autres temps comme les fruits les plus vénéneux du capitalisme, à savoir la montée du chômage, l'insécurité de l'emploi, et l'angoisse devant l'avenir.

Lire la suite page 18

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal _____ Ville
Niveau d'études 90-91 _____ Age
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un IGEA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie	<input type="checkbox"/> Médecine
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communications Publiques	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Réseau Informatique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémolle
75006 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Japon, une stratégie de moyens

Les firmes nippones ne se fixent pas des buts à l'occidentale, mais la seule recherche de l'excellence est porteuse de domination future

per Christian Saint-Etienne

L'OCCIDENT a toujours eu du mal à définir une politique face au Japon : pays lointain et opaque, puissance industrielle appliquée et tenace, nation d'orgueil et de doute. L'Occident a, tour à tour, forcé l'intimité du Japon, favorisé son essor, écarté son impérialisme, décrié son nationalisme et permis son renouveau. Ce même Occident hésite à nouveau entre la négociation avec un partenaire qui ne semble pas respecter les règles du jeu de l'économie de marché, et le rejet d'un adversaire dangereux qu'il faudrait tenir à l'écart.

Toutefois, les mesures anti-japonaises, de la « loi d'exclusion » votée par le Congrès américain en 1924 interdisant aux Japonais de se faire naturaliser américains aux quotas automobiles des années 70 et 80 limitant les importations japonaises aux Etats-Unis et en Europe, ont toujours plus excité les ressentiments japonais que freiné l'expansion de cet étrange pays. L'Occident a toléré cette étrange attitude dans les années 60 et 70 tant que l'empire du Soleil-Levant n'amusait avec ses samourais, ses geishas et ses gadgets.

A l'aube des années 90, la domination japonaise sur l'électronique, l'automobile et la finance mondiales effraie les Occidentaux et les entraîne à nouveau à manier l'anathème et l'exclusion, au risque de réveiller le nationalisme japonais sans freiner pour autant les ardeurs des héritiers de Meiji. Le Japon est-il dominant au sens occidental du terme ?

Depuis les grands voyageurs,

L'Occident s'épuise en explications de l'Orient. Et pourtant il faut comprendre pour agir. Mais si l'on agit que sur une représentation simplifiée d'une réalité multiple et contradictoire, l'important est d'agir efficacement sur cette représentation pour atteindre nos objectifs, le succès éventuel validant au moins temporairement la représentation.

L'incompréhension permanente

En Asie, le désert est humide de son passé d'oasis et la terre aujourd'hui ne se comprend que comme le produit de ses strates successives. En Asie et surtout au Japon, le résultat constaté ne se conçoit que comme le but d'un moyen qui lui donne son sens : l'effort est dans le résultat mais le plaisir est autant dans le moyen que dans le résultat. Car la pensée asiatique, non pas qu'elle soit unitaire mais en ce qu'elle s'oppose à la pensée rationnelle, pose que le résultat est provisoire ; seul le moyen est intangible.

Au premier degré, tout le monde vit avec des résultats. En Occident, le résultat porte sa signification. Mais au Japon, le résultat n'a de sens que si l'on appréhende le moyen. Cette distinction est essentielle pour expliquer l'incompréhension permanente entre l'Occident et le Japon. L'Occident conçoit ainsi une stratégie japonaise apparente de domination du monde qui, de filière en zone d'influence, de l'électronique à la finance, semble conduire à une élimination progressive et ordonnée puis systématique des concurrents non japonais dans les secteurs-clés de l'économie mondiale.

L'Occident s'insurge contre cette stratégie de domination d'un pays fermé qui ne respecte pas les règles de l'économie de marché tout en utilisant sans retenue l'ouverture des marchés occidentaux au nom d'un libéralisme de façade. Le Japon interloqué ne toute stratégie de domination. Et c'est probablement au moins partiellement vrai. Où est le problème ? C'est que l'Occident a des objectifs de buts et le Japon des objectifs de moyens.

Une entreprise occidentale vise, par exemple, 35 % du marché mondial à quatre ans. Une entreprise japonaise vise à avoir la meilleure recherche, la meilleure technologie de production et le meilleur marketing au niveau mondial pour mieux répondre aux besoins des consommateurs. Car son objectif de domination de moyens lui permet d'ajuster en permanence ses buts, de enlever en permanence au marché et de dominer plus sûrement que s'il se fixait des buts précis à l'occidentale.

Ainsi, il est techniquement exact que le Japon n'a probablement pas, de son point de vue, de stratégie de domination au sens occidental. Mais il n'en est pas moins dangereux. Car son objectif de domination de moyens lui permet d'ajuster en permanence ses buts, de enlever en permanence au marché et de dominer plus sûrement que s'il se fixait des buts précis à l'occidentale.

Surtout, pour n'avoir pas de buts intermédiaires précis, le Japon ne sait pas quand il faut s'arrêter d'utiliser les moyens de domination dont il dispose puisqu'il n'opère jamais le plaisir d'utiliser ses

moyens. Lorsque le Japon dispose de moyens supérieurs dans un domaine, il ne peut pas s'arrêter, sur le plan de la logique économique, avant la domination totale ; le coup d'arrêt ne peut être que non économique, à moins que ses adversaires ne se dotent de moyens supérieurs.

Ce modèle explicatif du comportement japonais ne se veut pas « transcendantal » ou « total », et encore moins irénique. Il s'agit seulement de mieux comprendre l'approche japonaise des problèmes et, notamment, sa démarche économique de production. Mais on mesure mieux également pourquoi le Japon ne transige jamais ou difficilement sur les moyens de contrôle du marché intérieur que sont les participations croisées entre entreprises et le système de distribution.

Une volonté de survie

Le Japon ne lâche pas la proie des moyens de contrôle pour l'ombre de principes comme le libre-échange ou la concurrence dite à armes égales. Ces principes « occidentaux » ne sont perçus par les Japonais que comme des vagues objectifs tendancieux ou comme des prétextes pour reprendre au Japon ce qu'il a, de son point de vue, bonnêtement gagné.

Au-delà de ce modèle explicatif du comportement japonais, il faudrait naturellement, pour mieux comprendre ce pays, aborder d'autres caractéristiques de la société et de la culture japonaises. La volonté de survie dans un espace réduit et inhospitalier est à l'origine de deux caractéristiques du peuple japonais qu'il est essentiel de connaître : la

capacité de faire des choix en fonction des ressources disponibles ; la propension permanente à tout épargner, le temps tant que l'argent, les idées comme la nature et l'espace.

La capacité de faire des choix s'est exercée de façon exemplaire, même si le choix sociétal japonais ne conviendrait pas nécessairement à d'autres peuples : le modèle du « tout-secteur-productif » plutôt que le modèle de consommation retenu par l'Amérique et l'Europe ; l'abandon de productions dépassées au profit d'activités d'avenir sur lesquelles on concentre les investissements ; l'entreprise plutôt que le confort ou la redistribution sociale, la liste est longue des choix systématiquement tournés vers la production efficace répondant à une demande solvable dans une vision mondiale à 360 degrés de cette demande.

La propension à tout épargner est non moins évidente : du jardin japonais qui « maximise » la beauté de la nature (une vision du « naturel » qui peut surprendre ou choquer) au matelas financier d'actifs nets extérieurs de 500 milliards de dollars qui devrait tendre vers 1 000 milliards de dollars à la fin du siècle, de la réduction des stocks à celle de la durée des processus de production, de la constitution de bases de données prodigieuses à la circulation constante de cette information pour économiser le temps de collecte et de diffusion de l'information, le peuple japonais est à la recherche constante d'économies pour se protéger et réduire sa vulnérabilité.

La stratégie de moyens du Japon s'enracine dans une terre dure et un

peuple économe. Prenons à contrario l'exemple français. La France se fixe comme objectif d'être présente dans tel secteur, telle filière. Un seuil de présence minimale, dit masse critique, est déterminé en fonction de critères dits objectifs. Il en résulte la nécessité de racheter telle entreprise pour acquiescer telle part de marché. Et lorsque la part de marché est acquise, généralement très cher, on s'épuise à la maintenir.

Dans le même temps, le Japon investit massivement dans la recherche scientifique de base et appliquée, et s'organise pour que le coût de financement de l'investissement soit faible, voire négligeable, comme il le fut de 1986 à 1989. Le Japon fait également un effort d'éducation supérieure spectaculaire qu'il entend accentuer dans les prochaines années. De plus, le MITI joue un rôle permanent d'éclairage, de diffuseur d'information et de coordinateur, allant jusqu'à faire entrer des instituts de recherche dans des domaines prometteurs comme la supraconductivité.

La France s'épuise en se donnant des buts sans se donner des moyens, ses entreprises étant sous-capitalisées et endettées (ce qui est mortel dans un contexte de taux d'intérêt réels élevés), son éducation nationale et supérieure étant inadéquates, et ses administrations ne soutenant les entreprises que si elles s'organisent pour atteindre les objectifs fixés par des fonctionnaires. Le Japon se concentre sur les moyens et semble atteindre magiquement tous les buts.

Chargé de cours à l'université Paris-Dauphine.

D.E.S.S. BANQUE ET FINANCE INTERNATIONALES

L'Université du Havre annonce la création d'un nouveau D.E.S.S., qui fera partie du troisième cycle des Etudes d'Economie, dès la rentrée 1991.

Ce D.E.S.S. aura un contenu à la fois macro et micro-économique, les enseignements étant assurés parallèlement et conjointement par des universitaires et d'autres chercheurs, et par des membres des milieux bancaires et financiers.

Une partie des enseignements se fera en langue anglaise. Admission sur dossier (niveau maîtrise), 20 places offertes.

Tous renseignements par le Secrétariat de la Faculté des Affaires internationales de l'Université du Havre, 25, rue Philippe-Lebon, 76057 Le Havre, tél. : (16) 35-22-95-45.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

OUVRÉ	FRANCE	ETRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	25
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU (1) 48-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____ N° _____ RUE _____ CODE POSTAL _____ VILLE _____ PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature obligatoire _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

L'Allemagne, ou l'intendance suivra

Suite de la page 17

Aussi bien les gouvernements actuels mobilisent-ils toutes les ressources de la rhétorique pour prêcher la solidarité à l'Ouest et la patience à l'Est — rien de très séduisant pour les électeurs.

Un an jour pour jour après l'unification monétaire des deux Allemagnes, tel est le bilan contrasté que l'on peut esquisser. Est-il de nature à mettre en cause le choix qui a été fait, entre l'avis de pratiquement tous les experts de porter l'ostmark à la parité avec le deutschemark ?

Une décision audacieuse

La décision se révèle aujourd'hui encore plus audacieuse qu'elle ne le paraissait en juillet 1990. D'abord, parce que l'état des lieux est beaucoup plus désastreux qu'on ne l'avait imaginé, particulièrement en matière d'investissement et de productivité. Ensuite, parce que le commerce avec l'Est, pour lequel l'ancienne RDA semblait pouvoir servir de fer de lance de l'industrie ouest-allemande, s'est littéralement effondré, quand il n'était pas statistiquement gelé.

Ainsi, la valeur réelle des échanges de l'ex-RDA avec l'URSS équivalait, selon Martin Hanz, au septième de la valeur affichée dans les chiffres officiels. L'effondrement de l'économie et du système soviétiques est du reste un très grave sujet d'inquiétude, actuellement, pour les dirigeants de la nouvelle Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est.

« En 1988, confie Axel Hartmann, qui est passé d'Ouest en Est pour représenter aujourd'hui le Land de Thuringe au niveau fédéral, nous pensions que les réformes de Gorbatchev aboutiraient à des résultats. Nous y avons participé en formant en Alle-

magne un millier de managers soviétiques. Tout cela n'a servi à rien, le système politique restant inchangé, et maintenant tout le processus de réforme est stoppé : nous-mêmes sommes parvenus au terme de nos moyens de coopération avec l'URSS. »

Bien évidemment, le collapsus soviétique aura des répercussions directes sur les voisins allemands les plus proches. Et qu'arrivera-t-il si des milliers de Soviétiques viennent frapper aux portes de Berlin ? Si, dans la nouvelle capitale allemande, on place de grands espoirs dans la coopération avec les pays de la Mitteleuropa (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne...), l'hinterland naturel de l'Allemagne, les ouages qui s'accumulent

à Moscou assombrissent considérablement l'atmosphère, en même temps qu'ils aggraveront le passif du bilan allemand déjà fort lourd.

Pertes brutales de marchés, productivité inférieure au moins de moitié à ce qu'elle est à l'Ouest, autant de données qui eussent plutôt justifié, aujourd'hui plus encore qu'hier, une dévaluation de l'ostmark, et non la formidable réévaluation de fait de juillet 1990.

Le rythme accéléré

« C'est la première fois dans l'histoire de l'Allemagne depuis la seconde guerre mondiale que la politique économique », reconnaît Wolf Schöde, porte-parole de la Treuhändanstalt, société fiduciaire chargée de la privatisation des entreprises est-allemandes.

La réforme monétaire de 1948, qui a pris une dimension mythique en Allemagne de l'Ouest, ne peut certainement pas servir de référence, puisque le deutschemark qui en était issu

était largement sous-évalué, même par rapport au franc. Surtout, on avait ponctionné 93 % de la masse monétaire alors qu'aujourd'hui en fixant les salaires de l'Est à 60 % du niveau de l'Ouest, et nettement au-dessus de la productivité du travail dans les cinq nouveaux Länder, ce sont d'abondantes liquidités que l'on a imprudemment distribuées.

La réévaluation de l'ostmark, admet W. Schöde, a pour effet de compliquer le travail de la Treuhändanstalt dans la mesure exacte où elle raccourcit la période d'adaptation de l'ex-RDA. De fait, la société fiduciaire met les bouchées doubles : de juillet 1990 à mars 1991, un millier d'entreprises ont été privatisées ; de mars à juin 1991, le rythme s'est considérablement accéléré, puisque ce sont plus de mille entreprises qui sont passées en mains privées en moins de trois mois. Il en reste encore huit mille qui cherchent preneur.

Cette accélération du rythme de la privatisation, quelque douloureuse qu'elle soit pour ceux qui en subissent les conséquences en pertes d'emplois, est précisément une chance de réussite de cette OPA géante sur tout un peuple. « Plus le processus se prolongerait, plus il serait douloureux », indique le porte-parole de la Treuhändanstalt.

Il est probable, en effet, qu'en précipitant le travail de l'accouchement, les politiques ont finalement montré plus de sagesse, même du point de vue économique et social, que les experts, ceux en particulier de la Bundesbank, partisans de l'échange de deux ostmarks contre un deutschemark. « L'intendance suivra... »

Jamais l'aphorisme gaulien n'a eu autant de pertinence qu'aujourd'hui en Allemagne, et d'abord dans l'ex-RFA où l'économie a progressé de 4,5 % en 1990 et de 4,2 % au premier semestre de cette année, selon les estimations de la chancellerie fédérale. Du reste, il suffit de comparer la situation actuelle de l'ex-RDA avec celle des autres pays de l'Est pour voir se dessiner dès aujourd'hui les lignes de force qui traverseront l'Europe de demain.

Voilà une économie qui dispose maintenant de la monnaie convertible la plus forte du monde — ce qui constitue certes pour le moment un handicap pour ses exportations, mais est déjà un avantage pour ses importations de biens et de capitaux. Voilà une région qui bénéficie quotidiennement d'une aide technique et financière massive, méthodique, fraternelle. Voilà enfin un « pays » qui dispose d'une capitale prestigieuse, située au centre même de la Grande Europe. Qui dit mieux ?

PHILIPPE SIMONNOT

alternatives ECONOMIQUES

EN KIOSQUE 18 F

juillet-août 91

INDUSTRIE, CHOMAGE, SANTÉ : l'épreuve des faits

SALAIRES : le SMIC en question

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76



Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 91 en livraison immédiate

- 205 Color Line ess./diesel
- 205 XR 5dv
- 205 Turbo diesel 3 et 5p.
- 309 Grafik
- 309 XR et SRDT
- 309 XS, GTI 16 soupapes
- 309 XA, 19 1800 kg diesel
- 405 M116, 605 SV 24
- 405 Break affaires ess./d.
- 605 SV 3/SDVT/SRI

4, rue de Châteauneuf 75005 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
29, bd des Batignolles 75018 PARIS ☎42.93.53.52
227, bd Anatole France 93260 ST-DENIS ☎48.21.60.21

NEUBAUER

محکمان الأعمال

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Prise de conscience sur le chômage

Sil le volonte et la persévérance politiques suivent la prise de conscience en cours, le moment pourrait enfin être venu d'une véritable politique de l'emploi. C'est un fait que les yeux se dessillent : on commence à considérer le chômage autrement qu'à travers une analyse où étaient expurgées systématiquement plusieurs causes principales mais gênantes du point de vue de la sensibilité politique. Les tableaux tombent, comme en témoignent le contenu d'un document officiel dont on va parler dans un instant. L'heureux phénomène semble enlever comme à point nommé.

Ce gouvernement, qui a plutôt mal commencé sa carrière, présente dans ce domaine essentiel une favorable conjonction propre à la fois, s'il a le courage de ses opinions, à faire passer un message de lucidité et à faire avancer les choses. Tant le premier ministre, M. Edith Cresson, que son ministre du travail, M. Martine Aubry, paraissent résolus à bousculer certains préjugés. A supposer que leur détermination soit à la hauteur de leurs premières prises de position, on peut espérer une amélioration de la situation dans des délais plus rapides que prévu. Rien n'est encore joué.

Quant au document dont il a été question plus haut, il émane du ministère de l'économie et des finances. En d'autres termes, il aurait été de bon ton de se méfier de l'avis de financiers sur un problème aussi délicat et aussi douloureux pour certains chômeurs. Une pareille méfiance n'est plus de mise et c'est tant mieux. Si, en général, on déteste les financiers, banquiers ou administratifs, la raison n'en est pas que le cœur n'entre pas dans leurs calculs. On n'aime pas, en eux, leur rôle de révélateur.

Devant la Commission des comptes de la nation, M. Pierre Bérégovoy a présenté, la semaine dernière, une « Note de synthèse du dossier emploi », rédigée sans complaisance. Un des passages introduit une analyse « l'impact complexe des prélèvements et de la redistribution sur l'offre de travail des ménages ». Il commence par ce constat : « La fiscalité, l'existence d'un large système de redistribution sociale (indemnisation du chômage, mise en place du revenu minimum d'insertion...), ont clairement des objectifs d'équité qui dépassent le problème du lien au marché du travail. Mais, en même temps, ces dispositifs ont un impact sur l'offre de travail des ménages, dont l'ordre de grandeur est difficile à chiffrer de manière précise. L'effet principal est celui d'une certaine désincitation au travail puisque la comparaison des prélèvements progressifs et

du versement de prestations diminue le rendement marginal d'une heure de travail. Ces phénomènes ne sont pas simples à analyser car ils doivent être souvent examinés au niveau du ménage et non de l'individu. »

« Il n'est pas absurde de penser, dans un domaine où les effets de seuil sont fréquents, que se soient développées des situations... où le bénéficiaire n'a pas hésité à travailler de peur de voir son revenu diminuer ou augmenter trop faiblement au regard de l'effort supplémentaire fourni... »

« Une indemnisation du chômage mal calibrée pourrait avoir des effets sur la comparaison d'offres de travail. De tels effets, difficiles à démontrer par des études purement statistiques, peuvent être mis en évidence par des comparaisons internationales. Le cas de la Belgique est, à cet égard, instructif : il s'agit d'un des pays où le taux de chômage a été particulièrement élevé au cours des années 80, avec une proportion de jeunes chômeurs et de chômeurs de longue durée exceptionnellement importante. A l'évidence, cette situation n'est pas sans relation avec les modalités d'indemnisation du chômage, notamment la durée d'indemnisation des jeunes fondée sur le niveau de qualification scolaire et la durée illimitée des prestations. »

En observant un peu plus haut qu'on doit s'attacher plus au comportement d'un ménage qu'à celui d'un individu, les auteurs du rapport renvoient à un phénomène qu'ils évoquent par ailleurs. Dans un ménage où l'homme et la femme travaillent au départ, le passage de l'un d'eux au chômage peut être, par eux, considéré comme une solution préférable à deux emplois rémunérés à l'écart entre le salaire perdu et l'indemnisation est relativement faible (voir notre chronique « SMC et chômeurs » du 18 juin).

Par la biais des comparaisons internationales, les auteurs du document font justice du préjugé le plus dangereux : dans la mesure où l'on refuse de parler des causes « gênantes » du chômage, on raisonne comme si ce « fléau » de notre société était une sorte de fatalité, indépendante des politiques suivies à son égard. Les énormes différences constatées d'un pays à l'autre sont de nature, en effet, à prouver le contraire. En France, le nombre des chômeurs de longue durée (ayant plus d'un

an d'ancienneté) est passé de moins de 30 % au début des années 70 à environ 43 % en 1989. On comprend que les auteurs du rapport citent un peu plus haut le cas de la Belgique, quand on sait que, pendant les années 1981 à 1988, la proportion des chômeurs de longue durée y a dépassé 70 %. Ces chiffres contrastent avec ceux d'autres pays, notamment la Suède, où la proportion est seulement de 6,5 %, et les États-Unis, où elle n'est que de 5,7 %.

Aux États-Unis, l'indemnisation du chômage est, dit-on, particulièrement peu généreuse. En Suède, il en va différemment. Cependant, le régime d'indemnisation se présente sous deux aspects : l'importance de l'allocation et les conditions de son maintien. Une caractéristique du système suédois est que les demandeurs d'emploi ne sont pas livrés à eux-mêmes, contrairement à ce qui se passe en France, où la plupart d'entre eux sont obligés de se débrouiller tout seuls (l'ANPE ne compte qu'un employé pour deux chômeurs, alors que les agences d'intérim ont un employé pour vingt salariés, note le rapport). Cependant, l'assistance active doit bénéficier le chômeur suédois pour trouver un nouvel emploi a une contrepartie : s'il refuse plus de trois offres jugées intéressantes par le service de l'emploi, il perd son droit à l'indemnisation. En Irlande, France, une récente enquête a révélé qu'un chômeur du bâtiment sur cent accepte l'emploi qu'on lui propose (voir le Monde du 6 juillet).

En proclamant son intention de substituer à la logique de l'exclusion la dynamique de l'insertion, M. Martine Aubry accomplit une espèce de révolution qu'il s'agit d'analyser. Il est vrai, à la suite de certaines préoccupations du gouvernement, le ministre du travail indique clairement qu'elle ne vise pas seulement la création d'emplois hautement qualifiés. Dans la précédente chronique (L'utilisation du temps et l'emploi, le Monde du 2 juillet), nous rappelions qu'il existe dans une économie de marché un puissant ressort pour réduire le nombre des marginaux privés de travail. Il n'est pas ainsi une personne qui n'ait vocation à apporter sa contribution à l'activité générale. Pour la comprendre, il suffit de s'aviser que la plupart d'entre nous accomplissons non pas la tâche où nous

sommes le meilleur par rapport aux autres, mais plus modestement la tâche qu'on est capable d'accomplir le mieux ou le moins mal (par rapport à toutes celles où l'on serait encore plus mauvais !). Cela découle en quelque sorte du principe posé par le félibre selon lequel chacun a besoin d'un plus petit que soi. Cette dernière expression aide à mettre en lumière l'obstacle psychologique opposé pendant longtemps par la société à l'application de ce principe. N'est-il pas contraire à un certain idéal d'égalité ?

On s'explique ainsi la relative tolérance observée à l'égard de certains abus : si, pour trouver un emploi, un homme ou une femme doit accepter un travail ou pénible ou bien considéré comme totalement insignifiant (par les intellectuels), la société doit, admet-on plus ou moins sans le dire, lui laisser au moins pendant un certain temps l'option entre le travail et le non-travail. Cependant, il est une autre façon d'aborder le principe selon lequel il existe un emploi virtuel pour pratiquement tout le monde, si faible que soit ce qu'on appelle ses qualifications. Cette autre façon d'envisager l'insertion peut être exprimée par un autre proverbe : « Il n'est pas de soi-même. » C'est à cet adage que se réfère au moins implicitement le programme de M. Martine Aubry.

Cet emboîtement psychologique-politique, un de nos lecteurs, M. Henri Wiewiorka, de Paris, le met en lumière en nous écrivant : « Avec raison le gouvernement Rocard a préconisé la création d'emplois dits de proximité. On avait initialement saboté, il y a deux ou trois ans, cette source énorme d'emplois en parlant, à leur propos, de petits boulots. Or ces emplois pourraient fournir du travail à des centaines de milliers de personnes. » Cette idée revient sous la plume de plusieurs autres de nos correspondants. C'est ainsi que M. Jacques de Montlaty, de Paray-sur-Vienne (Indre-et-Loire) écrit : « Beaucoup pensent que le volume de travail possible solvable est limité. C'est sûr que les postes de travail qui créeraient l'abaisssement du SMC ne seront pas très techniques ; mais je suis persuadé que de nombreuses activités d'entretien, de sauvegarde de la nature, de services de proximité existent potentiellement. Mais il est probable que, pour tous les hommes politiques, pour les intellectuels

qui nous orientent à travers les médias, il y a une certaine crainte du travail répétitif ou dur ou simplement manuel alors qu'en réalité le travail est souvent, très souvent, fongible et que la part de génie est plus proche de 2 % que de 10 % (...). Aussi je crois qu'il ne faut pas avoir de complexes à autoriser la création de postes de travail peu payés à condition que soit respectés un certain nombre de critères : ceux de notre droit du travail (...). »

M. Wiewiorka, déjà cité, n'est pas de ces avis puisqu'il écrit au contraire : « A condition d'obtenir un salaire décent permettant de survivre, sinon de vivre largement, je pense que beaucoup de jeunes accepteraient ces divers travaux [qualifiés naguère de « petits boulots », comme si l'on avait voulu les rendre par avance rebatiffés]. Mais cela signifie un relèvement du SMC (...). »

VOLA en effet un débat intéressant qui peut être appliqué à d'autres situations. Par exemple, à celle des pays sinistrés soit par une guerre, soit par quarante-cinq ans d'un régime destructeur, comme ce fut le cas dans les pays ex-communistes de l'Europe de l'Est. L'opinion presque universelle acceptée est qu'une hausse des salaires en Allemagne de l'Est, pour citer cet exemple, ajoute un handicap quasiment insurmontable à la renaissance de cette région. Au lendemain de la première guerre mondiale, les économistes les plus libéraux observaient que, pour hâter la reconstruction des régions dévastées, il fallait y attirer, par de hauts salaires, de la main-d'œuvre qualifiée.

La vérité semble bien être que, pour se rapprocher du plein emploi, il faut assouplir les réglementations en vigueur, y compris celles du salaire minimum. Dans une économie occupant à plein, ou peu s'en faut, la population en âge de travailler, on verrait des gens actuellement payés au SMC recevoir des salaires plus élevés et d'autres, actuellement inscrits au chômage, trouver un emploi à un salaire peut-être inférieur. La clef du succès, ce sera de laisser jouer le marché. Là est le courage.

La France, étant un pays d'immigration, se trouve contrainte d'adopter un modèle d'organisation du marché de l'emploi proche de celui des États-Unis : tout ce qui était, il y a quelques années, vilipendé par la gauche - le plein emploi à l'américaine, fait de petits travaux peu qualifiés - est en train de passer pour souhaitable.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Discordantes convergences

SELON Olivier Dollfus, pour les Aymaras, population indienne des hauts plateaux boliviens, « le passé est devant nous, on peut le connaître : l'avenir est dans notre dos, il est donc imprévisible car il est invisible » (Cahier du GEMDEV, n° 8, octobre 1988).

Parlant en 1990 sur « Marché, capitalisme et socialisme aujourd'hui », Paul Bocara nous offre, pour le futur, une large brasse de questions - à décourager Gorbatchev lui-même. Pour le passé, il le décrit à grands traits. Des économies marchandes, caractérisées par l'échange équivalent, ont existé bien avant le capitalisme.

Le développement du marché capitaliste a représenté « un progrès de l'efficacité et des libertés par rapport à l'économie seigneuriale ou féodale, malgré le recul des solidarités traditionnelles » ; mais « le marché capitaliste ramène tout à l'argent » et « l'argent doit rapporter de l'argent ». Récemment, s'est produit un double mouvement. « D'une part la monnaie de principes plus ou moins non marchands » (...), en même temps qu'une

« folle exacerbation du marché qui tourne parfois à vide, de ses gâchis des hommes et de la nature (1) ».

Pour parler du socialisme, Paul Bocara revient à Marx : « Première phase de la société nouvelle : toute marquée encore par les stigmates du capitalisme dont elle sort », il devait permettre le développement de la gestion des « travailleurs associés ». Mais comment ce théoricien, toujours soucieux de rigueur, se voit-il à affirmer : « Ainsi, des milliers d'entrepreneurs individuels capitalistes, c'est sans doute plus créateur que l'étatisme centralisé autoritaire » ? Laissez en effet perplexes aussi bien le concept nouveau d'« entrepreneur individuel capitaliste » que l'idée que la multiplication de tels entrepreneurs concrétiserait la vision marxienne des « travailleurs associés ».

Paul Bocara reconnaît d'ailleurs, s'agissant de l'autogouvernement des travailleurs, que, « dans les sociétés socialistes, il n'en a pas été exactement ainsi ». Il l'explique par le caractère arriéré des économies des pays concernés, par la domination impérialiste et par les contextes de

guerre chaude ou de guerre froide. Mais l'échec des régimes édifiés en référence au marxisme donnerait en définitive raison à Marx, pour qui c'était du stade le plus avancé du capitalisme que devait naître le socialisme (1).

D'une autre manière, il pourrait aussi donner raison à Adam Smith. En effet, comme le montre Michel Rostier, de l'université Paris-VII, s'il ne parlait pas de « lois de l'histoire », Adam Smith croyait en un « cours naturel des choses », évolution optimale qu'il était aussi dangereux de vouloir ralentir (les physiocrates) que de vouloir forcer (les mercantilistes), ce qui le conduisait à faire la critique des interventions mercantilistes, sans, pour autant, « refuser toutes interventions » (2). Car, d'après les nouvelles lectures qu'on nous offre, Adam Smith était loin d'être le libéral impénitent que décrit tout de même un ou deux auteurs. Même sa « main invisible » n'était pas ce que l'on dit !

L'idée très largement reçue, en effet, est que, pour Adam Smith, la « main invisible », c'est le marché. Pas du tout, nous dit, après Jan Kregel, Hervé Defalvard de l'université Paris-X : d'abord, qu'y a-t-il de plus visible que le marché ? Ensuite, la métaphore de la main invisible, chez le père de l'économie politique, concerne la concurrence qui s'instaure entre les capitalistes et dont la conséquence est d'« élever le niveau des salaires au-dessus du seuil minimum de subsistance ».

Malléables chassés-croisés

Grâce à elle, « la conduite des capitalistes guidée par leur seul intérêt aboutit, à leur insu, à produire le bien de tous des salariés en l'occurrence » (2). Bien plus, Hervé Defalvard souligne que, dans la Richesse des nations, la part consacrée au marché entre individus indépendants n'est guère que de 1 %, alors que 99 % de l'ouvrage sont consacrés à l'organisation de la nation sur la base des entités collectives (classes, entreprises) qui la composent.

Ainsi, après avoir été pendant un siècle et demi l'émule de référence des auteurs qui ont voulu réduire la théorie économique à la théorie du marché entre agents individuels, voici qu'Adam Smith va pouvoir être l'in-

discutable référence des théoriciens de l'organisation. Car, par un de ces malicieuses chassés-croisés qu'affectionnent les auteurs de vaudeville, tandis que les anciens communistes de l'Est et les socialistes de l'Ouest ont, pour le marché, des embousillonnements de néophytes, une part croissante de la conférence anglo-saxonne des économistes travaille à comprendre les organisations.

C'est ainsi qu'Herbert Simon, professeur de sciences informatiques et de psychologie à l'université Carnegie-Mellon de Pittsburgh, qui reçut le prix de sciences économiques à la mémoire de Nobel en 1978, souligne la nécessité, pour les économistes, de combiner l'étude des organisations et celle des marchés (3). N'est-ce pas d'ailleurs l'ambition qu'affiche Jacques Lesourne dans l'introduction de son dernier livre, *Economie de l'ordre et du désordre* (Economica, 1991) ?

Herbert Simon estime en effet que, du fait de l'importance des firmes et autres organisations, l'économiste a à comprendre ce qui se passe en leur sein et donc à étudier les motivations de ceux qui travaillent et des phénomènes fondamentaux comme l'autorité, la récompense, l'identification et la coordination.

Seuls de tels travaux permettront de comprendre pourquoi certaines organisations fonctionnent bien et d'autres mal et d'être mieux en mesure de répondre aux trois questions, de l'efficacité relative des marchés et des organisations ; des conséquences de la coexistence de trois types d'organisations (guidées par le profit, ne cherchant pas le profit, publiques) ; des conséquences du recours à la planification centrale ou au marché pour régler les relations entre organisations.

Ces questions ne sont pas sans rap-

port avec celles que se pose de son côté Paul Bocara à propos des sociétés contemporaines : « Quelle prédominance dans l'économie mixte, publique ou privée ? Quels critères de gestion ? Quelle insertion des populations dans des emplois efficaces ? » Quels termes d'échange, quelles formations des prix et des finances, quels partenariats et coopérations, entre les activités, les régions, les pays ? (1) Elles rejoignent aussi la réflexion de Gilbert Blandine, des universités de Lyon et de Genève.

Celui-ci invite à étudier les différences entre les manières dont les économies de marché combinent les cinq paramètres suivants : « liberté et responsabilité de décision des acteurs ; concentration et participation de tous les acteurs aux décisions ; statuts juridiques de la propriété ; maximisation du profit ; maximisation du progrès économique et social (...) ». Et dès lors que « l'économie de marché, livrée à elle-même, n'est jamais parvenue ni à régler la production en fonction des besoins, c'est-à-dire à éviter les crises, ni à répondre à des défis mondiaux aussi considérables que l'environnement et le développement du tiers-monde », il faudra bien à la fois redonner son rôle à l'intervention de l'Etat et, plus largement, « parvenir à faire de tous [les] acteurs économiques de véritables partenaires totalement responsables (1) ».

Indispensable aux sociétés modernes, le marché ne peut-être leur unique principe d'organisation. Indiscutable facteur d'efficacité, le profit est loin d'être le seul. Quel vent de folie souffle sur notre temps, pour qu'il soit nécessaire de rappeler d'aussi élémentaires réalités ?

(1) « Le marché est-il l'avenir de l'homme ? », dossier de la Revue, revue de l'Institut de recherches marxistes, mars-avril 1991 (64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris).

(2) « Le marché chez Adam Smith », études présentées par Hervé Defalvard, Sylvie et Daniel Diakine et Michel Rostier, *Cahiers d'économie politique*, 1991, n° 19, L'Harmattan, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris. Dans ce numéro, un article sur la revue anglaise *Economica*.

(3) « Symposium on Organization and Economics » présenté par Joseph Stiglitz, *Journal of Economic Perspectives*, A Journal of the American Economic Association, printemps 1991 (2014 Broadway, suite 305, Nashville, TN 37203, États-Unis).

Formation continue, 1971-1991

Instituée en 1971, la formation professionnelle continue vise, selon son initiateur, Jacques Delors, à la fois à « permettre à chaque homme et chaque femme de faire face aux changements [...] », contribuer à la lutte contre l'inégalité des chances [...] ; créer autour de l'éducation nationale un environnement qui soit favorable à son évolution et sa réforme [...] ; permettre à chaque homme et chaque femme de maîtriser sa vie, c'est-à-dire d'élever son niveau culturel et d'aboutir à une sorte d'autogestion de sa propre existence ».

Ce vingtième anniversaire est l'occasion de retracer les principales évolutions de la formation continue, de présenter les appré-

ciations de partenaires sociaux qui participent aux négociations fondatrices : bref, de dresser un bilan que complète utilement une bibliographie sélective. Selon l'étude historique de Fabienne Berton et Gérard Podedvin, « les objectifs de formation à vocation strictement professionnelle, pour gérer l'emploi et transformer l'organisation du travail, ont pris le pas sur les objectifs civiques, sociaux et culturels de la loi de 1971 ». S'en étonnerait-on ?

Formation emploi, revue du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), avril-juin 1991 (La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris).

Le Monde

des
Juristes

JURISTES

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE souhaite intégrer au sein de sa Direction des Affaires Juridiques et Fiscales deux juristes expérimentés.

JURISTE DE DROIT BANCAIRE

(R4E JDB)

Intégré dans une équipe de 9 juristes, vous serez placé sous l'autorité directe du Chef de Service et, à ce titre, vous serez chargé de :

- conseiller et assister l'ensemble de la Communauté Société Générale sur toutes questions de droit bancaire, contentieux exclu
- représenter la Société Générale dans les instances interbancaires et auprès des autorités de tutelle
- participer à la formation de jeunes juristes.

De formation supérieure BAC + 5 en droit privé, vous justifiez d'une solide expérience (10 ans environ) dans un service juridique bancaire et possédez une bonne maîtrise de l'anglais. Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution en fonction de l'expérience acquise.

JURISTE INTERNATIONAL

(R4E JURI)

Au sein d'une équipe de quatre spécialistes et en liaison avec les directions opérationnelles :

- vous participerez à la conception de montages financiers et au développement des nombreuses implantations étrangères en rédigeant et négociant la documentation juridique s'y rapportant,
- d'une manière générale, vous conseillerez le groupe pour ses opérations internationales.

De formation supérieure en droit international des affaires, vous avez une expérience professionnelle de 4 à 5 ans acquise dans la Direction Juridique d'une grande entreprise ou d'une banque ou en cabinet. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Ce poste requiert un esprit rigoureux, de bonnes capacités de contact, d'adaptation et d'autonomie ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV et prétentions en précisant la référence choisie à
Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement
7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde

des
Postes à + de 400 KF
Dirigeants

F. HOFFMANN - LA ROCHE est un important Groupe International Chimique et Pharmaceutique. Une de ses filiales françaises, la SOCIÉTÉ CHIMIQUE ROCHE, située en Alsace (Village-Neuf - Haut-Rhin) est un établissement industriel de 420 personnes spécialisé dans la production de mélanges polyvitaminés et de substances actives pharmaceutiques.

C'est un site en pleine expansion où des investissements importants sont en cours de réalisation (700 MdF entre fin 1988 et début 1993).

Nous vous accueillerons en ALSACE pour devenir

DIRECTEUR TECHNIQUE

directement rattaché au Directeur Général

Au service notamment de la production et de la recherche, vous êtes garant des impératifs de coût, de qualité et de sécurité. A ce titre, vous coordonnez, suivez l'ensemble des activités techniques de l'Usine et animez une équipe de 130 personnes dont 7 ingénieurs.

Ingénieur confirmé avec une solide expérience des techniques industrielles en production chimique, vous avez nécessairement déjà prouvé votre capacité à diriger des projets d'envergure. Vous êtes un leader soucieux de progrès constants et avez démontré vos talents à animer et motiver vos collaborateurs.

Anglais souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

PRODUITS ROCHE
Division du Personnel - Service Recrutement
52, boulevard du Parc - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX.

CABINET INTERNATIONAL D'AVOCATS D'AFFAIRES PARIS
JURISTES DE HAUT NIVEAU H/F

Nous sommes un Cabinet européen d'avocats exclusivement orienté sur le droit des affaires. La compétence, le professionnalisme, l'expertise nationale et internationale de notre équipe, nos alliances et partenariats avec des cabinets français et européens de tout premier plan, nos bureaux en France et à l'étranger,

nous ont apporté une notoriété nationale et internationale qui nous place parmi les tout premiers cabinets européens.

Pour faire face à notre expansion en France et à l'étranger (y compris pays de l'Est, Afrique et Extrême-Orient), nous cherchons à intégrer de nouveaux juristes à très fort potentiel.

VOS ATOUTS :

- une formation très solide : avocat, conseil juridique ou juriste d'entreprise + grandes écoles de commerce et/ou sciences politiques et/ou université étrangère.
- 4 ans minimum d'expérience réussie dans un cabinet d'avocats d'affaires, dans un cabinet de conseils juridiques, en entreprise (industrie, banque...), dans une étude de notaire, dans un cabinet d'expertise comptable et audit (français ou anglo-saxon) où vous avez acquis, outre l'excellence dans une spécialité, l'expérience et les réflexes d'un généraliste en droit des affaires.
- vous faites vôtres, en temps réel, tous les aspects, problèmes et opportunités des entreprises,
- vous êtes « puissants », rapides, « travailleurs » et curieux de tout et aimez en conséquence aller au fond des choses,
- vous avez un sens aigu de la relation humaine,
- vous êtes un excellent négociateur,
- vous privilégiez le travail en équipe, le sens des responsabilités, l'initiative, l'anticipation, la rigueur et la pugnacité,
- vous avez l'ambition d'être, en toute modestie, un très grand professionnel.

NOUS VOUS OFFRONS :

- de vivre des responsabilités passionnantes : en vous confiant rapidement la prise en charge et le développement de clients prestigieux et/ou de bureaux à l'étranger, en coopération avec les spécialistes du cabinet,
- un environnement professionnel de haute qualité : une équipe de spécialistes et d'experts reconnus, qui sont des partenaires actifs de leurs clients, vivent au rythme du développement européen et international et font progresser leur métier,
- un potentiel d'évolution professionnelle et géographique au sein de notre groupe.

Adressez votre candidature, présentation manuscrite + photo + C.V. + prétentions à :

ISBL - réf. JLD - 47, rue Spontini, 75118 PARIS

Nous étudierons votre dossier dans la plus grande confidentialité.

Un grand Groupe français de Services ayant un fort rayonnement international, recherche son

Responsable Fiscal Groupe

Paris

Responsable d'un service rattaché à la Direction Financière de la holding, vous superviserez l'ensemble des questions fiscales du Groupe tant en France qu'à l'étranger. Vous interviendrez notamment en fiscalité interne pour gérer les problèmes fiscaux du Groupe (intégration, optimisation, questions ponctuelles, croissance externe, contrôles et contentieux) et traiterez l'ensemble des dossiers de fiscalité internationale (tax planning, conventions internationales, restructurations, fiscalité financière, accords commerciaux...) en liaison avec les conseils externes.

A 32/35 ans environ, parlant anglais, doté d'un solide bagage fiscal et comptable, vous êtes, par ailleurs, titulaire d'une expérience complète de la fiscalité française et internationale (7/10 ans), acquise en entreprise, en cabinet ou au sein de la D.V.N.I. Vous souhaitez développer vos qualités de rigueur et de créativité, ainsi que votre sens des contacts au sein d'un groupe en pleine expansion qui offre de réelles perspectives d'évolution. Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + lettre man. + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Guérou 75008 Paris, sous réf. AG5655MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Aujourd'hui LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 250.000 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F. Son rôle est multiple, consultatif, notamment sur les entreprises, en matière de gestion d'entreprises publiques. Mais la C.C.I.P. est aussi le prestataire officiel de l'Etat pour la tenue des Congrès, Paris en 1994, et de la tenue des réunions de la maîtrise des technologies de pointe. Elle exerce également son service JURIDIQUE ET FISCAL.

UN FISCALISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme du 3^{ème} cycle de droit fiscal, une expérience de 2 à 5 ans vous est demandée.

Grandes qualités rédactionnelles indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 9122/LM à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PARIS GROUPE DE SERVICES DE TRES GRANDE NOTORIÉTÉ cherche pour renforcer sa Direction Juridique Interne

JURISTE

HF

chargé notamment de constituer et de suivre des dossiers contentieux juridiques dans le domaine de la responsabilité civile des conseils, de l'immobilier et de l'assurance.

Pour ce poste autonome et évolutif qui suppose une grande disponibilité pour se déplacer, il est nécessaire d'avoir une formation de base niveau minimum de la Maîtrise appuyée impérativement sur une première expérience professionnelle en contentieux juridique.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 1251 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-S/SEINE

مكتبة الأمل

Le Monde *des* Juristes



EUROTUNNEL est la société d'exploitation de la première liaison fixe transmanche, entre la Grande Bretagne et la France, dont la mise en service est prévue en 1993. Ce réseau de transport sera au service du public et des entreprises 24h sur 24 avec la sécurité et l'efficacité maximum grâce aux technologies de pointe mises en œuvre.

JURISTES D'ENTREPRISE

• DIVISION DU PROJET

Rattaché au responsable juridique de la Division du Projet, vous intervenerez comme conseil de la Direction sur la Construction du Projet.

Vous aurez en charge le suivi des relations contractuelles avec l'entrepreneur et les autorités locales, en liaison avec les différents conseillers juridiques internes ou externes.

Vous suivrez et défendrez, le cas échéant, les différents litiges.

Vous avez acquis une expérience significative dans une fonction similaire, dans le BTP ou dans le cadre de relations entre un maître d'ouvrage et ses co-contractants.

Ce poste est basé à SUTTON, dans la proche banlieue de LONDRES. R.E. ET/DJ/PID

Agé(e) d'au moins 30 ans, vous êtes titulaire d'un diplôme de troisième cycle en DROIT (DEA - DESS - Doctorat). Parlaient parfaitement l'anglais, votre rigueur, votre disponibilité et votre potentiel feront de vous un interlocuteur reconnu et apprécié, et vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein de notre compagnie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Denis Besse, EUROTUNNEL, 112 avenue Kléber - BP 166 - 75770 PARIS Cedex 16, en précisant la référence du poste.

• DIRECTION FINANCIERE

Rattaché au responsable juridique de la Direction Financière, vous en conseillerez les représentants à l'occasion des diverses opérations financières de la compagnie.

Vous intervenerez dans le cadre du financement existant, pour des opérations relatives à l'endettement ou aux fonds propres.

Vous participerez aux négociations, et rédigerez les documentations requises.

Vous avez une bonne connaissance du financement de projet et vous maîtrisez la réglementation des marchés financiers.

Vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie d'au moins cinq ans en tant que juriste d'affaires dans une banque ou dans une compagnie cotée sur les marchés financiers de Paris et/ou de Londres, ou dans un cabinet.

Ce poste est basé à LONDRES. R.E. ET/DJ/FIN

A l'aube du
XXI siècle,
venez vivre
l'un des plus
ambitieux
défis
européens.



UN AVENIR D'AVANCE

Nous sommes l'un des 5 premiers groupes mondiaux de télécommunications (CA : 115 Mds de F, 165 000 personnes). Notre nouveau statut nous amène à renforcer notre Direction juridique. Nous recherchons :

JURISTE H/F

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DROIT SOCIAL

A 30 ans environ, diplômé(e) d'un 3e cycle juridique (+Sciences Po apprécié), vous êtes un(e) spécialiste du droit social justifiant d'une expérience réussie de 5 ans.

Vous assurerez, auprès de nos différentes directions et filiales, un rôle de conseil et de formation en matière de droit du travail et de protection sociale.

Votre réussite à ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser, sous réf. JDS, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :



38 RUE DE LISBONNE 75001 PARIS

RESPONSABLE JURIDIQUE

Importante Société industrielle ayant une implantation européenne et leader sur son marché (5500 personnes, CA 5 milliards), filiale d'un puissant groupe européen de dimension mondiale, recherche son Responsable Juridique.

Rattaché au DGA, il assumera des responsabilités importantes et polyvalentes concernant des domaines juridiques très variés : accords et contrats, droit des sociétés, assurances, immobilier, propriété intellectuelle et industrielle.

Ce poste conviendrait à un candidat maître de droit + DJCE (ou DESS droit des affaires) ayant acquis une solide expérience (5 à 10 ans) comme juriste d'entreprise.

Il aura déjà abordé plusieurs des domaines juridiques cités et il sera capable d'être reconnu comme un conseil avisé et comme un opérationnel compétent par ses interlocuteurs internes et externes.

Bonne pratique de l'anglais indispensable, allemand ou italien souhaité.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 28 A 2200 1M - Discretion absolue.



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

L'OPERA DE PARIS

recrute

UN JEUNE JURISTE

(3 ans d'expérience professionnelle)

S'agissant d'une création de poste, sa mission au sein de la Direction Administrative et Financière sera d'intervenir auprès des responsables de secteur en qualité de conseil et de gestionnaire des contentieux dans le domaine du droit commercial.

- Relation de sous-traitance.
- Image de marque.

Au-delà de sa technicité, le candidat devra mettre en évidence des qualités d'ouverture (sens du service et des relations sociales, adaptabilité).

Motivation, dynamisme et rapidité d'exécution sont les qualités nécessaires à l'évolution de ce poste.

Envoyer CV et prétentions à :
Sylvie MANCHON DPAS - Opéra-Beaillie
120, rue de Lyon, 75012 Paris

JURISTE MARITIMISTE INTERNATIONAL

Compagnie de transports maritimes de premier plan basée à Marseille recherche un juriste maritime.

Rattaché à la direction juridique du groupe, il prendra notamment en charge le traitement des litiges « cargaisons », des litiges d'affrètement ainsi que les dossiers « corps », en liaison avec nos assureurs anglais et avec l'assistance d'avocats français et étrangers.

Il assurera une mission de conseil interne auprès des différentes branches du groupe, en France et à l'étranger.

Il sera amené à négocier et rédiger (en anglais) des contrats et accords de joint venture dans un environnement très international.

Le candidat aura une première expérience réussie dans ce domaine d'activité.

Envoyer CV à CMA, Direction du personnel, 20, quai du Lazaret, 13002 Marseille. Télécopie : 81-56-00-38.

Important organisme du tertiaire, nous sommes leader sur les marchés de la Retraite et de la Prévoyance. Nous recherchons pour notre Secrétariat Général, un

ASSISTANT

Bac + 5

A 25-30 ans, de formation supérieure (DEA Droit Social, IEP,...), vous souhaitez aborder une carrière à dominante juridique, qui mettra en valeur vos qualités rédactionnelles et organisationnelles.

Débutant ou première expérience, votre connaissance des Régimes de Retraite et de Prévoyance pourra constituer un atout dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence 5035 à SOURCES, 108 rue Saint Honoré 75001 Paris, qui transmettra.

Société d'économie mixte, nous sommes en charge d'une importante opération d'aménagement.

Sciences Po/Droit - Chargé de missions auprès de notre Direction Générale

Votre rôle : prendre en charge et assurer des missions de nature juridique, économique, sociale, ... Votre savoir-faire rédactionnel mais aussi votre talent relationnel seront sollicités en permanence auprès de nombreux interlocuteurs du monde des entreprises publiques ou privées.

Agé d'au moins 26 ans, à travers une première expérience de nature juridique, vous avez acquis une bonne connaissance de l'immobilier et des collectivités locales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. M/399/A à notre Conseil B, avenue Delcassé 75008 PARIS.



Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE

Nous sommes l'un des 10 premiers français dans notre secteur avec un CA en forte croissance depuis 3 ans. La qualité, la rigueur et la rapidité de nos équipes nous permettent d'aborder avec assurance notre avenir. Aujourd'hui, nous recherchons un

Juriste

Débutant ou avec une première expérience, vous possédez une Maîtrise en Droit des Affaires, un DEA de Droit Immobilier ou un DESS de Construction. De plus, vous avez de bonnes connaissances fiscales et, si possible, comptables.

Au sein de notre Secrétariat Général, vous assurerez la gestion juridique et fiscale de la société et de ses filiales et participerez aux négociations, aux montages juridiques et au suivi des opérations.

Votre disponibilité, votre polyvalence, vos capacités rédactionnelles et relationnelles vous permettront de vivre un métier passionnant et ouvert.

Participer à notre dynamique vous intéresse ? Envoyez votre CV + photo + lettre manuscrite à notre Conseil RCG - 68 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

68, Bd MALESHERBES 75008 PARIS

Conseil Fiscal

Valorisez une expérience de fiscaliste d'entreprise, d'administration ou de conseil en rejoignant à LYON l'équipe d'un cabinet conseil international.

Après une première expérience de 3/4 ans minimum, vous conseillerez nos clients et développerez votre professionnalisme, ce qui vous permettra d'évoluer rapidement.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. M/10/N à CLCR B av. Delcassé 75008 PARIS

Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

Le Monde de la Gestion

Société (180 personnes) émanation d'entreprises nationales ou régionales de premier plan dans le secteur de la distribution recherche pour assister son Directeur Général un cadre de haut niveau

RESPONSABLE GESTION ET ADMINISTRATION

400 000 +

Ses missions principales seront :

- l'animation des fonctions comptabilité, trésorerie et des services généraux,
- la mise en place et le suivi d'un système efficace du contrôle de gestion,
- la prise en charge de la gestion des ressources humaines et des questions juridiques (droit des sociétés) en relation avec les experts extérieurs.

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure (Bac + 5), 32-35 ans, disposant d'une expérience de 8 ans environ, acquise dans des fonctions polyvalentes (gestion, juridique et personnel).

Un tempérament opérationnel, des qualités d'organisateur et d'animateur sont indispensables.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 28 C 2144-1M - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ADJOINT AU RESPONSABLE DES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS dans un grand Groupe d'Assurance

Gérant un parc immobilier de 250.000 m2, vous devrez essentiellement étudier, faire adopter et assurer la réalisation et le suivi juridique, administratif, comptable et financier des opérations immobilières du Groupe.

- étude et sélection des investissements,
- montage des opérations en veillant à la rigueur et à la conformité de leurs structures juridiques et fiscales,
- suivi des programmes de construction (relations avec les promoteurs, les maîtres d'œuvre, les entreprises...),
- mise en location (sélection des sociétés spécialisées et contrôle de leur action),
- gestion du parc d'immeubles (construction, entretien, gestion des baux, choix des locataires...),
- en l'absence d'opportunités, proposition des désinvestissements souhaitables,
- suivi financier des opérations,
- écoute permanente du marché immobilier.

Candidate s'adresse : soit à un juriste ayant une solide expérience immobilière complétée par des connaissances techniques en matière de bâtiment (étanchéité, climatisation...),

soit à un technicien de la construction ayant une formation en gestion immobilière acquise dans un service immobilier institutionnel (assurance, banque) ou chez un promoteur intéressé par la gestion de patrimoine et ayant monté des opérations immobilières.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 27722/ARI à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

FILIALE
DISTRIBUTION
(1,5 Mds de CA)
D'UN
GROUPE
INDUSTRIEL
INTERNATIONAL

Filiale d'un grand groupe international d'origine française de près de 30 milliards de CA, No 1 en Europe et mondialement connu dans le secteur de la distribution des produits haut de gamme vendus à des professionnels ("business to business").

Vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction administrative et financière de cette filiale de distribution (comptabilité, reporting, budget, contrôle de gestion, crédit clients, gestion des stocks, personnel) et serez interface avec les services informatiques, logistique et trésorerie du groupe (mise en place de nouveaux logiciels).

Vous animerez une équipe de 25 personnes grâce à vos qualités prouvées de patron d'équipe.

Rattaché au Directeur Général, vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions fonctionnelles du groupe.

Vous vous investirez totalement au sein d'une équipe jeune et dynamique et serez reconnu, grâce à vos propositions et à vos actions constructives, comme le garant d'une gestion de qualité.

JEUNE D.A.F./CONTROLLER

Vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...) et âgé d'environ 35 ans. Une expérience de quelques années d'audit en cabinet anglo-saxon, suivie de quelques années opérationnelles dans une entreprise de qualité en tant que contrôleur de gestion serait un profil idéal.

Le titulaire de ce poste, membre du comité de direction, pourra évoluer, après avoir démontré compétences et détermination, vers les nombreuses opportunités offertes par un groupe international comme le nôtre, attaché à valoriser et faire progresser ses collaborateurs.

Anglais courant indispensable.

Ce poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser les dossiers de candidature (lettre manuscrite et CV), sous réf. A043835 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.

DEVELOPPEZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

LE GROUPE GMF
EST UN DES PLUS
PREMIERS GROUPE
FRANÇAIS DE SERVICES
PRÉSENT DANS DE
NOMBREUX SECTEURS
D'ACTIVITÉS
L'ASSURANCE GMF
IARD, GMF VIE, GMF PJ,
LA SAUVEGARDE,
LA BANQUE (GMF
BANQUE), L'ASSISTANCE,
LA DISTRIBUTION (FNAC),
L'AGROALIMENTAIRE,
LE TOURISME,
LA COMMUNICATION...

Contrôleur de Gestion

H/F

ESC DAUPHINE

Votre formation supérieure en gestion et votre première expérience (environ 3 ans) vous ont permis de contribuer à la création d'une comptabilité analytique ou d'intégrer des fonctions d'organisateur dans le secteur tertiaire.

Venez aujourd'hui rejoindre la Direction du Contrôle de Gestion et de la Planification de notre secteur Assurance IARD. Vous participerez à la mise en place d'une comptabilité analytique et définirez de nouvelles procédures analytiques et budgétaires.

Outre votre maîtrise de l'outil informatique (systèmes comptables anglo-saxons), vos qualités de synthèse, de rigueur et d'autonomie vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, et CV sous réf. 08FD à Florence BARRAUD GMF, Service Recrutement, 35, rue d'Alsace, 92631 LEVALLOIS-PERRET

LEVALLOIS-PERRET

Filiale française du groupe multinational MERCK, nous affirmons notre position dans la pharmacie, la chimie fine industrielle et les produits de laboratoire - 600 personnes, 700 MF de CA, notre développement s'appuie sur des technologies avancées, une diversification réussie et une gestion rigoureuse.

MERCK-CLEVENOT

CHEF DE SERVICE TRESORERIE

Reportant à notre Direction Financière, vous prenez en charge, avec votre équipe (7 personnes) l'optimisation de la trésorerie, la gestion des comptes clients et la mise en place d'une politique du risque client ■

Vous participez à la définition d'un nouveau système informatique ■

A 28 ans environ, de formation DESS Finance/Gestion ou Ecole de Commerce Option Finance, vous avez acquis une expérience de 2 ans dans le domaine financier ■

Rigueur, ouverture d'esprit et talent d'animateur sont nécessaires pour réussir dans votre mission ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. 38/LM à Isabelle MANSOUR, Laboratoires MERCK-CLEVENOT - Service Recrutement 5/9 rue Anquetil, 94130 NOGENT SUR MARNE.



FINANCER DES GRANDS PROJETS

Nous sommes la filiale d'un des plus puissants groupes financiers français. L'une de nos principales activités est de mettre en place les financements d'opérations complexes dans le domaine d'infrastructures publiques ou privées, pour le compte d'industriels ou de concessionnaires de grands projets. Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer le département concerné et recherchons un

CHARGE DE MISSION SENIOR

De formation supérieure (Ecole d'ingénieurs ou Ecole de commerce), à 35 ans environ, vous avez déjà acquis 5 à 7 ans d'expérience dans le financement de projets importants, soit au sein d'une banque d'affaires, soit chez un opérateur industriel (BTP, services...). Vous assurerez la prise en charge complète de plusieurs grandes opérations. Vos capacités d'analyse et d'appréciation du risque mais aussi vos qualités de négociateurs seront des atouts majeurs.

Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais et de l'outil de travail informatique sont nécessaires. De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir.

Pour nous rencontrer rapidement, envoyez votre dossier complet (lettre manus., CV et prétentions) sous réf. 386 à MEDIA PA 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

LE BANQUIER
DES AMBITIONS
LOCALES

GRANDE
BANQUE
SPECIALISEE
POUR LES
INSTITUTIONNELS

Responsable de portefeuille

Vous rejoignez notre direction de l'exploitation commerciale qui gère en direct un certain nombre de comptes d'institutionnels et d'établissements financiers.

Vous prenez en charge un pôle de clientèle constitué essentiellement de sociétés financières. Vous encadrez l'équipe chargée de la gestion de ces comptes et assurez la promotion des produits et services du groupe.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un responsable de clientèles bancaires, soucieux d'évoluer vers un portefeuille "grands comptes". Votre professionnalisme, votre sens de l'organisation et des relations humaines vous permettront d'animer votre équipe avec souplesse et d'améliorer les résultats.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV), sous référence 390, à MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

LVMH

MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Leader mondial des produits de prestige, nous considérons la consolidation des états financiers de nos 200 sociétés comme un outil de gestion et de communication. Pour succéder à l'actuel titulaire du poste, promu responsable du service, nous recherchons notre nouvel

JEUNE ADJOINT DU RESPONSABLE CONSOLIDATION

■ Au sein d'une petite équipe, vous interviendrez auprès du Responsable de la Consolidation du Groupe sur tous les aspects opérationnels de la fonction.

■ Vous participerez notamment à la mise en place du nouveau système intégré de reporting et de consolidation.

■ Par la vision globale que vous aurez des activités du Groupe et la fréquence de vos contacts avec des interlocuteurs de haut niveau, vous occuperez un poste vivant et évolutif.

■ De formation supérieure (ESC + DECF), vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans acquise au sein d'un cabinet d'audit international ou du service consolidation d'un grand groupe. Vous êtes familiarisé avec l'outil informatique et vous maîtrisez l'anglais.

■ Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous la référence C 308 M à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, BP 629-08, 75366 Paris cedex 08, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

مكتبة النظم

Le Monde de la Gestion

Banque privée de renom
recherche à Paris (8^{ème}) son

Exploitant Senior

Rattaché directement au responsable de notre succursale, vous gérerez notre clientèle d'entreprises et vous développerez ce fonds de commerce en ayant le souci de sa rentabilité et de la qualité de son risque.

Autour de 30 ans, issu d'une grande Ecole de Commerce (ESSEC, HEC, SUP de Commerce Paris) ou d'une grande université (Dauphine...), vous avez une expérience d'au moins 3 ans de l'exploitation face à une clientèle d'entreprises.

Votre caractère commercial affirmé, votre dynamisme comme votre sens du risque feront de vous un interlocuteur apprécié conjointement par nos clients et par notre structure.

Contactez Frédéric Serres au 42 89 30 03 ou adressez votre candidature + CV + photo + n°réf. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf.FS7102MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Prestigieux groupe financier US recherche pour sa filiale française
en démarrage (Art. 99) un

Responsable Back Office et Comptabilité

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez quatre responsabilités essentielles :

- La mise en place, animation et gestion du Back Office des OPCVM et autres produits gérés et commercialisés par la Société,
- La mise en place et gestion des Comptabilités,
- Le Reporting vers les autorités de tutelle et vers la maison-mère US.
- La transposition en France du Système d'Information de la maison-mère.

A environ 30/35 ans, ESC + DECS ou équivalent, vous avez quatre à huit ans d'expérience

de la gestion administration et comptable des OPCVM, si possible après une expérience en audit. Votre excellent niveau d'anglais écrit et parlé sont pour vous des atouts complémentaires pour rejoindre cette structure en démarrage où votre évolution de carrière et votre rémunération seront à la hauteur de votre dynamisme et de votre engagement personnel.

Contactez nous au (1) 42.89.30.03 ou écrivez à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 10, rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf.YB7188MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Important groupe spécialisé dans le
domaine des Télécommunications à la pointe de la
technologie. Nous recherchons

TRESORIER

A 30/35 ans, diplômé d'une école d'ingénieur ou équivalent, vous avez acquis une expérience significative à un poste similaire. Rattaché au Directeur Financier vous serez chargé de la gestion de la trésorerie, de l'élaboration et du suivi des prévisions, ainsi que de son reporting. En relation avec les organismes bancaires vous négociez les conditions de financement, les lignes de crédit et assurez les opérations de couverture de change et de taux d'intérêt. De larges perspectives d'évolution sont possibles au sein de notre groupe pour un candidat de valeur. Poste basé à Vélizy.

ALCATEL

CIT

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence TM 07 à Christine Copelle-Grenié, Alcatel CIT, 10 rue Latécoère, 78141 Vélizy Cedex.



LE BANQUIER
DES AMBITIONS
LOCALES

PARTICIPER ACTIVEMENT A NOTRE DIVERSIFICATION

Le Crédit Local de France, filiale d'un des plus puissants groupes financiers français, leader sur le marché du financement des collectivités locales (+40% parts de marché) développe aujourd'hui son savoir-faire, en finançant des projets diversifiés. C'est pourquoi nous recherchons un :

CHARGÉ DE CLIENTÈLES SPÉCIALISÉES

A 30-35 ans environ, de formation supérieure vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum, au sein d'une banque ou d'un établissement spécialisé. Vous connaissez bien les entreprises du BTP ou les concessionnaires intervenant auprès du secteur public (environnement - rénovation - entretien d'équipements publics locaux).

Votre expertise de la micro-informatique et des simulations financières sera un atout majeur. Bien sûr, vous maîtrisez au moins une langue étrangère (l'anglais de préférence).

Vous développerez pour nos clients une politique commerciale active auprès d'un réseau de prescripteurs et d'établissements de crédits.

Votre dynamisme commercial, votre goût du travail en équipe seront les garants de votre réussite dans cette mission.

Négociateur averti, vous savez allier rigueur, esprit concret et un certain sens du risque.

Merci d'adresser votre dossier à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT

Choisissez un partenaire performant.

Fort de nos 5300 clients, nous sommes la référence dans le domaine de l'information financière : gestion de trésorerie, gestion des immobilisations, consolidation, analyse financière... Notre progression (CA + 40 % en 1990), nous amène à rechercher

CONSULTANTS

De formation supérieure BAC + 4 (maîtrise de gestion, d'économie ou diplôme d'école de commerce), vous êtes débutant ou avez une première expérience. Après une formation spécifique, vous assurerez des missions de conseil auprès des Directions Financières pour accompagner la mise en place de nos logiciels financiers. Ce poste très autonome nécessite une réelle motivation pour les relations clientèles, de sérieuses aptitudes pédagogiques et des déplacements sur toute la France.

Nous vous offrons un environnement performant et une évolution au sein d'équipes dynamiques. Postes à pourvoir sur Paris (ref. CP-LM) et Lyon (ref. CL-LM).

FORMATEUR CONSOLIDATION

Dans un premier temps et après une période de formation aux logiciels de consolidation, vous conseillerez par téléphone nos utilisateurs (Directeurs Financiers, Responsables de consolidation) à l'utilisation optimale de nos logiciels. Dans un deuxième temps, vous assurerez des missions de formation/conseil. Vous êtes titulaire d'un BTS Comptabilité et Gestion, DECF ou DESCF.

Vous êtes utilisateur de micro-informatique. Une expérience en consolidation serait appréciée. (ref. F/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à Yann LE BELLEC pour les références CP/LM et CL/LM ou à Philippe BRIZARD pour la référence F/LM - Cerg Finance Tour Eve - Place Sud - La Défense 9 - 92806 PUTEAUX.

CERG FINANCE



UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
D'IMPLANTATION MONDIALE
RECHERCHE
**fiscaliste
senior**

Au sein de la direction fiscale, européenne et africaine, vous assurez le suivi complet des sociétés françaises.

De formation supérieure (ENI, DESS, DEA en fiscalité ou équivalent),

vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans la fiscalité des entreprises.

Vous avez à votre actif des réalisations significatives.

Vous rapportez au directeur de la fiscalité Européenne et Africaine.

Anglais INDISPENSABLE, seconde langue appréciée.

Appeler au (1) 42.27.40.27

du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h et le samedi de 10 h à 15 h, ou adressez vos CV, photo et prétentions, sous référence 21581 à

Media-System, 6 impasse des Deux Cousins,

75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Évoluant au sein d'un Groupe industriel à forte notoriété, notre société (150 MF de CA - 210 personnes) développe un savoir-faire technologique de pointe et s'adresse aux grands maîtres d'œuvre de l'aéronautique et de l'espace. Nous créons le poste de

Contrôleur de gestion industriel

En étroite collaboration avec le Directeur Financier, vous êtes responsable de la mise en place du système de gestion et intervenez sur 3 sites de production.

Vous êtes chargé notamment de l'élaboration des budgets, plans et tableaux de bord, de la valorisation des stocks, de l'analyse des coûts de revient, des études de rentabilité des investissements. Garant de la fiabilité des informations chiffrées, vous participez à l'amélioration des procédures et à la préparation des décisions.

Agé de 30 ans, vous avez une formation supérieure (Finances, Gestion) et une expérience de 5 ans en milieu industriel.

Votre polyvalence, votre envergure, votre aisance relationnelle vous permettront à terme d'élargir vos responsabilités dans un groupe en pleine évolution.

Une bonne pratique de l'informatique est nécessaire.

Poste basé dans les Hauts de Seine.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. LM 175 A à notre Conseil ARCO - Dominique GILLES - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES

ARCO

Le Monde

de la
Gestion**RESPONSABLE DEVELOPPEMENT
RESSOURCES HUMAINES**

Banque - 250/300.000 F

Un important établissement financier, très implanté en région parisienne, recherche son responsable développement ressources humaines. Rattaché au directeur des ressources humaines et assisté d'une équipe de 5 personnes, il assurera l'ensemble de la gestion prévisionnelle des emplois/carrières, le recrutement, la formation. Il aura la capacité à élargir rapidement ses fonctions. Ce poste conviendrait à un can-

didat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant acquis une véritable expérience de généraliste de la fonction personnel dans la banque ou dans un établissement financier. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9902M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GESTIONNAIRE DE CARRIERE

Banque - 200.000 F

Un important établissement financier, très implanté sur la région ouest de Paris, recherche un gestionnaire de carrière pour compléter l'équipe en place de 5 personnes. Basé au siège et rattaché au responsable développement ressources humaines, il sera responsable des carrières, du recrutement et de la gestion pour une partie du personnel de la banque. Il aura une aptitude à communiquer, notamment vis-à-vis des opération-

nels de la banque. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IGS...) ayant acquis une courte expérience (environ 2 ans) de la fonction personnel dans la banque ou en entreprise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9903M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

bip

Gestion de capitaux, ingénierie financière, assurance vie, affaires, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, la Banque Internationale de Placement affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels jeunes et qualifiés. Des femmes et des hommes engagés dans la voie du conseil : tournés vers l'avenir, ils n'ont qu'un objectif, aider les entreprises et les particuliers à prendre la meilleure décision.

ANALYSTE

Grâce à des méthodes quantitatives sophistiquées, vous analyserez les marchés financiers et développerez des outils d'aide à la décision, pour notre salle des marchés et les gestionnaires de fonds. Vous évoluerez dans un environnement informatique performant (station de travail, interface graphique).

De formation scientifique supérieure, vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience. La modélisation mathématique et l'utilisation de méthodes statistiques vous motivent.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), en précisant la réf. PH-AA2 à BIP, Direction des ressources humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

LVMH

MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Leader mondial des produits de prestige, nous renforçons la structure financière de notre holding en recherchant un

**CONTROLEUR DE GESTION
SENIOR**

Rattaché au Directeur Financier du Groupe, vous prendrez en charge le suivi du contrôle de gestion du secteur Champagne et Spiritueux (10 Milliards de F de CA), réalisant plus de 85 % de son activité à l'étranger.

En charge des plans et des budgets, vous assurerez l'analyse et la synthèse des informations transmises par les filiales. Vos interlocuteurs seront les Directions opérationnelles en filiales, et le Directeur Financier du Groupe.

Cette fonction est importante pour le Groupe, et vous devrez pour l'assurer avec succès, être diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP...), être âgé de 30 à 40 ans, et avoir une solide expérience du contrôle de gestion acquise dans un environnement international.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil, CLP Associés, sous réf. 215LM ou 33, avenue du Maine, 75015 Paris, ou téléphoner au 45.38.62.62.

Un Groupe leader du secteur BTP bénéficiant d'une croissance exceptionnelle depuis près de 10 ans recherche, dans le cadre d'une expansion significative par acquisition à l'étranger, un :

Contrôleur de gestion international

Paris

370 KF +

Il devra animer la mise en place harmonisée mais progressive de systèmes de reporting mensuels performants et adaptés. Il suivra, analysera et commentera ces reporting de gestion. En outre, il montera des plans mensuels et annuels dont il suivra la réalisation.

Ses interventions porteront sur des entités juridiques, européennes principalement. Les principaux pays concernés (à court et à moyen terme) seront la Belgique, le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Allemagne. Il se déplacera à plus de 40 % de son temps.

Le candidat doit être âgé de 30/35 ans avec une expérience similaire exclusivement dans le secteur du BTP. Il doit impérativement parler couramment l'anglais et l'allemand.

Il faut un homme de terrain et de dialogue, capable de s'adapter rapidement à tous les contextes.

Contactez Antoine MORGAUT ou Jérôme GIRAUD au 45.62.90.00, ou adressez votre dossier de candidature sous référence AM 1219 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

DIVISION SWAP

Leader sur les marchés des swaps, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE poursuit son développement international et renforce ses équipes spécialisées.

Diplômé de POLYTECHNIQUE, NORMALE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, DESS, DEA, vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience.

Vous êtes attiré par les marchés de capitaux, les swaps, les futurs, les options.

Rester leader est notre ambition, rejoignez-nous pour y contribuer comme :

- **MARKET MAKERS** sur SWAP et FRA sur toutes devises,
- **COMMERCIAUX** auprès des grandes entreprises, investisseurs...,
- **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT** sur nos nouveaux produits,
- **INGÉNIEUR FINANCIER** et montages spéciaux.

Nos métiers passionnants et internationaux requièrent de réelles qualités d'entrepreneurs, une forte motivation, capacités d'imagination et esprit de compétition dans un contexte de travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. DS/LM à Sylvie MARAIS Société Générale - Service du Recrutement - 59, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Un important groupe industriel international d'implantation mondiale recherche un Assistant trésorerie et financements internationaux. Vous êtes rattaché à la trésorerie internationale. Vous participez à l'optimisation de la trésorerie internationale, ou financement des filiales étrangères, ainsi qu'aux dossiers de cessions/acquisitions. Vous assistez le trésorier dans les simulations et études sur taux/devises et la négociation d'instruments financiers.

**Assistant
trésorerie et
financements
internationaux**

De formation école de commerce ou équivalent, vous possédez au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans un service financier. Ce poste nécessite une bonne connaissance des tableaux et la maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. 21600, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

LILLY:**TOUTES LES OPPORTUNITES
D'UN GRAND DE LA SANTE**

Première filiale du laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,9 milliard de CA, 1200 personnes) a de grands projets d'investissements sur son site de production de Strasbourg et recherche

Contrôleur de gestion

Débutant(e) ou disposant de 2 à 3 années d'expérience, diplômé(e) d'une grande école de commerce, vous serez chargé(e) du contrôle de gestion de l'une des divisions de l'usine. Outre le calcul des prix de revient et les activités de reporting, la mission s'étendra largement vers le partenariat avec les opérationnels pour développer les budgets, investissements et analyses ponctuelles servant d'aide à la décision.

Vous êtes passionné(e) par la micro-informatique et possédez le goût d'entreprendre dans un esprit de communication positive ?... Alors, venez rejoindre un des grands de la Santé. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si notre projet vous séduit, adressez un CV avec lettre manuscrite et photo sous réf. CG, Département des Ressources Humaines, Lilly France, rue du Colonel Lilly, 67640 Fegersheim.

Lilly

مكتبة النظم

MARCHÉS FINANCIERS

Le rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement

La croissance dans le tiers-monde passe par de meilleures relations entre l'Etat et le marché

Ni dirigisme ni laissez-faire, mais une meilleure répartition des tâches entre Etat et marché dans le contexte d'une intégration mondiale accrue, telle est la réponse au «dilemme» du développement que la Banque mondiale propose dans son rapport sur le développement dans le monde en 1991 publié lundi 8 juillet. Constatant que la croissance moyenne du PIB (produit intérieur brut) des pays en développement a chuté de moitié en deux ans, tombant à 2,2 % en 1990 (son taux le plus faible depuis 1982), les auteurs du rapport jugent qu'il est temps de promouvoir partout des marchés compétitifs.

Utilisant un langage particulièrement direct, les experts de la Banque mondiale conseillent aux Etats du tiers-monde de ne pas intervenir dans la vie économique «dans le détail» — en menant des actions de genre contrôle des prix, accord de licence de production ou nationalisation — et leur proposent de se charger d'assurer au marché «un environnement macroéconomique stable».

Le rapport rappelle que les gouvernements des pays en développement doivent non seulement réduire les dépenses publiques (et militaires en particulier), résorber les déficits et préserver la stabilité de leur monnaie, mais aussi assurer au marché une infrastructure et des institutions adéquates.

En fait, pour la Banque mondiale, le rôle de l'Etat en matière de développement commence là

où s'arrête celui du marché. Au premier, donc, revient le soin d'améliorer les systèmes éducatifs et judiciaires, de défendre la propriété, de protéger l'environnement et d'intensifier la lutte contre la maladie et la pauvreté, afin que le second permette la croissance de l'industrie et du commerce dans un climat de sécurité et de confiance.

Cette analyse des rapports entre l'Etat et le marché est proposée alors que les Etats-Unis insistent pour que la Banque mondiale, traditionnellement spécialisée dans les grands programmes d'aide publique, intervienne pour la réalisation de projets privés dans le tiers-monde. La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans le secteur privé, a d'ailleurs obtenu, le mois dernier, une augmentation importante de son capital (le Monde du 2 juillet).

L'intégration des marchés constitue pour la Banque mondiale un autre préliminaire indispensable au développement. Le Brésil, le Chili, la République de Corée et la Turquie sont autant de pays qui en ont largement tiré profit. «Un accès libre aux marchés des pays industrialisés ferait gagner aux pays en développement quelque 55 milliards de dollars de recettes additionnelles d'exportation, soit autant que l'aide qu'ils reçoivent», souligne le rapport. L'organisme de Washington lance un appel au Nord, rappelant qu'un échec des négociations commerciales multilatérales, qui ont débuté en 1986 dans le cadre du GATT et se poursuivent toujours, assombrirait considérablement l'avenir du développement.

Moins bons que prévus

Les résultats des Banques populaires sont affectés par l'affaire Tuffier

Ce sont des résultats décevants, moins bons que les chiffres provisoires donnés il y a deux mois (le Monde daté 8 mai) que le président du groupe des Banques populaires, M. Jacques Delmas-Marsalet, a annoncé le 5 juillet. Et ce, en raison d'une «meilleure prise en compte de l'affaire Tuffier», société de Bourse dont le groupe bancaire est actionnaire à 12 %.

Ce sont finalement 140 millions de francs d'abandon de créances et 70 millions de francs de pertes sur des emprunts d'Etat qui ont été enregistrés dans les comptes. Conséquences : les provisions sont en hausse de 48 % (au lieu de 31 %), entraînant une dégradation de 19,4 % (au lieu de 8,4 %) du résultat net d'exploitation. Le bénéfice s'améliore de 2,9 % (au lieu des 4 % prévus) à 1 162 millions de francs grâce à des opérations hors exploitation.

M. Delmas-Marsalet a, par ailleurs, confirmé pour son groupe les tendances observées dans le reste de la profession (le Monde daté 23 avril) : érosion de la marge d'intérêt et montée des sinistres domestiques. L'érosion de la marge d'intérêt est imputable au renchérissement des ressources (+0,5 point en moyenne depuis trois ans) dû à la modification du comportement des déposants qui privilégient les placements mieux rémunérés (SICAV monétaires, PEP) à des dépôts non ou peu rémunérés (dépôts à vue, comptes sur livrets).

(Publicité)

ERRATUM

Dans l'édition du 4 daté 5 juillet 1991 il fallait lire, dans notre tableau boursier second marché, pour la valeur International Computer (IC), la cotation suivante : 162 au lieu de 102.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :
46-62-72-67

La COB a ouvert une enquête sur le titre CSEE

La Commission des opérations de Bourse (COB) a lancé la semaine dernière une enquête sur le marché du titre CSEE. Depuis l'arrivée surprise de la firme d'investissement Quadral de M. Yassid Sabeg et sa prise de pouvoir au conseil d'administration et à la présidence de la CSEE, les nouveaux actionnaires n'ont pas chuté. Ils ont déjà refusé d'approuver les comptes 1990 de l'entreprise et demandé la suspension du titre depuis mercredi dernier. De plus, ils ont demandé un audit au cabinet KPMG-Peet Marwick. Dans son rapport préliminaire, celui-ci fait état de pertes s'élevant à 200 millions de francs contre les 3 millions précédemment annoncés (le Monde du 5 juillet). Ces pertes dissimulées ont en partie justifié l'ouverture de cette enquête.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	27 juin 1991
Total actif	655 574
dont :	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	110 433
Etat	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 712
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 540
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	43 837
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	1 079
Effets privés	119 373
Effets en cours de recouvrement	37 958
Total passif	655 574
dont :	
Solde en circulation	254 739
Comptes courants des établissements financiers et des sociétés de crédit	81 693
Comptes courants du Trésor public	18 005
Reprises de liquidité	10 327
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Ecos à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire	58 059
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
- Taux des avances sur titres	12 %

Le projet Euroquote est abandonné

Euroquote, projet de réseau informatique d'interconnexion des Bourses du Vieux Continent, naissant par le jour. Ainsi en ont décidé les membres de la Fédération des Bourses de la Communauté européenne (FBCE), réunie vendredi 5 juillet à Aalborg (Danemark). Lors de leur précédente réunion au mois de mai dernier à Athènes, les douze participants de la FBCE s'étaient donné six semaines pour dégager un consensus, entre autres sur l'opportunité d'une augmentation de capital de 9,5 millions d'euros. Initialement, le projet avait été dirigé par les Anglais. Les Allemands y voyaient un concurrent direct de SEAO International, système européen de transaction automatisé qui traite actuellement à Londres 93 % des ordres boursiers intereuropéens. Les Irlandais s'y étaient opposés et les Allemands préféraient faire une pause et réfléchir. Lors de la réunion de vendredi dernier, les Britanniques ont décidé de voter, par 12 voix contre 10, la décision de ne pas poursuivre le projet qui ne recueillait pas l'unanimité des participants.

o Rhône-Poulenc rend Diététique et Santé à Sandoz. — Dans le cadre de son opération de recentrage sur ses activités stratégiques, le groupe chimique français Rhône-Poulenc vient de revendre à la firme suisse Sandoz sa filiale Diététique et Santé. Le prix de cette cession n'est pas indiqué. Diététique et Santé (anciennement Célité, Vita-Système, Diétète, Abé-Sisson, Mifical, Nergisport) réalise avec ses filiales espagnole et italienne un chiffre d'affaires de 120,4 millions de francs. Les publications Filippacci ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,586 milliard de francs, en recul de 1,4 % par rapport à 1989. Cependant, le résultat progresse de 8,3 % et s'établit à 120,4 millions de francs. En 1990, le groupe avait dû céder la propriété de certains titres ou en ceder (Top 50, Références, Fortune France), ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas en 1991. L'hebdomadaire 7 à Paris continue donc, dorénavant confié à M. Hervé Desingues, déjà responsable de l'écho des Savanes (Ed. Albin Michel). Son ancienne équipe travaille sur le projet de supplément magazine du Journal du Dimanche qui devrait voir le jour début 1992.

o Les publications Filippacci enregistrent un résultat net de 120,4 millions de francs. — Les publications Filippacci ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,586 milliard de francs, en recul de 1,4 % par rapport à 1989. Cependant, le résultat progresse de 8,3 % et s'établit à 120,4 millions de francs. En 1990, le groupe avait dû céder la propriété de certains titres ou en ceder (Top 50, Références, Fortune France), ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas en 1991. L'hebdomadaire 7 à Paris continue donc, dorénavant confié à M. Hervé Desingues, déjà responsable de l'écho des Savanes (Ed. Albin Michel). Son ancienne équipe travaille sur le projet de supplément magazine du Journal du Dimanche qui devrait voir le jour début 1992.

o Uffner : croissance des investissements. — Uffner, holding du secteur «énergie» du groupe Lyonnais des eaux-Dumez, a triplé au cours du dernier exercice ses investissements financiers, passés de 68,3 millions de francs à 218,8 millions, par une prise de participation de 10,36 % dans Cogedol (Luxembourg), une augmentation du capital de la principale filiale, Cofreth et le rachat à EDF de 2,23 % de la CPCU. De leur côté, les investissements des filiales ont dépassé 400 millions de francs : les investissements financiers, notamment, ont doublé, atteignant 210 millions, pour le

PARIS, 8 juillet

Sans relief

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur une note pessimiste, dans le sillage de l'ensemble des marchés. En retrait de 0,82 % dès le début des échanges, les valeurs françaises ont continué d'accentuer leurs pertes au fil des transactions. En fin de journée, leur retard s'élevait à 1 %. En début d'après-midi, le sentiment n'était pas meilleur. Plus tard dans la journée, l'indice CAC 40 a enregistré à 1,03 % au-dessous de son précédent niveau.

Le sursaut a effectivement débuté sur une note optimiste. Au Japon d'abord, où, les quatre grandes maisons de courtage et indirectement les sanctions qu'elles encourent ont pesé sur la tendance. Au final, l'indice Nikkei a abandonné près de 3,2 %. Si les opérateurs parisiens attendent un signe de Tokyo... La lourdeur du MATIF, qui selon certains opérateurs parisiens, pourrait causer les 104 points, le taux de l'argent au jour le jour, qui est toujours très tendu, entraînant à 17,16 % pour le huit de la fourchette... tous ces éléments ont une fois de plus pesé sur la tendance.

Le léger décalage sur la monnaie américaine n'a pas non plus été suffisant pour donner une bonne impulsion au marché. Témoin de cette morosité ambiante, la faiblesse des courants d'échanges au cours de cette séance. A la mi-journée, il n'est resté que 850 millions de francs sur les marchés à règlement mensuel et comptant confortables. Du côté des valeurs, les plus fortes progressions étaient enregistrées par Fichette et Cap Gemini Sogefi. Le numéro un européen des services informatiques, qui, à la mi-séance 3,4 % pour 29 000 titres. Ce dernier a été soutenu pendant une dernière heure à l'annonce du rapprochement de Sogefi, son actionnaire majoritaire avec 58 % en de Debits, filiale de Danier-Benz (lire page 15).

TOKYO, 8 juillet

Très vit repil

La Bourse de Tokyo a terminé en très forte baisse, lundi, l'indice Nikkei a clôturé à son plus bas niveau de l'année, en repli de 722,17 points à 22 176,17, soit un recul de 3,15 %. Le record à la baisse a atteint son plus bas niveau de l'année, en repli de 722,17 points à 22 176,17, soit un recul de 3,15 %. Le record à la baisse a atteint son plus bas niveau de l'année, en repli de 722,17 points à 22 176,17, soit un recul de 3,15 %.

Au terme des échanges, des opérateurs rapportaient que la Bourse de Tokyo avait été affectée par des informations de la presse japonaise selon lesquelles la ministre des Finances pourrait annoncer des sanctions contre les quatre grandes maisons de courtage japonaises.

VALEURS	Cours de 5 h	Cours de 16 h
Aldi	1 162	1 162
Banque	1 010	1 010
Centa	1 530	1 530
Edi	1 488	1 488
Honda Motors	1 480	1 480
Maruyama Denso	1 870	1 870
Mitsubishi Heavy	1 881	1 881
Sony Corp.	8 260	8 260
Toshiba Motors	1 840	1 840

FAITS ET RESULTATS

o Rhône-Poulenc rend Diététique et Santé à Sandoz. — Dans le cadre de son opération de recentrage sur ses activités stratégiques, le groupe chimique français Rhône-Poulenc vient de revendre à la firme suisse Sandoz sa filiale Diététique et Santé. Le prix de cette cession n'est pas indiqué. Diététique et Santé (anciennement Célité, Vita-Système, Diétète, Abé-Sisson, Mifical, Nergisport) réalise avec ses filiales espagnole et italienne un chiffre d'affaires de 120,4 millions de francs. Les publications Filippacci ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,586 milliard de francs, en recul de 1,4 % par rapport à 1989. Cependant, le résultat progresse de 8,3 % et s'établit à 120,4 millions de francs. En 1990, le groupe avait dû céder la propriété de certains titres ou en ceder (Top 50, Références, Fortune France), ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas en 1991. L'hebdomadaire 7 à Paris continue donc, dorénavant confié à M. Hervé Desingues, déjà responsable de l'écho des Savanes (Ed. Albin Michel). Son ancienne équipe travaille sur le projet de supplément magazine du Journal du Dimanche qui devrait voir le jour début 1992.

o Les publications Filippacci enregistrent un résultat net de 120,4 millions de francs. — Les publications Filippacci ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,586 milliard de francs, en recul de 1,4 % par rapport à 1989. Cependant, le résultat progresse de 8,3 % et s'établit à 120,4 millions de francs. En 1990, le groupe avait dû céder la propriété de certains titres ou en ceder (Top 50, Références, Fortune France), ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas en 1991. L'hebdomadaire 7 à Paris continue donc, dorénavant confié à M. Hervé Desingues, déjà responsable de l'écho des Savanes (Ed. Albin Michel). Son ancienne équipe travaille sur le projet de supplément magazine du Journal du Dimanche qui devrait voir le jour début 1992.

o Uffner : croissance des investissements. — Uffner, holding du secteur «énergie» du groupe Lyonnais des eaux-Dumez, a triplé au cours du dernier exercice ses investissements financiers, passés de 68,3 millions de francs à 218,8 millions, par une prise de participation de 10,36 % dans Cogedol (Luxembourg), une augmentation du capital de la principale filiale, Cofreth et le rachat à EDF de 2,23 % de la CPCU. De leur côté, les investissements des filiales ont dépassé 400 millions de francs : les investissements financiers, notamment, ont doublé, atteignant 210 millions, pour le

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3310	3280	Idenova	134	135 90
Arnaut Associes	287	297	Innov. Hôpital	830	815
B.A.C.	139	139	Innov. Computer	162	162
Bque Venet	810	786	L.P.B.M.	102	102
Bouan (Ly)	356	345 50	Loca Invest	248	245
Bouan (Ly)	208	...	Locam	80	80
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	988	983	Mémo Comm.	121 90	121 90
Cabestan	381	381	Mémo	158	158
Carif	629	629	Publi-Filippacci	378	380
CEGEF	152	154	Royal	705	705
C.F.P.I.	230	281 30	Rhône-Alp. (Ly)	332	332
C.N.I.M.	900	900	S.H.M.	168	158
Codex	291	300	Solvet Invest (Ly)	103	...
Cofinor	1100	1105	Sarbo	403 50	400
Credis	210	200	S.M.T. Group	130	...
Daphn	387 50	385	Sopra	270	270
Delmec	1134	...	T.F.I.	328 80	328
Demachy Worms Co.	499	489	Thomson H. (Ly)	278	...
Dewberry	305	350	Unib	199 90	194 10
Dewille	345	340	Visi et Co.	91	90
Dobson	128	129	Y. St-Laurent Group	782	785
Edison Refroid	215 50	215 50			
Europ. Production	263 80	266			
Fenover	128	128			
Frankfort	129	...			
IFF (group. J. L.)	219 90	217			
Grand Livr	389	389			
Grenovip	218	...			
Grupa Origry	659	678			
Guatol	950	950			
I.C.C.	225	225 10			
IDA	330	334 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juillet 1991

Nombre de contrats : 71 976

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	184,44	184,46	184,56
Précédent	184,42	184,36	184,56

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
104	1,07	1,58	0,64	1,17

CAC 40 A TERME (MATIF)			
COURS	juillet	août	septembre
Dernier	1 729,5	1 740,5	1 750,5
Précédent	1 718	1 731	1 755

CHANGES			
Dollar	6,1460 F		
A Paris, lundi 8 juillet, le dollar a clôturé en baisse à 6,1460 F, contre 6,1980 F à la clôture des échanges interbancaires de vendredi 5 juillet. A Tokyo, la devise américaine a perdu 0,48 yen, lundi 8 à 136,75 yen contre 139,23 yen à la clôture de vendredi.			

BOURSES			
PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	4 juillet	5 juillet	
Valeurs françaises	111,59	112,70	
Valeurs étrangères	123	124,30	
(SBF, base 100 : 31-12-81)			
Indice global CAC	466,67	457,89	
(SBF, base 1000 : 31-12-87)			
Indice CAC 40	1768,65	1723,14	

NEW-YORK (indice Dow Jones)			
Industrielles	4 juillet	5 juillet	
Industrielles	2 932,46	2 932,46	
LONDRES (indice Financial Times)	4 juillet	5 juillet	
100 valeurs	2 478,40	2 494,70	
30 valeurs	1 904,70	1 911,50	
Mines d'or	217,18	216,60	
Fonds d'Etat	84,55	84,80	

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)			
Paris (8 juillet)	9 916-11/16		
New-York (5 juillet)	9 11/16		

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES			
COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
+ lire	+ haut	+ haut	+ haut
+ \$	+ haut	+ haut	+ haut
+ ¥	+ haut	+ haut	+ haut

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

TAUX DES EUROMONNAIES			
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M
3 M	6 M	9 M	12 M

BOURSE DU 8 JUILLET

Contra relevés à 13 h 47

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]

Actions

Agencies (see fn.)	1154	1155	G.F.I.I.	276
Applications Dept.	1485	1500	Grds Modins Print	1460
Artad	505	507	Gruppe Visport	1050
Banc C.Morison	1000	1270	G.T.J. (Transpot)	477
B.Hipshot Express	358	40	Immotid	620
B.N.P. Insurance	255	255	Immotid	5050
Bright-Spy P.C.	2550	2100	Immotid	310
Bridelink	500	500	Immotid	418
Bulmarin Internat.	3179	3179	Invest. Sht. Co.	2230
Bury City	65	60	Lambert Photos	255
B.T.P.	820	820	Life Bonadiss	1373
Cambridge	652	650	Lico Express	320
Carlson Lomine	11	11	Localization	680
Casa Protein	420	397	Local	176
C.E.G.F. Group	486	485	Local Volcan	530
Centimare Blancy	30	85	Local	3011
Canabio	120	121	Local	1010
Champer My	123	125	Madison Bld	200

Marché libre de l'or

COTE DES CHANGES							
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/7
			achat	vente			
Eats-Unis (1 usd.)	6 228	6 146	0 960	6 460	Or fin (50 en barre)	73500	72800
Allemagne (100 dm)	6 967	6 989		348	Or fin (en lingot)	73800	72800
Belgique (100 f.)	338 930	339 240		6 117	Napoléon (20 f.)	421	411
France (100 f.)	16 475	16 475		310	Place Fr (10 f.)		
Pays-Bas (100 f.)	301	301	210	290	Place Fr (20 f.)	430	411
Italie (1000 l.)	6 583	6 586	4 300	4 300	Place Suisse (20 f.)	420	411
Italie (1000 l.)	87 680	87 700	84	82	Place Latine (20 f.)	434	411
Cte. Brémagne (1 f.)	9 998		2 800	3 000	Souverain	525	535
Grèce (100 drachmes)	3 322			401			
Suisse (100 fr.)	382 520		81	88	Place 20 dollars	2220	2200
Suisse (100 fr.)	83 690		383	391	Place 10 dollars	1110	1102
Portugal (100 esc.)	85 890		180	50	Place 5 dollars	275	275
Norvège (100 kr.)	46 980		5 250	0 650	Place 10 florins	433	433
Autriche (100 sch.)	6 400		4 320	4 520			
Espagne (100 pes.)	3 677						
Portugal (100 esc.)	3 987						
Canada (1 \$ can.)	6 477						

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
AAA	1021.98	993.05	Financière	823.48	802.40	Prime Gencon	80657.75	80367.75
América	239.95	232.92	Franchising	26.19	27.49	Penaval (dép.)	10682.54	10651.99
Appogee	719.19	732.24	Frax Promiss	11442.12	11273.02	Prologis, Iceland	106.18	108.52
Arista Corp.	7593.02	7300.98	Franchise	4988.03	4966.50	Pfizer Associations	27141.63	27141.63
Aspicadis	620.07	602.01	Franchising	1308.34	1277.40	Pho Assoc.	1078.78	1062.47
Ashbridge Court Tr.	8628.72	8615.48	Geslison	13546.53	13479.23	QinetiQ	128.67	125.73
Assoco	1108.97	1108.87	Globe Associations	156.08	162.44	Hubbaker	889.54	873.53
Astor Farm	361.57	361.57	Grain	1161.93	1162.34	Imperial	1168.48	1168.48
Autos	1469.44	1426.63	ILM Medisun	12803.88	12803.89	Raychem Transm.	5325.89	5273.18
Avant Affairs	1671.73	1638.95	Intercept	110221.81	107011.56	Repsys Vnt	1143.81	1123.91
Avark Cst	107.32	104.36	Interedge	13581.67	13069.90	St Honoré Bo-Alm	916.62	876.96
Avia Capital	156.11	149.39	Interfection Fin.	511.84	496.93	St Honoré Bois du Tr.	10387.15	10315.57
Avia Court Terms	7277.44	7277.44	Japac	171.18	168.17	St Honoré Global	228.12	217.78
Avia Europe	122.56	117.28	Jongwagang	266.93	262.39	St Honoré Invest	716.96	716.96
Avia Investments	119.13	112.42	Laffin Associates	242.30	233.50	St Honoré Man Pinc	186.43	177.02
Avia Pensions	111.09	112.42	Laffin Corp	247.89	247.89	St Honoré Man Pinc	208.67	208.67
Avia Pensions	103.83	106.70	Laffin Equip	242.34	242.72	St Honoré PNE	521.34	500.37
Avia Values PFI	118.98	113.98	Laffin France	227.39	227.39	St Honoré Real	13765.21	13730.29
Baychem	5819.84	5814.03	Laffin Immoval	293.47	214.36	St Honoré Services	488.81	469.82
Baychem	5813.60	5828.46	Laffin Japan	137.33	415.47	St Honoré Services	1053.03	1013.03
Capitol	1200.22	1192.48	Laffin Japan	137.02	131.43	Stonor	12889	12836.27
Capital Financial	38.43	38.43	Laffin Korea	186.30	180.78	Stonor	1284.88	1284.88
Cardex Corp	1220.08	1190.30	Laffin Korea	330.01	374.11	Stonor	208.67	208.67
Compucon	3233.31	3228.47	Laffin Ltd	2080.60	2077.66	Stonor	1708.84	1708.08
Compucon	379.02	364.44	Laffin Ltd C	116029.59	116029.59	Stonor	668.40	649.01
Converto	486.86	478.88	Laffin L.T.	6297.48	6297.48	S.G. Fr. opportunities	1023.83	1005.02
Credit Mobil Capital	1186.53	1163.26	Loan Association	12181.81	12131.81	Stonor 5 000	400.02	389.31
Dent	1190.76	1167.59	Loan Institution	2700.97	2694.90	SIL Cst	1442.88	1380.76
Dental Group	233.43	233.43	Loan Institution	168.30	168.30	SIL Cst	64.07	64.07
Dental Invest	1004.31	991.08	Loan Inst.	2695.81	2675.06	Shenon	422.11	411.79
Dental Sédaco	251.58	240.75	Loan Telco	24259.90	24259.90	Shenon	203.90	203.90
Dental Education	138.70	132.73	Louis Bousse Inc	510.14	504.02	Shenon	485.47	453.01
Dental	1052.42	1036.87	Lynn Power	70.40	682.01	S.H.I.L.L.	1207.69	1172.42
Espar	127.38	121.98	Middlebrook	168.08	177.11	Sigmastone	956.38	956.38
Espar Capital	233.43	233.43	Middlebrook	102.03	826.14	Sigmastone	328.29	318.42
Espar Global	2190.45	2126.65	Morone	5774.11	5774.11	Sigmastone	146.42	1014.94
Espar Investments	386.14	384.80	Morone	62383.03	62383.03	Sigmastone	137.78	1314.83
Espar Investments	61577.88	61577.88	Mon-J	97125.23	97125.23	Small Investments	584.64	582.15
Espar Investments	36281.73	36281.73	Mon-J	74644.55	74644.55	Solstice	2110.31	2105.06
Espar Telecom	2246.44	2246.44	Mon-J	12485.27	12485.27	Solstice	789.31	7

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

SCIENCES

Découverte sur des images vieilles de dix ans

Une nouvelle lune autour de Saturne

La masse considérable de données recueillies il y a dix ans par les deux sondes Voyager constitue une mine de découvertes qui est loin d'être épuisée. En étudiant les quelques trente mille images prises par Voyager-2 lors de son survol de Saturne en août 1981, un chercheur américain de l'université de Stanford (Californie) vient, en effet, de découvrir et d'identifier formellement la dix-huitième « lune » de cette planète.

Lancée en 1977, et perdue aujourd'hui au-delà des limites du système solaire, les deux engins américains nous ont déjà apporté sur les quatre planètes qu'ils ont « effleurées » (Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune) plus de connaissances que n'en avaient pu réunir tous les astronomes depuis Galilée (le Monde du 16 août 1989). Le seul exemple de Saturne est assez frappant : le nombre des satellites (ou « lunes ») observés et photographiés autour de la planète aux anneaux interplanétaires, passant de neuf à la fin des années 70 à dix-huit aujourd'hui, avec la découverte de M. Mark Showalter, du centre d'astrophysique de l'université de Stanford, baptisée 1981 S 13, le « petit dernier » de la famille est un morceau de glace de 20 kilomètres de diamètre qui gravite à 133 390 kilomètres du centre de la planète aux anneaux.

En fait, au vu des données fournies par Voyager, les astronomes estiment actuellement que le nombre des lunes de Saturne pourrait bien atteindre vingt-quatre. C'est ainsi, explique M. Showalter (1), que l'on soupçonnait l'existence d'un satellite dans la « division d'Encke », un « vide » de 320 kilomètres de large situé dans le tiers extérieur de l'anneau A, l'un des plus brillants des sept principaux anneaux de la planète. Les bords de cette « division » présentent, en effet, des ondulations régulières pouvant s'expliquer par le passage d'un corps qui, à la manière du sillage produit par un bateau, déformerait l'ordonnement des poussières qui composent les anneaux.

Parlant de cette hypothèse, M. Showalter et son équipe ont déterminé par le calcul l'orbite et la masse du corps susceptible de provoquer ces perturbations. À partir de la forme des oscillations observées, il leur fut même possi-

ble de déterminer la position exacte de cette « lune » hypothétique. Hélas, un examen rapide de l'orbite ne révélait que cette dernière ne figurait sur aucun des images les plus précises de Voyager.

Restaient les autres photos – environ 30 000 – sur lesquelles le satellite, s'il existait, ne pouvait figurer que sous la forme d'un minuscule point lumineux, à condition d'agrandir au maximum la zone concernée. Chaque image du catalogue Voyager étant accompagnée de données qui précisent la position de la sonde, l'orientation de la caméra, et même le temps d'exposition, M. Showalter mit au point un programme informatique qui lui permit de sélectionner les quelques vues à examiner. Sur vingt-trois d'entre elles, la lune « 1981 S 13 » était au rendez-vous, exactement à l'endroit calculé.

Une énigme supplémentaire

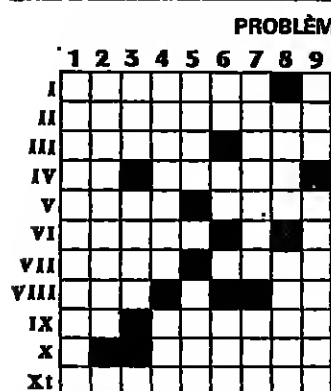
« Un très beau travail, commente M. Françoise Roque, qui, avec plusieurs autres astronomes de l'observatoire de Meudon, Irreville, elle aussi, sur des images de Voyager. D'autres découvertes de ce genre interviendront probablement dans les années qui viennent. » À commencer, par exemple, par les deux petites satellites qu'une autre équipe de l'université de Stanford avait détecté indirectement à quelque 118 000 kilomètres du centre de Saturne (le Monde du 17 septembre 1986), sans parvenir, malheureusement à confirmer visuellement leur découverte.

La lune observée par M. Showalter ainsi que trois autres petites satellites découverts récemment (Atlas, 1980 S 27 et 1980 S 26) présentent en outre une particularité extrêmement intéressante pour les astronomes. Ils sont tous, explique M. Roque, situés en deçà ou à proximité immédiate de la « limite de Roche » (140 000 kilomètres du centre pour Saturne). Une zone où, d'après les lois de la mécanique céleste, tout corps un peu massif devrait être démantelé par les forces de gravitation. Une énigme de plus à résoudre dans la casuistique scientifique que constituent les anneaux des grandes planètes extérieures comme Saturne, Uranus, Neptune et Jupiter.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Visual detection of 1981 S 13, Saturn's eighteenth satellite, and its role in the Encke gap-Voyager vol 351, 27 July 1991.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Carrière en marche qui s'en va des sous. – 2. Qui n'aime pas être chatouillé. – 3. Pas entouré. Peut griser quand il est pur. – 4. Pronom. Ota de la valeur au tableau. – 5. S'élève en Suisse. Quand il y en a, c'est trop fort. – 6. Voulut voler de ses propres ailes. – 7. Rôtir dans la vallée du Rhône. Fait moins du bruit qu'une bulle. – 8. Un cri d'encouragement. Symbole. – 9. Note. N'est pas de l'essence ordinaire. – 10. En première audition. – 11. Quand il est petit, n'a pas beaucoup d'obligations.

VERTICALEMENT

1. Tendance à épergner. – 2. Qui aime se mettre en grève. – 3. Pas mis au feu. Comme un enfant désagréable. – 4. Paur

lars, vient de démissionner de son poste faute d'avoir pu réunir la somme nécessaire. Une certaine inquiétude se fait donc jour sur l'avenir de ce projet, d'autant que la Chambre des représentants n'a pas accordé pour 1990 la totalité de la subvention qui lui était demandée et que des projets concurrents européens sortent de terre (HERA en Allemagne), ou sont sur le point d'être lancés (LHC au CERN de Genève). (AFP)

Solution du problème n° 5557

Horizontalement
1. Bouchères. Poids. – 2. Outrages. Langue. – 3. Uvula. Lasso. Net. – 4. Crés. Eau. Elancé. – 5. Eau. Aff. Lie. – 6. Vess. Istres. Air. – 7. Ausse. Erne. – 8. Rébus. Tén. Etra. – 9. Dru. Silence. As. – 10. Otés. Niera. – 11. Asile. Notes. Mai. – 12. Dinan. Dé. Toile. – 13. Aventurées. Et. – 14. Gercer. Urus. Met. – 15. Es. Erse. Bise.

Verticalement
1. Boulevard. Adege. – 2. Ouvala. Erroives. – 3. Utérus. Butiner. – 4. Crés. Eau. Elancé. – 5. Ha. Us. Sente. – 6. Eglefin. Ur. – 7. Réalisation. – 8. Essentiel. Odeur. – 9. St. Rétauteurs. – 10. Lisse. Unie. Sue. – 11. Pas. Ise. Castas. – 12. On. Co. Rédr. Os. – 13. Ignorant. Ami. Mi. – 14. Duel. Iéna. Aléas. – 15. Set. ter. Assiéta.

GUY BROUTY

LÉGION D'HONNEUR

Défense

M. Gilbert Forray grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Guy Jourdain ; François Cava ;

Michel Guignon ; Jean-Marie Lemoine ;

Vincent Lamia ; Claude Lemieux.

Sont promus commandeurs :

MM. Bruno Petit ; Jacques Durand ;

Jacques Norlain ; Roland Robin ; Guy

Boudelle ; Roland Bourgois ; Gérard

Grisard ; Jean-Claude Comby ; René

Corean ; Gérard Duhordieu ; André

Fouquet de la Grand-Rive ; Michel Grotte

de Bellecombe ; Michel Le Guez ;

Raymond Manicacci ; André Monchal ;

Georges Mouraud ; Gérard Penard ;

Claude Perrot ; Claude Rizzotto ;

Jacques Sabatini ; Henri Selein ;

Sury d'Aupiais ; Pierre Turley ;

Raymond Urdovitch ; Dominique Viani ;

Michel Debré ; Pierre Agoussé ;

Christophe Janvray ; Jean-Pierre Gellier ;

Claude Capdeville ; Daniel Guet ;

Philippe Schreiber ; Gérard Simannet ;

Henri Aupiais ; André Bognet ;

Guy Joubert ; Jean-François ; Henri Corbe

sac ; Jacques Lanzaud.

Sont promus officiers :

MM. Théodore Garziano ; Joseph

Mallat ; Jacques Roussot ; Philippe

Tennasse ; Yves André ; André Briz ;

Claude Depoix ; Michel Ferry ; Guy

Grisard ; Pierre Lachon ; Jacques

Riquet ; Christian Saint-Antonin ;

Claude Veltier ; Claude Bonvinet ;

Claude Capdeville ; Daniel Guet ;

Bernard Urdovitch ; Jean-Jacques

Auhard ; Engèle Auhard ; Arnaud

Grisard ; Claude Capdeville ;

Paul Barité ; Guy Bernatche ;

Guy Bironneau.

MM. Martial Bouquet ; Gilles Bataillon

Roussel ; Jacques Bouvet ;

Yves Bréant de Boissac ; René Bro-

diès ; Alain Broussé ; Patrick Bureau ;

Claude Capdeville ; Claude Riquet ;

Claude Lachon ; Raoul Chambouffron ;

Jean Chapen ; Joseph Chapen de

Chaneloup ; Bernard Chabert ; Jean-Louis

Grisard ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

Riquet ; Claude Riquet ; Claude

CARNET DU Monde

Mariages

Isabelle THOLLON
et
Bruno MARTIN

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a été célébré le samedi 6 juillet 1991, en l'église Saint-Pierre de Fécamp (Seine-Maritime).

4, rue Milton,

75009 Paris.

Décès

Bernard et Claude Dumon, née Gaillochet, Olivier et Nicolas, Philippe et Marie-Christine Gaillochet.

Etienne, Catherine et François, ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père.

M. Roger GAILLOCHET,

le 5 juillet 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 juillet, à 8 h 45, en l'église Saint-Pierre, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine.

32, boulevard Victor-Hugo,

92200 Neuilly.

10, rue Jean-Bart,

75006 Paris.

Patrick Grosdemanche, Gaillochet et Gaillochet, ses enfants, M. Henri Grosdemanche, son père, ses frères et sœurs et leurs enfants, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrick GROSDEMANCHE,

survenu le 6 juillet 1991, à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 juillet, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, à Saint-Maur-des-Fossés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

106 bis, avenue du Maréchal-Foch,

94100 Saint-Maur-des-Fossés.

Dominique Lahalle, Sœur Rose-Marie, Nicolette Lahalle, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jérôme LAHALLE,

survenu le 5 juillet 1991 à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le mardi 9 juillet à Vaulhallon (Eure-et-Loir).

1, impasse Jeanne-d'Arc,

61190 Meudon.

M. Ghislain Marbeau-Cancr, M. et M^{me} Jacques Bill-Marbeau, M^{me} Béatrice Marbeau-Cancr, M^{me} Dominique Marbeau-Roy, ses enfants,

M. Pierre-Philippe Cancr et M^{me} Sylvie Cancr, M^{me} Sandrine Cancr, M^{me} Léonore Cancr, M. Luc-Marthe Cancr, M^{me} Emmanuelle Lebée, M. et M^{me} Xavier Lebée, M. et M^{me} Jonathan Nadav-Lebée, M^{me} Juliette Roy, M. Frédéric Roy, ses petits-enfants,

Simon Gellot, Arthur, David et Alexandre Lebée, Tamarita et Michaël Nadav, ses arrière-petits-enfants, Les familles Schier, Marbeau, Autin, Mireux,

Horizons Bataille, sa fidèle gouvernante, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, de

M. Pierre MARBEAU,

chevalier de la Légion d'honneur,

ancien expert

au Marché commun agricole,

le vendredi 5 juillet 1991.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mardi 9 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-André d'Europe, 24 bis, rue de Léningrad, Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Alexandre Matheron, M. et M^{me} Michel Mauvais, M. et M^{me} Philippe Bonnet, M. et M^{me} Georges Matheron, M^{me} Josée Samain,

et M. Pierre-Alain Dornes, M. et M^{me} Jean-Patrick Matheron, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M^{me} Berthe Papin, Et les familles Matheron, Giras, Huvelin et Soulier, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jean MATHERON,

née Denise Giras,

survenue le 5 juillet 1991 dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

27, rue du Cherche-Midi,

75006 Paris.

M^{me} Nicole Nahmias, son épouse, M. et M^{me} Jean-François Nahmias et leurs enfants, M. et M^{me} Marc Nahmias et leurs enfants, Les familles et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude NAHMIA, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survenue le 5 juillet 1991 à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-la-Croix, place de Ménilmontant, Paris-20, le mardi 9 juillet, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Nicole Nahmias, 19, rue du Parc-Montsouris, 75014 Paris.

M^{me} Perstunski, son épouse, M. et M^{me} Delange, ses enfants, Gilles et Estelle, ses petits-enfants, Toute la famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Israël PERSTUNSKI, président d'honneur de l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs 1939-1945, chevalier de la Médaille combattant, croix du combattant volontaire 1939-1945, médaille des évadés,

survenu le 5 juillet 1991, à Paris.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, 43, avenue Marx-Dormoy, où l'on se réunira le mardi 9 juillet, à 14 h 30.

Un car de suite sera à disposition Hôtel Holiday Inn, place de la République, 13 h 45.

152, rue de Picpus, 75012 Paris.

Michel et Antoine Prévost, Henri et Guillaume Prévost, Marjorie et Thomas Ferret, Rosemond Méceny, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} Ann PRÉVOST, née MEYNOY,

le 5 juillet 1991, à la suite d'une longue maladie héroïquement supportée.

Les obsèques auront lieu le jeudi 11 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, place Etienne-Pernet, Paris-15.

60, rue Violet, 75013 Paris.

Remerciements

M^{me} Jacqueline Jacquin, M. Yves Jacquin et leurs enfants, très touchés par les témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés après le décès de

M^{me} Odile JACQUIN,

précient tous ceux qui se sont associés à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leur reconnaissance et de leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

Il y a six ans, à l'âge de dix-sept ans,

Frédéric JEARSAIN nous quitte.

« Le souvenir du bonheur n'est plus le bonheur ; le souvenir de la douleur est de la douleur encore. » Byron.

Il y a treize ans,

Jean TEYSSANDIER, ancien élève de l'école supérieure des PT, mourait sans enlaine.

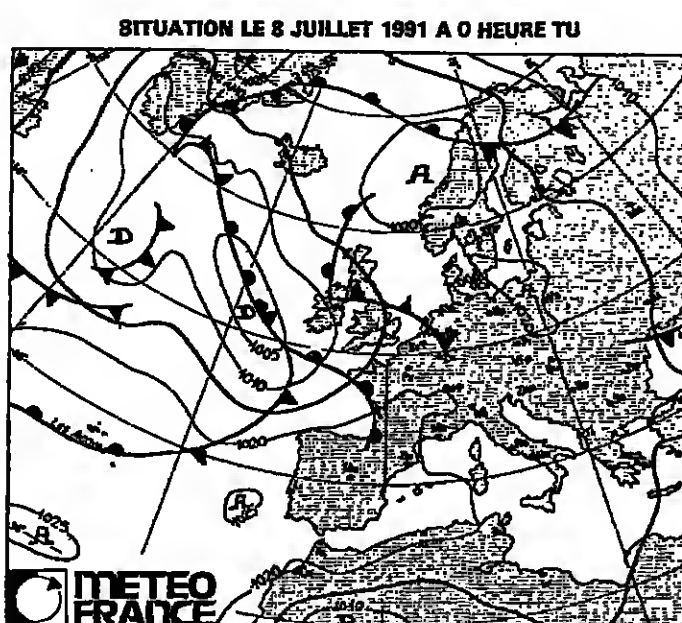
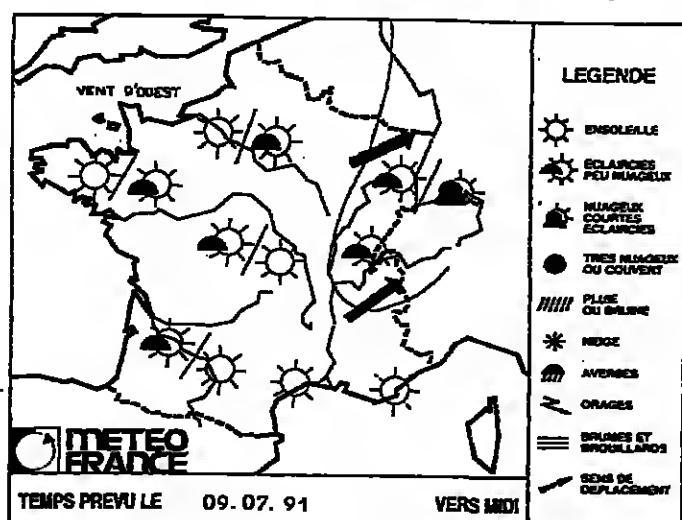
Lorsque baisse le jour les lumières s'allument et à l'aube de Dieu chacun doit accepter la sienne : Le feu de la géhenne ou la lumière du ciel.

La vérité n'a rien à perdre. C'est l'heure de son émergence.

Loto		Bis		Trio		Quatuor		Cinq		Six		Sept		Huit		Neuf		Dix		Onze		Douze		Treize		Quatorze		Vingt		Vingt-et-un		Vingt-deux		Vingt-trois		Vingt-quatre		Vingt-cinq		Vingt-six		Vingt-sept		Vingt-huit		Vingt-neuf		Trente		Trente-et-un		Trente-deux		Trente-trois		Trente-quatre		Trente-cinq		Trente-six		Trente-sept		Trente-huit		Trente-neuf		Quarante		Quarante-et-un		Quarante-deux		Quarante-trois		Quarante-quatre		Quarante-cinq		Quarante-six		Quarante-sept		Quarante-huit		Quarante-neuf		Cinquante		Cinquante-et-un		Cinquante-deux		Cinquante-trois		Cinquante-quatre		Cinquante-cinq		Cinquante-six	
------	--	-----	--	------	--	---------	--	------	--	-----	--	------	--	------	--	------	--	-----	--	------	--	-------	--	--------	--	----------	--	-------	--	-------------	--	------------	--	-------------	--	--------------	--	------------	--	-----------	--	------------	--	------------	--	------------	--	--------	--	--------------	--	-------------	--	--------------	--	---------------	--	-------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	----------	--	----------------	--	---------------	--	----------------	--	-----------------	--	---------------	--	--------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	-----------	--	-----------------	--	----------------	--	-----------------	--	------------------	--	----------------	--	---------------	--

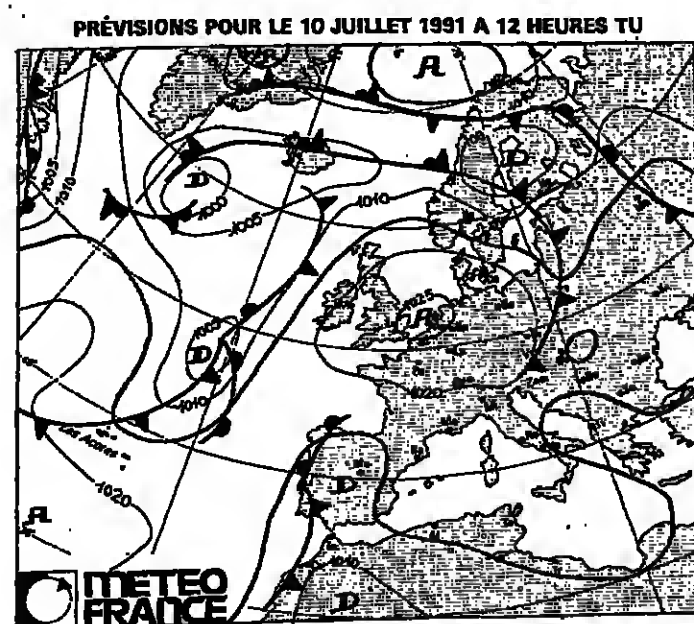
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 9 juillet 1991
Bien ensoleillé



Mercredi: Quelques nuages au nord, lourd au sud. En début de journée, des résidus orageux affecteront le nord-est mais, rapidement, les nuages se dissolvent. Dans l'après-midi, le soleil sera largement prédominant. Du Poitou au Nord et aux Ardennes la matinée, puis vers la Bourgogne, la Franche-Comté et le nord du Massif central l'après-midi, quelques passages nuageux cacheront le soleil par moments, mais ils n'empêcheront pas les températures d'être élevées. Sur toute la moitié sud du pays, le temps sera lourd et orageux dès le matin. En cours de journée, des nuages élevés se développeront. Des orages pourront éclater, plus volontiers dans le Sud-Ouest et sur les Alpes.

Les températures minimales seront comprises entre 12 degrés et 16 degrés, localement 19 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales, de l'ordre de 23 degrés à 25 degrés près des côtes de la Manche, atteindront ailleurs 28 degrés à 32 degrés.



TEMPÉRATURES maximo - minima et temps observé le 8-7-1991									
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-7-1991 à 18 heures TU et le 8-7-1991 à 6 heures TU									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	27	16	D	30	18	D	30	18	D
ARLES	27	16	D	30	18	D	30	18	D
BORDAUX	27	16	D	30	18	D	30	18	D
BREIST	27	16	D	30	18	D	30	18	D
CABRI	27	16	D	30	18	D	30	18	D
CLERMONT-FR.	27	16	D	30	18	D	30	18	D
DIJON	27	16	D	30	18	D	30	18	D
GRANVILLE	27	16	D	30	18	D	30	18	D
LILLE	27	16	D	30	18	D	30	18	D
LIMOGES	27	16	D	30	18	D	30	18	D
LYON	27	16	D	30	18	D	30	18	D
MAISON-LAFR.	27	16	D	30	18	D	30	18	D
NANCY	27	16	D	30	18	D	30	18	D
NANTES	27	16	D	30	18	D	30	18	D
NICE	27	16	D	30	18	D	30	18	D
PARIS-MONTP.	27	16	D	30	18	D	30	18	D
PAU	27	16	D	30	18	D	30	18	D
POitiers	27	16	D	30	18	D	30	18	D
RENNES	27	16	D	30	18	D	30	18	D
ST-ETIENNE	27	16	D	30	18	D	30	18	D
STRASBOURG	27	16	D	30	18	D	30	18	D
TOULOUSE	27	16	D	30	18	D	30	18	D
TOURS	27	16	D	30	18	D	30	18	D
VAL-D'AISY	27	16	D	30	18	D	30	18	D
ALGER	28	17	C	31	19	C	31	19	C
AMSTERDAM	28	17	C	31	19	C	31	19	C
ATHÈNES	28	17	C	31	19	C	31	19	C
BANGKOK	28	17	C	31	19	C	31	19	C
BARCELONE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
BELGRADE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
BERLIN	28	17	C	31	19	C	31	19	C
BRUXELLES	28	17	C	31	19	C	31	19	C
COPENHAGUE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
DAKAR	28	17	C	31	19	C	31	19	C
DIJON	28	17	C	31	19	C	31	19	C
GENÈVE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
HONGKONG	28	17	C	31	19	C	31	19	C
JERUSALEM	28	17	C	31	19	C	31	19	C
LA CAIRE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
LAS VEGAS	28	17	C	31	19	C	31	19	C
LONDRES	28	17	C	31	19	C	31	19	C
LOS ANGELES	28	17	C	31	19	C	31	19	C
MADRID	28	17	C	31	19	C	31	19	C
MARRAKECH	28	17	C	31	19	C	31	19	C
MEXICO	28	17	C	31	19	C	31	19	C
MILAN	28	17	C	31	19	C	31	19	C
MONTREAL	28	17	C	31	19	C	31	19	C
MOSCOW	28	17	C	31	19	C	31	19	C
NAIROBI	28	17	C	31	19	C	31	19	C
NEW DELHI	28	17	C	31	19	C	31	19	C
NEW YORK	28	17	C	31	19	C	31	19	C
OSLO	28	17	C	31	19	C	31	19	C
PALMA-DE-MAJ.	28	17	C	31	19	C	31	19	C
PARIS	28	17	C	31	19	C	31	19	C
PRAGUE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
ROME	28	17	C	31	19	C	31	19	C
SINGAPOUR	28	17	C	31	19	C	31	19	C
STOCKHOLM	28	17	C	31	19	C	31	19	C
SYDNEY	28	17	C	31	19	C	31	19	C
TOKYO	28	17	C	31	19	C	31	19	C
TUNIS	28	17	C	31	19	C	31	19	C
VARSOVIE	28	17	C	31	19	C	31	19	C
VIENNE	28	17	C	31	19	C	31	19	C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Johnny de la Lune

JOHNNY HALLYDAY n'est pas Osmosé, pas même avant les cailloux. C'est une évidence. Il n'a pas toujours les mots pour le dire. Les liaisons lui font parfois des infidélités, et certaines phrases provoquent volontiers des croche-pieds à sa pensée. Johnny Halliday n'est pas agrégé de lettres, ni major de l'ENA. Cela on le savait, et il l'a rappelé : il fut enfant de la zone avant que de l'être de la balla, et se soit enfoncé à lui en sous-pied du côté du Golf-Drouot.

Venir à 7/7 parler de tout, parler de rien, d'actualité en somme, était donc pour lui autant un honneur qu'un grand risque. Johnny Halliday n'est pas tombé. Et sur-

tout pas dans le piège du genre qui consiste à donner son avis sur tout, même quand on n'en a pas. Dans son tête à tête, yeux bleus à yeux bleus, avec Anne Sinclair, il s'est efforcé, mort de trac, de répondre sincèrement. Au risque de rester parfois bien « sec » sur des questions d'actualité, comme la Yougoslavie, dont la lecture des journaux lui fit évoquer, à tout hasard, un « Liban de l'Europe ».

Mais cette sincérité avait ses avantages. D'abord celui de montrer une personnalité blessée par la moquerie. Johnny Halliday, ça, que soit ou presque, sur Canal+, est, sous forme d'une marionnette un peu démaigrée, sévèrement mis à mal. Il a dit n'en pas souffrir personnellement, ce qui resta à croire, mais être très ennuyé de voir sa fille de huit ans en butte aux moqueries de ses camarades d'école. Cette atteinte portée à l'image du père, lui-même, enfant de la guerre, l'avait vécue lorsque, avec le cruauté des enfants, ses copains, à tout hasard, le traitaient de « fils de boche ».

Il dira avoir mis très longtemps à surmonter cela. Comme il a mis très longtemps à surmonter ce manque de confiance en lui, ses angoisses. Il parle de la boxe « sport de pauvres ». Et c'est un peu comme s'il avait parlé du rock « art de pauvres ». Il parle de la « zone », « du mur » dressé devant les jeunes. Et lui connu

« ce désespoir devant le mur ». Il parla du sida avec des mots de père, de grand frère, « se protéger, ne pas avoir peur, ne pas avoir honte, car au bout de la route c'est la mort ».

Johnny Halliday a finalement beaucoup parlé. Du « racisme qu'il ne peut comprendre et trouve démodé ». Des politiques « qui font mieux notre métier que nous le leur ». De ses admissions, De Gaulle, Barnaud, James Dean, Opaedieu, El, surtout, de Neil Armstrong un homme d'une génération qui eut ce privilège immense de vouloir décrocher la lune. Et, Armstrong ou Halliday, le fit.

Signification des symboles : ► A voir : □ Film à éviter : ■ On peut voir : ■■ Ne pas manquer : ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 8 juillet

TF 1		LA 5	
20.40	Diversité : Les Soirées du rire. Présenté par Marcel Béauvais.	22.00	Flash d'informations.
20.50	Variétés : Surprise sur scène. Les meilleurs moments.	22.10	Cinéma : Les Nuits de Cabiria. ■■■■
21.55	Diversité : Les Amateurs.	22.10	Cinéma : Film italien de Federico Fellini (1956). Avec Giulietta Masina, François Perier.
22.40	Série : Duo d'enfer.	23.55	Cinéma : Vendredi 13, chapitre 8. □
23.35	Magazine : Va y avoir du sport.	24.00	Film américain de Rob Hedden (1989).
0.25	Journal, Météo et Bourse.	1.30	Cinéma : Le Désordre et la Nuit. ■■
0.45	Au trot.	1.30	Film français de Gilles Grangier (1957).
0.50	Série : Côté cœur.		
1.15	TF1 Nuit.		
A 2		M 6	
20.45	Cinéma : La Grande Bague. ■	20.35	Cinéma : La Panthère rose. ■
22.25	Magazine : Carnets de route. Présenté par Christine Ockrent. L'armée rouge.	22.35	Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.
23.25	Les Arts au soleil.	23.30	Magazine : Chances.
23.35	Journal et Météo.		
0.20	Documentaire : Des trains pas comme les autres.		
FR 3			
20.45	Cinéma : 1941. ■■		
22.45	Journal et Météo.		
23.05	Magazine : Océaniques. Liberté, égalité, fraternité... et puis après.		
0.40	Musique : Carnet de notes.		
CANAL PLUS			
20.30	Cinéma : Le Provincial. ■		

Mardi 9 juillet

TF 1		CANAL PLUS	
17.10	Série : Les Rues de San-Francisco.	17.10	Documentaire : La Paredes des manchots.
18.05	Feuilleton : Riviera (7 ^e épisode).	17.35	Série : Sole prof et tais-toi.
18.30	Jeu : Une famille en or.	18.00	Canaille peluche.
19.00	Feuilleton : Santa Barbara.	18.00	Reporter Blues.
19.25	Jeu : La Roue de la fortune.		
19.50	Diversité : Le Bébête Show.		
20.00	Journal, Tiercé, Météo et Tapla var.		
20.40	Cinéma : Police fédérale, Los Angeles. ■		
22.40	Magazine : Combien ça coûte ? Deuxième numéro d'un nouveau rendez-vous où l'on parle argent.		
23.40	Série : Des voix dans la nuit.		
0.35	Journal, Météo et Bourse.		
A 2		LA 5	
17.10	Magazine : Vive le vie.	20.00	Journal et Météo.
17.45	Magazine : Giga.	17.45	Série : Superkid.
18.10	Jeu : Des chiffres et des lettres.	18.10	Série : Shérif, fais-moi peur.
18.35	Série : Mac Giver.	19.00	Série : Kojak (rediff.).
19.25	Sport : La Journée du Tour (à 0.35).	20.00	Journal et météo.
20.00	Journal et Météo.	20.30	Journal des courses.
20.45	Cinéma : L'Aventure intérieure. ■■	20.50	Série : Desperado.
22.45	Cinéma : L'Île aux oiseaux. ■	22.25	Téléfilm : La Justicière de Los Angeles.
0.10	Les Arts au soleil.	23.45	Série : Hitchcock présente.
0.15	Journal et Météo.	0.15	Journal de la nuit.
1.05	Musique : Jazz à Antibes.	0.25	Demain se décide aujourd'hui.
FR 3		0.30	Le Club du télé-achat.
16.20	Magazine : 40 ^e à l'ombre. Présenté par Vincent Perrot, en direct de Quiberon.	0.45	Cas de divorce (rediff.).
18.30	Jeu : Questions pour un champion.	1.15	Rediffusions.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.		
20.05	Diversité : La Classe.		
20.45	Téléfilm : Le Robert-Jolie. De Jean Larrège.		
22.35	Journal et Météo.		
22.55	Mardi en France. Espaces et temps aux Pyrénées, documentaire de Jacques Bénillon. L'éveil de deux petits villages pyrénéens, l'un français, l'autre espagnol, envahis l'été par les touristes.		
23.50	Magazine : Espace francophone. Avec Alexander, l'urgence d'aimer.		
0.20	Musique : Carnet de notes.		
CANAL PLUS		M 6	
17.10	Documentaire : La Paredes des manchots.	17.15	Série : L'Homme de fer.
17.35	Série : Sole prof et tais-toi.	18.05	Série : Mission impossible.
18.00	Canaille peluche.	19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.
18.00	Reporter Blues.	19.54	Six minutes d'informations.
		20.00	Série : Cosby Show.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « Monde ».

Devant les Jeunes Giscardiens à Saint-Georges-de-Didonne

M. Giscard d'Estaing préconise un « quota zéro » pour l'immigration

M. Valéry Giscard d'Estaing n'entend pas laisser à M. Jacques Chirac le monopole du terrain et des phrases bien senties. Il l'a montré ce week-end en reprochant au gouvernement d'avoir mis la France « dans la pénurie » alors que « tout se déglisse » (le Monde daté 7-8 juillet). Devant les Jeunes Giscardiens qui fêtaient leur vingt-cinquième anniversaire à Saint-Georges-de-Didonne, près de Royan, il a proposé « un nouveau souffle » pour « un pays coïncé ».

SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE
de notre envoyé spécial

À la mairie de Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime), M. Valéry Giscard d'Estaing a eu un petit haut-le-cœur : sur le mur réservé aux photographies des prési-

dents de la République, son portrait avait, plus que les autres, passablement jauni. Douloureux anniversaire... Le maire, M. Dominique Buzureau, puissance invitante et hôte même ancien responsable des Jeunes Giscardiens, s'est habilement rattrapé en prononçant une phrase à première vue élogieuse : « Je forme le vœu que le cinquième soit le troisième... » En clair, que le successeur de M. François Mitterrand (le cinquième président de la Ve République) soit le troisième du titre, élu en 1974.

1974, année bénie qui, pour les Jeunes Giscardiens d'ailleurs, avait transformé une aventure de copains en aventure tout court. La nostalgie de cet âge d'or est toujours là, et les « dévôts » de l'ancien président de la République ne rêvent que du grand retour. L'intéressé pourrait difficilement se défendre de n'y point songer. Certes, dans son intervention devant son « fan club », samedi 6 juillet, il a mis un soin jaloux à prêter à la suite ses propres analyses sur la France, devenue « un pays coïncé », sur « la société essoufflée » et

sur la nécessité de mettre un terme à « une expérience (socialiste) d'une durée excessive ». M. Giscard d'Estaing a souhaité « un souffle nouveau » pour le pays. Cette rencontre de Saint-Georges-de-Didonne avait un petit parfum électoral, avec l'inséparable mini-bain de foule dans les rues de la station balnéaire et sur la plage, à l'occasion d'un saut de parachutistes. Il est vrai que l'UDF s'inquiète de l'avance qu'aurait prise M. Jacques Chirac et de l'efficacité encore réelle de la machine RPR, qui, dans la perspective des prochaines élections, donne un avantage au maître de Paris. M. Giscard d'Estaing a essaimé qu'il était simplement venu pour un anniversaire. Mais le discours politique fut bien au rendez-vous, avec quelques formules échos, déjà essayées la veille à La Bourboule devant les adhérents directs de l'UDF (le Monde daté 7-8 juillet). Il a également prêté à « la société de défense » — très puissante — de la langue de bois qui critique les hommes politi-

ques qui parlent comme « tout le monde ». M. Giscard d'Estaing n'a pas dit s'il faisait allusion, seulement, à ceux qui pouvaient trouver étrange de le voir adopter un tel langage ou s'il venait ainsi indirectement à ses récents propos sur l'immigration. Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a d'ailleurs relevé cette évolution. Au cours d'un meeting près d'Aiguperse (Puy-de-Dôme), il a affirmé que le fait que M. Giscard d'Estaing se mette à « parler peuple prouve qu'on est entré en période électorale ».

M. Giscard d'Estaing a, d'autre part, reproché au gouvernement de faire croire aux Français que le chômage est une « fatalité ». Et « pourquoi nous faire croire que nous sommes condamnés à l'impasse face à l'immigration illégale ? Il a préconisé « un quota zéro pour l'immigration » et dénoncé la « pratique défectueuse des administrations périodiques des situations illégales », qui créait, selon lui, un appel d'air vis-à-vis des pays pauvres.

PIERRE SERVENT

Les difficultés de la télévision publique

Polémique entre la CGT et la régie publicitaire d'A 2

Avec un comité d'entreprise le 9 juillet et un conseil d'administration le lendemain, le plan de restructuration d'Antenne 2 — 377 suppressions de postes, 36 créations — entre cette semaine dans une phase de négociation qui devrait s'achever fin août avec la publication des listes nominatives des salariés licenciés. Au contraire de FR 3 qui parle sur le temps pour faire passer son propre plan — 536 suppressions d'emplois, 50 créations (le Monde du 7-8 juillet), — Antenne 2 a choisi d'avancer à marche forcée.

Après l'indignation et la dénonciation d'une « réorganisation à la hache » (le Monde du 4 juillet), les syndicats d'Antenne 2 cherchent leurs marques. La semaine dernière, quatre d'entre eux se livraient à un dangereux pas de clerc. Après quatre heures d'une négociation-marathon jeudi 4 juillet, FO, la CGT, la CGC et la CFDT signaient avec la direction un accord sur l'amélioration des conditions de recensement des salariés et des départs volontaires.

Accord dénoncé dès le lende-

main, par la CFDT, les journalistes SNJ (autonomes) et deux branches de la CGT (les journalistes du SNJ-CGT et les réalisateurs du SNRT-CGT) qui accusaient les négociations signataires d'avoir « signé sur un coin de table » et fait le jeu de la direction en lui permettant de « se prévaloir de l'apparence du dialogue social ». Le SNRT-CGT retirait tous ses mandats à son délégué syndical.

C'est sans doute pour sortir de cette confusion que le SNRT-CGT choisit désormais de remettre l'accent sur un tout autre terrain : celui de la gestion et des « vrais-faux comptes » de la chaîne. Le syndicat, qui avait déjà dénoncé le mode de comptabilisation des programmes dans le bilan de la société (le Monde du 29 juin), attaque cette fois le travail de la régie publicitaire d'Antenne 2.

« En 1988, Antenne 2 Publi-
cité avait collecté 2,2 milliards de recettes publicitaires brutes et n'en avait reversées que 1,8 milliard à la chaîne. L'an dernier, l'écart s'est encore creusé : la régie a drainé 2,1 milliards de francs de recettes brutes et l'antenne n'en a perçu que 1,4 milliard. Ce sont donc 700 millions de francs qui se sont évaporés. L'équivalent du déficit tant reproché à la chaîne », explique un responsable.

Le syndicat dénonce en conséquence la politique de rabais et de « surcommissions » plus ou moins occultes consenties aux centrales d'achat d'espace par la régie.

« Ces accusations sont ridicules et reposent sur des informations erronées », rétorque la présidente des régies d'Antenne 2 et de FR 3, M^{me} Christiane Doré. L'an dernier, ce ne sont pas 2,1 milliards de recettes brutes que nous avons collectées, mais 2,007 milliards. Sur cette somme, nous avons dû prélever, comme toutes les régies publicitaires, la rémunération officielle des agences (15 % du total), soit 300 millions de francs. Ensuite, nous avons versé au compte de soutien aux industries de programmes les sommes qui nous sont réclamées, prélevées sur le fonctionnement de la régie et financées directement un certain nombre de charges incombant à la chaîne ».

M^{me} Doré admet toutefois qu'Antenne 2-Publicité accorde à ces clients les plus importants un certain nombre d'avantages, comme le font toutes les régies : prime de fidélité, prime de progression des investissements publicitaires faits sur la chaîne, prime de parts de marché ou bien encore de volume commandé.

PIERRE-ANGEL GAY

Deux blessés devant un immeuble de l'éducation nationale

Le FLNC « canal historique » revendique l'attentat commis à Paris

Un attentat, revendiqué dimanche après-midi dans un communiqué adressé au sein du FLNC « canal historique » (organisation clandestine oise réputée « dure »), a été commis, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 juillet contre un immeuble de l'éducation nationale, siège de la direction du personnel enseignant des collèges et lycées, situé 34, rue de Châteaudun à Paris-9^e. Une déflagration, provoquée par une charge explosive de « quelques centaines de grammes », selon les enquêteurs, a provoqué d'importants dégâts dans le hall d'entrée. Les vitres des fenêtres aux alentours ont été aussi soufflées et deux passants, dont un chauffeur de taxi, légèrement blessés. La charge explosive avait été vraisemblablement placée sur une grille, aucun cratère n'ayant été constaté dans le sol après l'explosion.

Le communiqué de l'organisation clandestine oise affirme : « Revendiqué action contre le ministère de l'éducation (Paris). Cette action s'inscrit dans le cadre du combat de notre peuple pour la reconquête de sa culture et de sa langue ».

C'est la première fois, depuis six ans, que les nationalistes oises revendiquent un attentat à Paris. Les 7 et 8 avril 1985, deux actions avaient visé l'une les bureaux de l'EDF, rue du Rocher (8^e), l'autre une annexe du siège social des

Charbonnages de France dans le même arrondissement. Depuis la seizième intervention au sein du FLNC entre le « canal historique » et le « canal habituel » (réputé plus « modéré »), c'est aussi la première fois que le FLNC « canal historique » commet un attentat sur le continent en s'appuyant, semble-t-il, sur une infrastructure assez légère. Le « canal habituel », pour sa part, avait commis, sur le continent, fin 1990 et début 1991, deux attentats de plus grande ampleur, contre des sièges de société, à Marseille et à Aubagne.

Cet attentat, qui n'est probablement pas exempt de considérations internes dans la surenchère qui oppose les deux branches issues du FLNC, semble confirmer la vulnérabilité exprimée récemment par le « canal historique » (le Monde du 28 juin) d'en revenir au « rapport de forces » avec l'Etat après l'annulation par le Conseil constitutionnel de la reconnaissance juridique du « peuple oise ».

D'autre part, un magasin a été totalement détruit par une explosion criminelle, suivie d'un incendie, dans la nuit de dimanche à lundi à Castors, à une dizaine de kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse). Une charge explosive de forte puissance avait été placée devant un magasin de meubles qui venait d'être inauguré. Cet attentat, qui n'a pas fait de victime, semble tout au plus relever d'une rivalité commerciale.

M. Louis-Guy Gayan, élu président du CFPPJ. — M. Louis-Guy Gayan, PDG de la Charente libre (Angoulême) et directeur-général adjoint du groupe Sud-Ouest, a été élu à la présidence du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse (CFPPJ) de Paris. Présenté par le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), il succède, selon la règle de l'alternance entre patrons de presse et journalistes, à M. Jacques Marchand, président honoraire de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (USJSF).

[Né le 18 août 1929 au Bouscat (Gironde), M. Louis-Guy Gayan est entré comme journaliste à Sud-Ouest en 1952, après des études de droit. Secrétaire général adjoint de la rédaction en 1971, il est nommé directeur général de la Charente libre un an plus tard, journal dont il devient le PDG en 1977. Il est nommé directeur général adjoint chargé du développement du groupe Sud-Ouest en 1984. Administrateur de l'AAPP et de M6, auteur de la Presse quotidienne régionale, le premier média de France (éd. Milan), M. Gayan occupe la présidence du CFPPJ de 1982 à 1987].

ROUMANIE : L'Alliance civique se constitue en parti. — L'Alliance civique, le principal mouvement de l'opposition extra-parlementaire, s'est transformée dimanche 7 juillet en parti politique, le Parti de l'alliance civique de Roumanie (PACR) et a élu à sa tête un critique littéraire, M. Nicolae Manolescu. L'Alliance civique, qui avait été créée ce novembre dernier et regroupait une importante partie de l'intelligentsia roumaine, dont la dissidente Doina Cornea, et justifié sa transformation en parti par « l'état extrêmement grave dans lequel l'actuel pouvoir a mené le pays » et par la « nécessité de créer un organisme politique capable d'édifier l'Etat de droit ». — (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dossier chaud

SUPER, non, ce départ en vacances... Merci, Bison futé ! Avec les deux gamins, leurs copains et le chien, thermomètre bloqué à 38° sous la réverbérante tête de votre cocotte-minute familiale, traction avant et geyser arrière : Pepe, arrête... vite ! Il a encore vomit, Patrick ! A peine sortis de l'autoroute, vous voilà partis dans un labyrinthe de routes secondaires et de chemins de terre, à la querelleuse quête — Je t'avais bien dit de tourner à droite, au croisement ! — d'une jolie maison aux pieds dans l'eau, pour quinze jours, sur la foi d'un descriptif d'agence. Les bras vous en tombent !

Trois pièces sombres, dont une sans lit et sans fenêtres. Pas un placard : Où veux-tu qu'on range nos draps et nos serviettes ? Un living minuscule, donnant sur une cour-dépotoir. Des toilettes boueuses. Une cuisine — tu parles, une kitchenette — rassemblant autour de son évier douteux un reste de batterie sinistrée. Tapies au fond d'un tiroir, quatre cuillères, deux fourchettes et... Où sont les coussins ? Et la mer, où elle est ? Pour la voir, faut monter sur le toit du hangar !

En cas de mauvaise surprise,

que faire ? C'était marqué dans la Paroisse : dressez un état des lieux en double exemplaire. S'ils sont vraiment dégueux, surtout ne commencez pas à nettoyer, ne touchez à rien et faites immédiatement venir un huissier. Le moyen ? Sans annuaire, un samedi, en plein bled, à bientôt 9 heures du soir ? Pas moyen.

Les enfants passeront la nuit dans la baignoire pendant que vous réunirez les preuves matérielles de cet odieux abus de confiance. Des photos : pas la peine de chercher ton Instamatic, y a plus de pellicules ! Et des cartes postales : Comment ça, des cartes postales ? Ve savoir ! Ces documents, vous les enverrez dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec accusé de réception à votre agence.

Dès le lendemain, sillonnez le département à la recherche d'autres locataires mécontents. Rassemblez-les. Partez plainte auprès de la Direction de la concurrence et de la consommation. Si vous n'obtenez pas satisfaction, intéressez-vous à l'action en justice. Oui, là, sur place, tant de suite. Allez, allez pas une guêpe pareille ! A défaut de mobilier, vous aurez de quoi le meubler, votre été !

IRAK : accusés de conspiration

Dix-huit généraux et officiers supérieurs auraient été exécutés

Dix-huit généraux et officiers supérieurs irakiens ont été exécutés en juin pour avoir conspiré contre le régime du président Saddam Hussein, a-t-on indiqué, dimanche 7 juillet, au sein des missions de vérification de l'ONU opérant en Irak. Selon ces sources, qui font état d'informations recueillies auprès d'interlocuteurs irakiens, les dix-huit officiers auraient tous été pendus et non fusillés, comme ils auraient dû l'être en regard à leur qualité. Les noms des généraux n'ont pas été révélés.

Selon ces indications, l'armée irakienne a essayé à trois reprises de renverser le régime depuis la défaite irakienne de février. La dernière tentative semble avoir eu lieu peu avant la grande fête musulmane de l'Aïd al-Adha, qui a commencé le 22 juin. D'autres éléments permettaient déjà de pen-

ser qu'une purge importante avait été effectuée récemment par le régime au sein de l'armée irakienne.

Début juin, le général Abdoulwahab Mohammed Hussein avait remplacé soudainement le général Nasawan Tahoun comme interlocuteur des forces armées alliées installées dans le nord de l'Irak. Des sources kurdes avaient alors affirmé que le général Tahoun avait disparu après avoir été arrêté pour « activités menées contre le régime ».

En juin également, le chef d'état-major de l'armée irakienne, le général Hussein Rachid el-Takriti, avait été limogé et remplacé par le général Iyad Fetehey el-Rauni. Le fait que sa nouvelle affectation n'ait pas été mentionnée paraissait indiquer qu'il avait été gravement sanctionné. — (AFP)

Les experts de l'ONU ont détruit les derniers missiles balistiques déclarés par Bagdad

La dernière ogive balistique déclarée par l'Irak a été détruite, samedi 6 juillet, ont annoncé les experts de l'ONU mandatés à cette fin, tandis qu'une autre mission internationale arrivait à Bagdad pour poursuivre l'enquête sur le potentiel nucléaire irakien. « Nous avons détruit vingt-huit ogives », a déclaré à la presse M. Douglas England, chef de la mission de l'ONU chargée d'éliminer les missiles balistiques dont l'Irak avait fourni la liste aux Nations unies.

Les ogives conventionnelles ont explosé dans le désert, près de la localité d'el-Taji, à 45 kilomètres au nord de Bagdad, a déclaré M. England. Antérieurement, les fusées elles-mêmes avaient été brisées par des chars. « Pour ce qui est de cette mission d'experts, elle n'a aucune indication laissant penser que les Irakiens possèdent d'autres missiles que ceux qui ont été déclarés » à l'ONU, a-t-il ajouté. M. England a indiqué que « le niveau de coopération avec les autorités irakiennes a été excellent » et que « les Irakiens ont fait tout le travail de destruction ». D'autres experts en missiles de l'ONU doivent venir en Irak prochainement pour détruire des rampes de lancement et des ateliers de réparation, a-t-il dit.

Le responsable du groupe d'experts nucléaires, M. Dimitri Parraicos, a déclaré de son côté à la presse qu'il avait pour mission de « déterminer le niveau de difficultés pour détruire les équipements nucléaires déjà recensés » par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) au cours de précédentes missions. M. Parraicos a ajouté que les experts s'occupent

« également du problème » des équipements nucléaires qui ont été transportés le 29 juin vers une destination inconnue par un convoi de cent camions. L'AIEA cherche, depuis lors, à retrouver ces équipements dont elle pense qu'ils pourraient servir à la construction de l'arme atomique. — (AFP)

UNE FEMME :

— « CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »

SON AMIE :

— « FORCÉMENT ILS OFFRENT LEURS TISSUS A DES PRIX "FOUS" »

SOLDES-COUPONS (MODE ET DÉCORATION)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS